

Programme Inter-universitaire

SHS 2i

*Sciences de l'Homme et de la Société
Interactions recherche-société et
Interdisciplinarités*

PRATIQUES ET REPRÉSENTATIONS DE LA VALORISATION DE LA RECHERCHE EN SCIENCES DE L'HOMME ET DE LA SOCIÉTÉ

**Enquête auprès de Chercheurs
et Enseignants-chercheurs en région PACA**

Isabelle HAJEK
avec la collaboration de
Jean-René PENDARIES

Juin 2005

LEST UMR 6123



**Avec le soutien du Conseil régional PACA
et du Conseil général des Bouches-du-Rhône**

Le présent texte constitue le rapport final d'une étude menée en collaboration avec Jean-René Pendariès et a bénéficié de ses remarques et de sa relecture attentive.

Ce travail s'inscrit dans un programme scientifique dirigé par Jacques De Bandt (LEM FRE 2780), Philippe Mossé (LEST UMR 6123) et Jean-René Pendariès (LEST UMR 6123).

Que les chercheurs, les enseignants-chercheurs et les responsables des services de valorisation universitaires et de recherche rencontrés dans le cadre de cette étude soient ici remerciés pour leur accueil, leur disponibilité et le vif intérêt qu'ils nous ont témoigné.

Nous tenons également à remercier Philippe Mossé et Jacques De Bandt pour l'aide qu'ils nous ont apportée.

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	3
CHAPITRE I □ La valorisation comme mise à disposition de connaissances.....	7
1.1 □ La diffusion-vulgarisation en direction des «grands publics»	8
1.1.1 □ Caractéristiques communes des activités.....	8
1.1.2 □ Les facteurs de différenciation	12
1.2 □ La restitution en direction de publics spécifiques ou ciblés	23
1.3 □ Les activités de «conseil en direction des décideurs	28
Conclusion □.....	32
CHAPITRE II □ Valorisation et interactions sociales de recherche	33
2.1 □ Les rapports à la demande sociale de recherche	35
2.2 □ Des demandes sociales aux contenus différenciés	44
2.3 □ Les modes de finalisation sociale de la recherche	49
2.3.1 □ La commande sociale de recherche	49
2.3.2 □ Les coopérations de recherche	55
Conclusion □.....	58
CHAPITRE III □ Valorisation et formation	59
3.1 □ La formation et ses publics	60
3.2 □ Les demandes de formation □ du «cognitif» à l'«opérationnel»	61
3.3 □ Un espace possible de caractérisation des activités de formation	63
Conclusion □.....	65
CHAPITRE IV □ Valorisation et interfaces recherche/société	66
4.1 □ Activités d'interface et registres de valorisation	66
4.2 □ Les pratiques des chercheurs en matière d'interface recherche/société	72
Conclusion	75
CONCLUSION □.....	77
ANNEXES □	83

INTRODUCTION

Les appels à l'ouverture du monde universitaire et scientifique à la société, à ses besoins de connaissances, comme au regard qu'elle porte sur la science, sont de plus en plus fréquents et systématiques.

Cet accroissement des besoins de connaissances sur les hommes et la société peut directement être relié au développement des nouvelles technologies et au rôle croissant que les sciences jouent dans le débat social et la décision politique. Mais il renvoie aussi et plus fondamentalement à un profond mouvement de transformation des rapports Science / Société, en cours depuis deux ou trois décennies, marqué par l'intrusion d'une logique de développement économique dans les modes de production des savoirs et l'orientation des politiques de recherche (se traduisant notamment par le développement croissant d'une recherche de type contractuel et l'émergence d'un nouveau régime de propriété intellectuelle fondé sur la brevetabilité des savoirs, du vivant, etc). En outre, l'irruption des «profanes», des acteurs sociaux et de l'espace public dans la négociation des choix de recherche et d'application des connaissances scientifiques constitue le second grand versant de ces transformations, polarisé autour de l'émergence de controverses ayant trait aux domaines de l'environnement, du vivant et de la santé publique (nucléaire, OGM, amiante, etc).

Dans ce contexte, les discours, plans d'action, opérations et dispositifs visant à promouvoir l'ouverture de la recherche sur le monde socio-économique et à encourager les échanges entre scientifiques et acteurs sociaux se sont multipliés.

Les formes de cette ouverture peuvent cependant être très diverses : diffusion des connaissances et développement d'une culture scientifique de haut niveau, contribution au débat citoyen sur la place de la science dans le développement social et la démocratie, valorisation des résultats de la recherche et transferts de savoirs, renforcement des capacités d'expertise en réponse à une demande sociale croissante de connaissances, développement des coopérations et des partenariats entre chercheurs et acteurs de terrain, coproduction de connaissances entre savants et praticiens...

Le thème de la «valorisation de la recherche» est venu renforcer ce débat sur la place et l'utilité de la science dans la société jusqu'à occuper, dans l'ensemble de ces discours et initiatives, une place centrale, et susciter de nombreuses réactions, souvent mitigées, au sein de la communauté scientifique.

Deux constats traversent l'essentiel de ces débats :

- Malgré la diversité des formes et modalités sous lesquelles la science s'ouvre à la société et est susceptible de se socialiser, le thème de la valorisation est le plus souvent étroitement associé, sous le couvert d'une valeur ajoutée économique, à celui de l'innovation technologique et par conséquent aux sciences «dures».
- Alors que les chercheurs et universitaires en Sciences Humaines et Sociales sont eux aussi de plus en plus systématiquement incités à se préoccuper de «valoriser» leurs recherches et que les S.H.S. sont de plus en plus régulièrement citées comme devant jouer un rôle dans les relations et le débat Science / Société, et être parties prenantes

des politiques menées en la matière, les S.H.S. restent le parent pauvre des actions effectivement entreprises qui, à de trop rares exceptions près, concernent principalement les sciences dites «dures».

De fait, cette injonction paradoxale à laquelle est confrontée la communauté scientifique des S.H.S. soulève une question «qu'entend-on exactement par «valoriser la recherche» lorsqu'il s'agit des S.H.S.»

La présente étude, réalisée avec le soutien des Universités de Provence, de La Méditerranée, de Nice-Sophia Antipolis, d'Aix-Marseille 3, de Toulon et du Var et de l'I.U.F.M. d'Aix-Marseille, et le financement du Conseil Régional PACA et du Conseil Général des Bouches-du-Rhône, se propose d'apporter quelques éléments de réponse à travers une enquête menée auprès de chercheurs et enseignants-chercheurs¹ en Sciences Humaines et Sociales en région PACA.²

Bien qu'une abondante littérature ait déjà traité un certain nombre de problématiques attenantes aux question de valorisation (celle de l'innovation par exemple), notamment à travers la production de modèles de représentation et d'interprétation des relations entre acteurs socio-économiques et activités de recherche³, cette étude vise avant tout à explorer les pratiques concrètes des chercheurs en matière de valorisation et à apporter au débat des rapports Science / Société une contribution essentiellement empirique.

La démarche de travail adoptée repose sur une première hypothèse, validée à l'occasion d'une série de rencontres exploratoires avec une quinzaine de chercheurs en S.H.S.⁴, selon laquelle une avancée significative sur les questions de valorisation de la recherche en Sciences Humaines et Sociales suppose que celles-ci soient appréhendées en relation étroite avec ce qui constitue le coeur du métier de chercheur, c'est-à-dire en rapport aux activités de recherche et de production des connaissances. Cette première campagne d'entretiens a confirmé la pertinence de cette hypothèse auprès des chercheurs eux-mêmes en mettant en valeur que loin de constituer un champ d'activités dont les enjeux seraient définis ou devraient être définis de façon totalement externe au métier de chercheur et d'enseignant-chercheur, les activités de valorisation doivent être analysées comme étant liées à et mettant en jeu les pratiques, les stratégies, les choix scientifiques, épistémologiques, mais aussi déontologiques des chercheurs et enseignants-chercheurs, et la conception qu'ils ont de leur métier.

¹ Par la suite de notre propos, l'appellation de «scientifique», «chercheur» vaudra à la fois pour les chercheurs et les enseignants-chercheurs en Sciences Humaines et Sociales.

² C'est donc sur un segment du processus de social de «valorisation» social de la recherche, par le biais des pratiques individuelles des chercheurs, que notre étude porte. Une étude plus exhaustive mériterait de s'intéresser aux usages «autonomes» des connaissances scientifiques qu'ont et développent des acteurs, institutions, extérieurs à la communauté scientifique lesquels, pour une bonne part, échappent à l'initiative et au contrôle des chercheurs, de même qu'une part importante des activités de valorisation développées par les scientifiques s'inscrit dans des processus sociaux de mise en valeur, exploitation, usage, sous certains aspects plus structurels, et bien plus larges, en cascade, différés, multiples.

³ On fait ici référence aux trois grands modèles qui se sont succédés de la fin de la seconde guerre mondiale aux milieux des années 1990, du modèle «linéaire» des relations entre recherche et application (Bush, 1945), à l'émergence de modèles «à boucles» (Rosenberg, 1976; Gibbons, 1994; Nowotny 2003), jusqu'au modèle de la «triple hélice» qui renvoie aux interactions entre universités, Etat et entreprises (Leydersdorff, Etzkowitz, 1996, 1998).

⁴ Cf. Annexes

Au-delà, une question essentielle nous est apparue être au centre des démarches et préoccupations des collègues en matière de valorisation □ celle des tensions entre d'un côté, les exigences les plus académiques afférant au développement des savoirs, à leur validation et diffusion au sein de la communauté scientifique, et de l'autre, les attentes et demandes sociales en matière d'utilisation de ces savoirs dans le domaine de l'action sociale et de la résolution de problème

Une seconde campagne d'entretiens auprès d'une quarantaine de chercheurs en S.H.S. dans la région PACA⁵ a donc été menée visant à interroger la façon dont cette tension se présente au chercheur dans les différents domaines et registres de son activité, la manière dont il compose avec elle et développe des stratégies pour la gérer, le plus souvent au cas par cas et compte tenu des caractéristiques propres (institutionnelles, professionnelles, thématiques, méthodologiques, épistémologiques...) de sa discipline et/ou de son champ de recherche.

Dans cette optique, une double posture d'enquête a été privilégiée :

1) Prendre les activités comme unités d'analyse □ les descriptions que les scientifiques nous ont faites de leurs pratiques, et notamment de celles qu'ils ont pu considérer comme relevant du domaine de la «Valorisation», nous ont conduit à écarter toute démarche visant à construire une «Typologie de chercheurs» (comme celle qui propose par exemple de distinguer «Le savant», «l'expert», «l'ingénieur social», et «l'intellectuel»). Ce qui caractérise et distingue les façons d'exercer et de concevoir le métier, notamment en matière de relations au monde social, réside moins dans le fait d'adopter telle ou telle posture professionnelle que dans la façon dont les chercheurs passent de l'une à l'autre, et dans la manière dont ils les lient □ plutôt donc que de partir des individus, il a donc semblé plus pertinent de prendre les activités comme unités d'analyses.

2) Considérer les activités du point de vue du type d'interactions dans lesquelles elles se développent en élargissant très fortement le sens que l'on donne au terme de «Valorisation», et en considérant que celle-ci peut tendanciellement renvoyer à l'ensemble des activités et des interactions au travers desquelles les travaux et les compétences des scientifiques sont susceptibles d'être «mis en valeur» auprès d'interlocuteurs non-membres de la communauté scientifique, en vue d'usages, applications, qualifiées de «Sociaux». Il s'agissait donc moins d'élaborer une taxinomie d'activités selon leurs contenus, que de caractériser ces activités par les types d'interlocuteurs avec lesquels le chercheur entre en relation et par les enjeux de cette relation. Concernant ces interactions, et s'agissant de «Valorisation sociale», l'analyse a donc porté de manière privilégiée sur les interactions du chercheur avec les interlocuteurs «Sociaux» (au sens de non membres de la communauté scientifique) avec lesquels son métier l'amène à entrer en relation. Concernant les enjeux, c'est essentiellement la question clé de la place et des fonctions que les chercheurs affectent à ces interactions «Sociales» dans les pratiques et représentations qu'ils ont de leur métier et du travail de recherche, qui a orienté l'analyse.

L'accueil réservé par les chercheurs et universitaires rencontrés fût, de ce point de vue, significatif. Si solliciter les scientifiques sur la thématique fortement codée de la valorisation comportait le risque de renforcer l'idée qu'il s'agit de questions «Importées» de l'extérieur au regard de la réalité du métier et à ce titre, subsidiaires, l'intérêt manifesté en cours d'entretien par la plupart des chercheurs rencontrés a précisément tenu au fait qu'une fois

⁵ Cf. Annexes

engagés, les entretiens se sont systématiquement déroulés selon une dynamique qui, de proche en proche, conduisait à transformer l'interrogation initiale (du thème à connotation tendancielle étroite de la valorisation, à celui plus large des interactions Recherche / Société) et à en faire un questionnement touchant aux dimensions et enjeux du métier lui-même.

Cette exploration nous a conduit à regrouper ce que les collègues ont mis sous le thème de la valorisation de la recherche dans leurs disciplines en quatre grandes catégories d'activités, dont nous verrons que les frontières ne sont ni entièrement nettes, ni totalement étanches, mais qui se distinguent néanmoins et tendancielle à la fois par les types d'interlocuteurs sociaux auxquels elles s'adressent, et par la nature des enjeux professionnels auxquels elles affrontent le chercheur

- **Les activités de « mise à disposition » des connaissances scientifiques** ce type d'activités habituellement désigné sous les vocables de « diffusion » ou de « communication » scientifique, recouvre en fait un ensemble beaucoup plus large et complexe d'activités, pouvant aller des démarches de « culture scientifique » aux activités de conseil, et dans lesquelles le chercheur est en quelque sorte « dépositaire » de la science faite, d'un stock de connaissances qu'il s'agit de rendre accessibles et utilisables pour des non scientifiques (Chapitre 1).
- **Les « interactions de recherche »** qui recouvrent l'ensemble des activités, habituellement opposées à la recherche dite « académique », dans lesquelles le chercheur est en relation avec une (des) demande(s) de connaissances socialement « finalisée(s) » et, est sollicité pour sa capacité à transformer et développer le stock des savoirs en réponse à ces demandes sociales (Chapitre 2).
- **Les activités de formation** qui, selon les publics concernés et les finalités poursuivies peuvent jouer un rôle clé dans l'ouverture du travail de recherche sur la demande sociale et dans la construction de passerelles avec le monde de l'action sociale (Chapitre 3).
- **Les « activités d'interface »** qui concernent les activités de montage et de gestion de la relation chercheurs / acteurs, et dont l'enjeu est de créer ou d'entretenir un « milieu », un environnement social, voire un dispositif plus ou moins formel, qui soit à la fois réceptif au travail scientifique et incitatif aux activités de valorisation proprement dites (Chapitre 4).

CHAPITRE I

LA VALORISATION COMME MISE A DISPOSITION DE CONNAISSANCES

Catégorie d'activités la plus spontanément citée par les collègues, les activités visant à diffuser, communiquer, faire état de, restituer auprès de publics non scientifiques des connaissances disponibles à l'intérieur de la discipline et/ou liées à des recherches menées par le chercheur constituent un premier ensemble d'activités de valorisation sociale de la recherche.

Cette catégorie d'activités est évidemment très floue, élastique, et se caractérise en premier lieu par une grande diversité de formes dont on pourrait multiplier les exemples : interviews, articles, ouvrages, conférences, expositions, documentaires, sites archéologiques, etc.

En outre, elles s'adressent à une multitude d'interlocuteurs, de nature différente (grand public, public cultivé, citoyens, décideurs, catégories spécifiques d'acteurs, professionnels, locaux, associatifs...), dont la caractéristique commune est au final son extériorité foncière à la communauté scientifique, le(s) public(s) concerné(s) par ce type d'activités s'opposant aux « pairs » et s'en éloignant d'autant plus qu'il est « grand »⁶.

D'autre part, dans cette catégorie d'activités, la valorisation concerne fondamentalement la « science faite » considérée comme « stock de connaissances » dont le chercheur est le dépositaire et l'expert, et qu'il met à la disposition du public destinataire.

Au-delà de la diversité de ces activités, deux grands enjeux traversent cet ensemble hétérogène :

- rendre matériellement et intellectuellement accessibles les connaissances scientifiques à des non scientifiques (ce qui pose un certain nombre de problèmes de support de diffusion et de traduction-transformation des savoirs)
- ajuster les connaissances délivrées et leur présentation aux centres d'intérêt et attentes des différents publics, en relation avec les différents usages qu'ils peuvent en faire (des simples démarches de contextualisation des savoirs à la question des usages et formes d'appropriation des connaissances par les acteurs sociaux).

Il ne s'agit pas ici de constituer ou de réifier de grandes catégories d'activités déjà préformatées (on pense aux catégories de « diffusion scientifique », « communication scientifique, « conseil scientifique ») tendant à fonctionner comme des boîtes de pandore et dont chacun maîtrise un contenu au demeurant assez flou et très variable d'un individu à l'autre, mais de se servir des éléments possibles de description de ces activités pour cerner les grands enjeux de l'interaction Recherche/Société en matière de « diffusion », mise à disposition de connaissances.

Dans cette optique, il s'agit de rendre compte de la manière dont les scientifiques différencient et caractérisent ces activités dans un mouvement itératif entre les types de

⁶ Tout au long de ce travail, les expressions entre guillemets sont de nous ; par contre, les expressions et les corps de texte entre guillemets et en italique sont des citations extraites de nos entretiens.

public(s), types de demande(s)-attente(s) sociale(s), et leurs pratiques face à tel ou tel type de public-demande.

Il en ressort trois grandes catégories de valorisation qui polarisent tendanciuellement les enjeux des activités de mise à disposition des connaissances en fonction des types de «publics» et des pratiques développées par les chercheurs :

- la diffusion-vulgarisation en direction des «grands publics» (§1.1)
- la «restitution» en direction de publics spécifiques ou ciblés (§1.2)
- le «conseil» en direction de «décideurs» petits ou grands (§1.3).

1.1. La diffusion-vulgarisation en direction des «grands publics»

1.1.1. Caractéristiques communes des activités

Parmi les activités de diffusion et/ou vulgarisation scientifique, celles à destination du grand public, c'est-à-dire du grand public le plus «lambda» au public plus «spécialisé» (public cultivé, scolaire, amateurs, etc), constituent un ensemble spécifique d'activités en ce que le rapport chercheur-public est marqué par un certain nombre de **caractéristiques communes**

- **Une dimension quantitative et extensive** □ il s'agit dans ce type d'activités de diffuser, mettre à disposition des connaissances de façon «massive» □ c'est-à-dire à la fois auprès du plus grand nombre de personnes et auprès du public le plus varié, divers possible.

Cette caractéristique fait donc intervenir des supports (oral, écrit, audio-visuel), des canaux de diffusion (médias, multimédias, éditeurs, ...), des arènes (politique, culturelle, sociale...), susceptibles d'offrir au chercheur une «diffusion de masse» (articles, interviews dans la presse quotidienne, locale, nationale □ la presse spécialisée □ émissions TV □ publications culturelles, touristiques politiques... □ événements, expositions, commémorations...), mais également susceptibles «d'élargir», «ouvrir le public, le monde de référence et de discussion».

Cette ouverture peut concerner la diversité sociale des interlocuteurs du chercheur □ le chercheur se prête «au jeu de la coopération sociale», avec le sentiment de «s'adresser à un public non averti» plus large que les interlocuteurs habituellement très spécialisés ou proches pour certains des sphères du pouvoir, de la décision □

«Je m'efforce d'y répondre de temps en temps pour ne pas refuser le jeu de la coopération sociale, le jeu de la diffusion. Je peux concevoir que cela intéresse un public, des journalistes. Je ne veux pas rester dans une position d'isolement, où je m'enfermerais dans une tour d'ivoire, mais je ne sollicite pas les médias. À chaque fois, ce sont eux qui m'ont sollicité. Alors parfois j'accepte, parfois je refuse. Mais je n'ai pas ce réflexe d'aller les solliciter pour valoriser le travail.» (Extrait d'entretien d'un enseignant-chercheur en Sciences Politiques) □

Mais cette ouverture peut aussi être plus «idéologique», voire «politique», lorsque la diffusion de travaux vise plus directement l'«opinion publique» □

«Si tu veux, disons que c'est plus volontariste. À une époque, j'ai beaucoup travaillé avec un allemand sur les médias, sur leur impact etc. C'est très curieux parce que d'un côté tu te dis qu'un entretien, un article dans un journal, c'est complètement banal, et donc d'une certaine façon, il faut lui accorder une importance toute relative, mais en même temps tu vois très bien que cela a un impact sur un certain nombre de personnes et pas forcément celles qui sont déjà

d'accord avec toi. Dans le cas où ce sont des personnes qui sont d'accord avec toi, le message ne fait que renforcer l'opinion. Il n'empêche que tu touches aussi un certain nombre de gens à la frange. C'est arrivé avec l'article du Provençal, au Carré des écrivains qui ont écrit des livres sur Marseille à la Fnac où j'ai eu des retours de gens qui sont venus me voir pour discuter à partir de l'article qu'ils avaient lu. Ce n'était pas des gens syndiqués ou politisés spécialement ou des gens qui avaient un haut diplôme de connaissances, mais des gens simplement un peu curieux. Ils avaient lu mon truc de A à Z et il y a des choses qui les ont secoués, ces choses là, il ne faut pas les négliger. C'est avec le temps que je me suis rendu compte de ça. Au départ, je me disais : tu es dans le journal, en dehors d'avoir ta photo, mais en fait, impact : zéro. En fait, ce n'est pas vrai. Il y a des gens qui lisent la presse locale très sérieusement. (Extrait d'un enseignant-chercheur en Psychologie)

Et l'on pourrait multiplier les exemples □ toucher un public allant de l'extrême droite à l'extrême gauche pour un ouvrage et/ou un article sur l'immigration, des protecteurs de la nature aux chasseurs pour la mise à disposition de connaissances portant sur l'environnement et les rapports homme-nature, à destination des protestants et des catholiques pour un travail sur les Vaudois.

□ **Un rapport chercheur-public fortement unilatéral** □ dans l'ensemble de ces activités, le public est globalement assigné à une place de destinataire, jouant un rôle relativement passif de récepteur des connaissances dont le chercheur est dépositaire, alors que le chercheur se trouve, lui, dans une position de relative □ liberté □ tant sur le plan du contenu que de la forme que son activité de diffusion peut prendre (par opposition par exemple à une activité de formation ou encore à une activité de conseil dans lesquelles le chercheur est confronté à une demande, liée à un programme de formation dans le premier cas, à une demande de résolution de problème dans le second). Nous verrons toutefois que cette relation de diffusion peut évoluer dans un sens moins unilatéral, vers une □ interactivité □ exigeant du chercheur un certain resserrement du contenu de son activité sur la demande de ses interlocuteurs. Cette unilatéralité est en outre très liée aux deux suivantes.

□ **Des attentes sociales très floues :** □ « Attentes □ sociales beaucoup plus que « Demandes □, celles-ci sont le plus souvent présumées et mal connues du chercheur (le chercheur fait une conférence devant un grand public dont il ne connaît qu'approximativement la composition et les attentes). Ces demandes sociales sont en outre la plupart du temps fortement **médiées**, traduites et pré-définies par les acteurs et les organismes de médiation (demande des médias, des organismes de médiation culturelle, scientifique...), ce qui a pour conséquence à la fois de priver au moins partiellement le chercheur de la maîtrise de son travail (surtout lorsque la médiation ne fait pas l'objet d'un travail de collaboration, Cf. infra les « Pratiques et stratégies du chercheur □) et de redoubler les dimensions quantitatives et extensives du rapport de diffusion (les médias permettent de toucher massivement plus de personnes dans un rapport toujours plus distant du chercheur au public).

Floues, fortement médiées, ces demandes-attentes sociales n'en recouvrent pas moins une certaine **diversité** qui schématiquement s'organise autour de **trois grands registres polarisant de demandes et types de « grand public □** (il faut toutefois souligner que dans la pratique, il n'y a pas de partage aussi univoque des publics et des attentes) :

- **Une demande médiatique-grand public**, à travers laquelle il s'agit moins de la demande du public que d'une demande médiatique le plus souvent centrée sur l'évènementiel et qui

peut prendre deux formes. La première est celle la demande de commentaire «chaud» de l'actualité, comme l'exprime ce chercheur en Sociologie

«Des journalistes sont intéressés par des questions cruciales, de société, sur lesquelles il faut qu'ils aient la réponse du chercheur. Le chercheur doit lui donner quelque chose de franc et massif. Et le chercheur est rarement dans ce genre de disposition.» (Extrait d'entretien d'un chercheur en Sociologie)

La seconde est une demande de normativité, de prise de position «franchée», voire une demande de caution et de légitimation scientifique (avec des exemples très fréquents pour les activités en relation avec la presse, les médias, et le risque souligné par de nombreux scientifiques qu'il s'agisse moins de valorisation des connaissances scientifiques que de valorisation journalistique)

«Le sentiment que j'ai là-dessus, et j'en ai fait l'expérience à plusieurs titres, c'est que ce qu'ils recherchent c'est un sociologue ou un politiste et pas de la Sociologie ou de la Science Politique. Ils n'attendent pas forcément un discours savant, ils attendent la caution d'un savant. Très souvent, l'avis, ils l'ont déjà ou en tout cas, ils retiennent ce qui les intéresse, ce qui leur permet d'aller dans le sens de ce qu'ils pensent a priori. Ce qui les intéresse, c'est de pouvoir mettre un nom avec un titre. Ils ne sont pas très demandeurs de savoirs sociologiques. Ce n'est pas facile parce que les journalistes admettent mal qu'on refuse de leur répondre. Ils ont du mal à faire la part des choses entre ce qui relève du discours autorisé et ce qui relève de l'opinion commune. C'est vraiment une source de difficultés.» (Extrait d'entretien d'un enseignant-chercheur en Sciences Politiques)

- Une demande du public «cultivé» demande de «savoir pour le savoir», parfois même «demande de points de détail» d'un public «curieux» du savoir scientifique, mais surtout plus «spécialisé» que le grand public, et censé détenir un certain bagage par rapport aux savoirs de base de la discipline (comme par exemple les lecteurs de revues de vulgarisation en Archéologie, en Histoire), voire disposé à adopter une posture d'apprentissage parfois très proche de celle des situations d'enseignement.

«Cela arrive avec un type de presse qui se prête un minimum au jeu du travail universitaire et qui cherche à atteindre un public qui ne soit pas le grand public lambda, qui a déjà une prétention à toucher un public un peu plus cultivé, un lectorat un peu plus attentif, un peu plus curieux du savoir universitaire.» (Extrait d'entretien d'un enseignant-chercheur en Sciences Politiques)

«Et ensuite, ce que le public cultivé attend, c'est qu'on fasse le lien entre le passé et le présent. Ce sont des gens très demandeurs de l'épaisseur historique. Si on ne remonte pas jusqu'à l'époque actuelle, si on ne fait pas trop le lien, parfois c'est difficile pour le public, mais pas pour l'historien. Les sociétés savantes sont tout à fait ravies qu'on leur parle d'un point de détail d'une période lointaine. Mais pour le public cultivé, en général, la demande est quand même donnez-nous du sens à l'époque actuelle.» (Extrait d'entretien d'un chercheur en Histoire)

Cette demande réfère à différentes figures sociales d'un public «consommateur de culture» (par exemple en Géographie, ce seront les lecteurs de guides touristiques, ou encore les consommateurs d'ouvrages, d'expositions en Histoire, en Sociologie, accompagnant la mise en valeur d'un site touristique, d'un parc naturel) dont les plus «spécialisés» sont les amateurs-érudits, les sociétés savantes existant dans certaines

disciplines, les enseignants, voire les scolaires qui occupent une position intermédiaire d'apprentissage par rapport au public cultivé. Il est à noter que ce type de demande est très souvent pris en charge par des acteurs et des organismes de médiation culturelle et/ou scientifique comme les CCSTI, les musées, les associations, les éditeurs d'ouvrages et les revues de vulgarisation.

- **Une demande de débat d'un public «citoyen-militant»** cette demande ne renvoie pas seulement à une demande de connaissances, mais à une demande de savoir comme outil de compréhension, voire de participation au débat social (Cf. extrait d'entretien suivant sur la participation d'un chercheur en Économie à une conférence sur la mondialisation) et/ou comme outil pour agir, transformer, militer (exemple de la conférence-débat dans laquelle des militants ou des collectifs de citoyens sollicitent un juriste pour leur «*Donner des arguments*»).

«Ce qui me paraît important, c'est d'essayer dans la mesure du possible, en tant qu'économiste dans le débat, d'éclairer les gens. Un représentant d'une association altermondialiste était soumis à un certain nombre de critiques et je finissais par défendre un certain nombre de leurs positions beaucoup mieux que lui, mais en même temps, j'essayais de montrer en quoi leur raisonnement sur plusieurs points était de mon point de vue erroné. Donc ce que j'essaie chaque fois, c'est de montrer ce qu'on peut dire en tant qu'économiste, mais aussi de montrer les limites de ce qu'on peut dire en tant qu'économiste. À partir d'un moment, on a affaire à des questions de type social, politique, idéologique et l'Économie en tant que telle n'a plus rien à dire. Pour illustrer ça, dans le débat qu'on avait à France Culture autour de l'AGCS, si on va au fond des choses c'est-à-dire lorsqu'on pose les problèmes en termes d'éducation, en tant qu'économiste on n'a plus rien à dire. Il y a des choix sociaux extrêmement forts si on compare un modèle à la française et un modèle à l'américaine qui sont au départ des choix sociaux d'organisation de l'économie, de place respective du marché par rapport au reste. On peut après intervenir éventuellement en fonction des résultats, etc., mais les choix fondamentaux, j'ai bien sûr quelque chose à dire en tant que citoyen mais en tant qu'économiste, je n'ai pas d'arguments qui me permettraient de trancher définitivement en faveur de l'un ou de l'autre. Et mon problème, c'est d'arriver chaque fois à cantonner exactement ce qu'on peut dire à partir de ma discipline. À partir de ma discipline, je peux expliquer avec des tas d'arguments théoriques, des tas d'éléments, pourquoi le marché ne fonctionne pas. En revanche, au-delà de ces arguments il y a des choix qui ne relèvent plus de l'Économie. Et je me bats contre ceux qui essaient de justifier le recours au marché uniquement en termes d'arguments économiques sachant qu'on a suffisamment d'éléments dans la théorie pour montrer que les limites du marché sont tout à fait considérables.» (Extrait d'entretien d'un chercheur en Économie)

Face à ce type de public et de sollicitations, le chercheur est davantage confronté à une situation de questionnement sur les usages sociaux des savoirs produits, usages qui ne sont pas sans rapport avec les relations spécifiques que les SHS entretiennent avec l'espace public, sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir.

□ **Une incertitude sur les usages et les effets des connaissances diffusées** les activités de diffusion-vulgarisation à destination du-des grand(s) public(s) peuvent enfin être caractérisées par la méconnaissance, voire un certain sceptisme du chercheur quant aux effets réels de son intervention. Ce sont en effet des situations d'interaction qui autorisent peu de «retours» auprès du chercheur, dans lesquelles c'est en définitive l'usager-destinataire de la transmission des connaissances qui maîtrise seul les usages qu'il pourra en faire. D'une certaine façon, on peut même dire que plus la diffusion est «massive»,

plus l'incertitude est maximale. Les activités à destination des médias constituent à cet égard une figure extrême, à la différence par exemple d'une table-ronde ou d'une conférence dans lesquelles le chercheur est davantage en mesure d'ajuster par lui-même son discours et d'en évaluer la réception par les questions, réactions du public.

1.1.2. Les facteurs de différenciation

Au-delà de ces caractéristiques communes, trois grands types de facteurs vont différencier fortement la part et l'importance accordée aux activités de diffusion-vulgarisation grand public ainsi que leurs enjeux : la discipline, le thème, voire l'objet de recherche d'une part, la relation de l'activité de diffusion à la production des connaissances d'autre part, et enfin les pratiques et les stratégies adoptées par les scientifiques.

□ **La place inégale des activités de diffusion-vulgarisation scientifique selon les disciplines et/ou les thèmes-objets de recherche**

Un premier facteur de différenciation tient à la place inégale des activités de diffusion scientifique selon les **disciplines** □ les activités de diffusion-vulgarisation grand public n'ont pas le même poids selon la discipline. Certaines disciplines déploient un panel très large d'activités de diffusion. C'est particulièrement le cas l'Histoire (avec ses activités de muséographies et la part considérable que la publication d'ouvrages historiques « □ grand public □ occupe dans l'édition), ou de l'Archéologie (les sites de fouilles, expositions, ouvrages), alors que d'autres disciplines sont beaucoup moins bien dotées sur ce plan-là (on pense par exemple aux Sciences de la Gestion, ou au Droit).

Cette inégale répartition des activités de diffusion selon les disciplines est en partie liée à des attentes sociales de nature différente, dont on peut citer □

- à l'égard de l'Histoire, des attentes sociales fortes de mémoire, de mise en récit du passé, d'un discours téléologique qui « □ donne du sens au présent □, « □ fasse le lien entre le passé et le présent □, dont témoignent d'ailleurs les rapports complexes entre Histoire et mémoire collective (attentes contradictoires d'informations scientifiques sûres, et de légitimation, de consécration d'un mythe face auxquelles l'historien peut parfois faire figure de « □ désacralisateur de cette mémoire □)
- des attentes de « □ découverte □ sur nos origines par rapport à l'Archéologie
- une forte demande de « □ décryptage □ de notre société, de commentaire de l'actualité, pour les Sciences sociales, notamment Sociologie, Économie, voire forte demande de « □ prophétie □
- des attentes normatives-prescriptives à l'égard de disciplines comme le Droit (dire la Loi, ce qui est légal ou pas, régler, codifier le vivre-ensemble) dans une relation juriste-société très marquée par le fait que le Droit constitue un instrument de l'action sociale □ ou encore comme la Psychologie (avec certaines dérives marquées par une conception « □ boîte à outils □, « □ recettes □ des connaissances délivrées par la Psychologie)

La prise en compte de façon « □ infra □ ou « □ trans-disciplinaire □ du **thème**, de l'**objet de recherche** constitue une autre façon d'expliquer l'importance inégale des activités de diffusion. Ainsi certains exemples nous montrent qu'à l'intérieur d'une discipline très familière du grand public comme l'Archéologie, certains objets de recherche peuvent n'offrir

ni l'aspect spectaculaire, ni l'aspect intégré à des projets d'aménagement touristique et culturel des sites de fouilles. C'est par exemple le cas de travaux de recherche en Préhistoire qui se prêtent difficilement à une valorisation grand public quand les sites de recherche ne contiennent aucune construction humaine, par opposition à certains sites très spectaculaires

«Déjà, les préhistoriens en général et la préhistoire se valorisent relativement mal au niveau des sites. C'est-à-dire, qu'il faut vraiment des sites exceptionnels pour qu'il y ait une véritable valorisation possible. Il n'y a pas de structures, chez nous, il n'y a rien de construit, au mieux pendant des millions d'années la seule chose que l'on sait que l'on va trouver à la limite c'est un foyer de pierre. Encore que des milliers d'années, le feu cela ne fait que quelques centaines de milliers d'années, pas plus. Mais il n'y a rien de construit, il faut vraiment que l'on attende hier pour que l'on ait des murs et encore, c'est souvent rien. Donc, pour valoriser cela, c'est-à-dire, pour donner à voir des choses extraordinaires au public, c'est vraiment exceptionnel. Prenez les grands sites ukrainiens où vous avez des cabanes en os de mammoth, là il y a de quoi voir, cela a trente ou quarante mille ans mais quand on voit une super structure de défense de mammoth, cela se remarque dans le paysage..» (Extrait d'entretien d'un enseignant-chercheur en Archéologie)

Certains thèmes, objets de recherche peuvent également être pris plus que d'autres dans des enjeux identitaires, comme en témoigne un chercheur en Sociologie par rapport aux attentes fortes de dé-stigmatisation des habitants des quartiers nord de Marseille

" Il y a la volonté de participer à une co-construction des connaissances, inconsciente, ce n'est pas toujours formulé, mais c'est un peu ça. Sur les quartiers nord, très souvent, les gens en avaient marre de l'image qu'on donnait des quartiers nord, donc ils étaient intéressés à ça parce qu'ils disaient l'image qu'on donne des quartiers est complètement fausse et nous, ça nous intéresse de donner une image plus juste de ces quartiers. Il y a un besoin de connaissance et de reconnaissance. Reconnaissance identitaire. Quelques fois, on est un peu dans cette situation-là au sens où le chercheur en Sociologie, c'est un peu un révélateur d'identité. Ils attendent ça de nous. Très souvent, ils nous voyaient un peu comme des journalistes qui avaient un peu plus le temps de travailler que des journalistes classiques. En général, ce sont des quartiers très exposés, chaque fois qu'il y a un truc sensationnel sur les banlieues, ils débarquent dans les quartiers nord donc ils sont habitués, surtout les jeunes. Au départ, c'est une finalité d'information sur ces quartiers. Et leur question, c'est de savoir si l'information qu'on va transmettre n'est pas trop déformée par rapport à ce qu'ils vivent.» (Extrait d'entretien d'un chercheur en Sociologie)

Ces attentes identitaires pouvant souvent inclure des attentes de légitimation d'une mémoire collective, comme dans le cas des attentes inquiètes des croyants quant à l'avenir de leur religion par rapport à des recherches menées sur les Vaudois.

L'importance des activités de diffusion scientifique tient donc aussi aux objets et thèmes de recherche qui peuvent être socialement plus ou moins «chauds» / «froids» (par exemple, diffuser des connaissances sur des recherches menées sur le racisme, ou sur la mondialisation, l'environnement ou encore la religion à l'opposé diffuser des savoirs portant sur l'intelligence économique, l'intelligence territoriale), «généraux» / «spécialisés», «globaux» / «localisés» (exemple de savoirs portant spécifiquement sur un territoire, comme la Camargue) et donc plus ou moins proches du débat social ambiant, et susciter par conséquent des attentes plus ou moins fortes du public.

Cette répartition disciplinaire inégale des activités de diffusion scientifique renvoie finalement à des logiques de hiérarchisation sociale à la fois

- structurelles, en ce qu'elles sont liées à la façon dont nos sociétés convoquent le scientifique sous différentes «masquettes» celle du savant «vedette» des ouvrages à succès ; du savant «caution-alibi» qui donne une crédibilité à un discours politique, institutionnel de «l'intellectuel critique-engagé» dont les prises de position sont reliées à des périodes de contestation sociale, etc
- culturelles, c'est-à-dire qui participent davantage de la mise en valeur d'une identité, d'un patrimoine à préserver, promouvoir, défendre (on pense par exemple au rôle important dans nos sociétés du consensus culturel construit autour de la notion même de «patrimoine» et «défense du patrimoine»)
- conjoncturelles, événementielles et/ou liées à des phénomènes de mode (dans cette optique, on peut mentionner la relation privilégiée aux médias que certaines disciplines entretiennent, comme la Science Politique très souvent présente sur le petit écran, dans la presse écrite, à l'occasion des différents événements de la vie politique)

«La Science politique a quand même ceci de particulier, c'est qu'elle est très souvent présente sur le petit écran, à l'occasion des soirées, dans la presse écrite. Et c'est vrai que je prends d'autant plus de précautions qu'il y a beaucoup de malentendus à l'extérieur sur ce qu'est la Science Politique.» (Extrait d'entretien d'un enseignant-chercheur en Sciences Politiques)

□ Des relations différentes au travail de recherche

La grande majorité des activités de diffusion scientifique se situe au terme du travail de production des connaissances dans la mesure où il s'agit de livrer au public des savoirs élaborés, un stock de connaissances. Cependant sans être des activités de diffusion scientifique a-typiques, un certain nombre d'entre elles ne se situent pas obligatoirement au terme de l'activité de production des connaissances, au terme d'une Science faite. Elles peuvent intervenir en cours de recherche et/ou être partiellement intégrées au travail scientifique lui-même, jusqu'à pour certaines être à l'origine d'un travail de production de connaissances. Cette relation de la diffusion-vulgarisation à l'activité de production de connaissances qui, comme nous le verrons ultérieurement peut faire l'objet de stratégies du chercheur, n'est alors pas sans conséquence sur la part prise par les activités de diffusion dans l'ensemble des activités du chercheur.

Ce recouvrement entre des temporalités de recherche et de diffusion tient à plusieurs éléments, à plusieurs raisons

- **La nature du matériau et le contenu de l'activité en tant que tel qui peut-être à destination simultanée de plusieurs cibles** certaines activités se situent en effet sur le double registre de la diffusion et de la recherche, soit parce que cela tient à la nature même de l'activité, qui comporte une dimension de diffusion, de démonstration-mise en valeur (comme c'est le cas pour les activités de fouilles archéologiques pouvant inclure parfois d'emblée l'aménagement d'un site touristique ; pour les films, les documentaires scientifiques qui sont tout à la fois un document de travail pour le chercheur, faits pendant l'activité de recherche, et qui intègrent en même temps l'optique d'une commercialisation), et/ou parce que cela tient à la nature du matériau (Cf. la double

dimension que peut avoir le document historique, à la fois support d'action culturelle et matériau scientifique).

Certains travaux de fouilles archéologiques constituent un cas de figure particulièrement exemplaire de ce recouvrement :

«À la suite de cette convention, on a établi des relations avec certaines communes qui voulaient développer certains aspects, pour montrer leurs biens en quelque sorte, et quand cela correspondait à des programmes de recherche qu'on voulait mettre en avant, on acceptait les collaborations. Très concrètement, il y a deux communes qui ont des sites archéologiques assez importants sur leur territoire. C'est la commune de Châteauneuf qui est au-dessus de Contes. Elle a un site perché, cela a un aspect de village fortifié et ils pensaient que c'était un site médiéval parce que la documentation et les archives datent de cette période. Ils veulent le mettre en valeur parce que cela devient le «Bois de Vincennes» de Nice. Il y a beaucoup de gens qui viennent, le site est visité. Donc il y a des problèmes de sécurité. Ils veulent un aménagement autour de ça, et ils ont demandé une expertise scientifique sur le site. Donc on a fini la dernière, on a fait le plan, les fouilles, etc., pour adapter les choses. Cela n'a pas donné ce qu'on souhaitait, nous, du point de vue scientifique parce que c'est un site qui a des zones réaménagées au 17^e siècle, donc toute la phase médiévale ancienne qui nous intéressait n'est pas visible. Elle est complètement éraflée. Ça doit en intéresser d'autres, mais on n'a pas les spécialistes qui s'intéressent à cette période-là, donc on ne peut pas suivre les choses. Mais on a établi le diagnostic de base qui leur permet ensuite de continuer sur leur programme de mise en valeur du site et de présentation. De la même manière, à Vallauris, sur un site qu'on fouille actuellement, il y a une zone municipale qui est une zone verte dans la suite du parc de la Valmasc, qui est une zone de pinède de la région. C'est une zone très utilisée actuellement par les promeneurs et les sportifs du dimanche. Il y a un site archéologique. Ils nous ont demandé de faire une fouille. Donc on fait une fouille pour arriver à une présentation d'un quartier d'un village romain qui permette d'aménager des espaces verts avec une présentation et une valorisation de l'aspect archéologique du site. Donc là encore, ce sont des opérations qui ont un double intérêt.»
(Extrait d'entretien d'un chercheur en Archéologie)

- Cela peut également tenir à **l'insertion plus ou moins durable de l'activité de recherche dans un réseau pré-structuré d'acteurs et d'organismes de diffusion** pour un laboratoire d'Histoire et d'Archéologie par exemple, l'articulation et la participation des activités de recherche aux objectifs culturels de collectivités territoriales à travers la mise en place d'une politique de suivi et d'un partenariat avec les services d'action culturelle des collectivités qui sont eux-mêmes en relation avec tout un tas d'organismes culturels (comme les Musées, les associations, etc.) - ce qui d'une certaine façon nous renvoie à la question des médiateurs mais également, anticipe sur un cas de figure particulier qui concerne la communication institutionnelle (certains laboratoires entretiennent par exemple une politique suivie de communication externe centrée sur les grands médias).
- Dans d'autres cas, cela tient davantage à la façon, à un **choix volontaire du chercheur** de travailler sur les deux registres de façon intégrée, simultanée (cf. le § «Stratégies du chercheur»). L'exemple le plus fréquent est celui de chercheurs ayant choisi de faire des ouvrages «Hybrides», s'adressant à la fois à un public de pairs et à un public de profanes :

«**Je** pense qu'on peut écrire des textes qui soient tout à fait lisibles où l'on évite les mots compliqués. Je veux dire que si tu as une pensée claire, tu peux avoir une écriture simple, d'un accès facile, de ce point de vue là, je serai à l'opposé de BOURDIEU. Je pense qu'il y a des gens qui écrivent pour faire de la distance sociale. Je pense notamment à certains philosophes qui, quand ils écrivent, il est clair que la plupart des gens ne peuvent pas comprendre. Moi j'ai toujours écrit pour être compris et à la limite que même un prolo de base qui lirait, même s'il ne comprendrait pas tout, il pourrait saisir pas mal de choses. C'est une position de principe, j'ai toujours écrit comme ça. Quand tu lis un livre de Piaget, c'est absolument imbuvable, d'une lourdeur de style**»** Mais le même Piaget te parlant de la même chose, oralement, c'était extrêmement facile à comprendre, même en utilisant toujours ces mêmes concepts. C'est donc un problème d'écriture**»** (Extrait d'entretien d'un enseignant-chercheur en Psychologie)

- Les activités de diffusion-vulgarisation peuvent enfin parfois être à l'origine de la **production de nouvelles connaissances**, ou au moins y contribuer fortement**»** de nombreux scientifiques (historiens, géographes, sociologues...) nous ont ainsi cité des cas de figure de commandes d'éditeurs, voire de commandes mixtes associant un acteur économique et un éditeur local, ou encore un éditeur et un organisme de protection de la nature, pour des ouvrages grand public (guides touristiques, ouvrages historiques, ...) à l'origine d'un véritable travail de recherche. Citons l'exemple d'un ouvrage publié sur la Camargue**»**

«**Or** en fait ce n'est pas de la vulgarisation, d'abord parce que ce n'est pas forcément idiot et en plus cela va demander du travail d'enquête, de reconstitution de l'histoire de ces propriétés, c'est remis en perspective avec les analyses que j'ai faites sur la Camargue depuis 20 ans. Et ne je l'aurais pas écrit comme ça si je n'étais pas chercheur et donc je considère que c'est aussi de la publication scientifique**»** (Extrait d'entretien d'un chercheur en Sociologie)

» Les pratiques et les stratégies des chercheurs en matière de diffusion-vulgarisation scientifique

- Transformer les savoirs scientifiques»****

Une autre façon d'expliquer le poids inégal des activités de diffusion consiste à prendre en compte les différentes façons de faire, les pratiques des scientifiques pour mettre à disposition des connaissances à destination du grand public, notamment la nature (transformation, traduction, sélection) et la quantité de travail plus ou moins importante que les savoirs scientifiques doivent subir pour être ajustés et accessibles à un public de profanes, de non spécialistes.

Un premier degré de transformation est celui qui vise **la forme et la présentation des connaissances**, et opère sur deux registres. Le premier concerne les normes et standards d'écriture**»** il s'agit, par exemple, d'adopter une forme d'écriture «**plus compactée**»**, de réduire le nombre de pages, ou encore d'adopter un style d'écriture «**plus littéraire, moins lourd**»**). Le second joue sur les modes de présentation du travail scientifique avec, notamment, le recours aux différents supports audio-visuels et multimédias, voire même à des dispositifs très «**pratiques**»** où les étapes d'une épopée historique prennent la forme d'étapes d'un parcours**»**buristique :******

«J'ai mis au point avec l'association dont je vous ai parlé tout à l'heure, des circuits en Luberon Vaudois à faire en une journée ou en deux jours et on a travaillé deux ans là-dessus pour mettre tout au point. Je suis arrivé à faire ce que je crois, peu de guides arrivent à faire en France ou ailleurs, c'est qu'en une journée on retrace l'histoire d'une population pendant un siècle, depuis leur installation, jusqu'au moment où ils deviennent protestants un siècle plus tard. Et quand vous cheminez dans la journée, vous avancez dans le temps. J'essaie de faire coïncider cela. Cela a été repris par la route historique des Vaudois.» (Extrait d'entretien d'un enseignant-chercheur en Histoire)

Il est d'ailleurs à noter que certaines de ces transformations visent plus directement un type de grand public et notamment les pratiques «l'esthétisation» de la science qui se rencontrent plus fréquemment dans le cadre des activités de diffusion à destination du public «cultivé» (expositions, visites de sites, ouvrages...).

Cependant ce «travail» qu'impliquent les activités de diffusion en reste rarement à la seule forme de la diffusion, et inclut presque toujours et plus fondamentalement **un exercice de transformation / sélection / pondération des contenus des savoirs scientifiques**. Le chercheur se trouve en effet pris dans un exercice contradictoire de mise à disposition d'un grand public de connaissances à la fois «*synthétiques et solides scientifiquement*». En premier lieu, il s'agit donc d'un exercice de sélection des «*points importants*», «*pertinents*», des «*connaissances de base*», «*synthétiques*», dans le souci «*d'aller plus directement aux résultats*», et d'une moindre importance accordée aux éléments de positionnement dans le champ scientifique (comme les références, citations) et aux éléments de méthode, de démonstration-argumentation scientifique.

Enquêteur : On peut évoquer la valorisation académique qui est quand même le grand versant opposé. Par rapport à ces types de publications qui sont grand public, comment vous les différenciez tant au niveau du travail que vous êtes obligé de fournir, du type de demande, du type de relations que vous instaurez avec le lecteur ?

Chercheur : Je verrais deux différences essentielles : le seuil d'exigence théorique et en particulier, mais je ne sais pas si c'est la même chose ailleurs, le positionnement dans le champ, dans le champ académique. Je ne sais pas si c'est exactement la même chose. Il y a la dimension, l'exigence théorique d'un côté, et le positionnement dans le champ de l'autre. Alors ça peut être la même chose ou pas, tout dépend comment on voit le problème. C'est un premier élément. Deuxième élément, c'est la nécessité d'administrer la preuve qui n'est pas forcément la principale préoccupation des articles que je peux écrire dans d'autres contextes.

Enquêteur : Dans les autres articles, vous allez plus directement aux résultats en étant moins ?

Chercheur : Je m'efforce toujours d'étayer parce que je pense que c'est quand même un des points sur lequel il ne faut pas lâcher dans les Sciences sociales, c'est quand même donner les moyens, y compris au lecteur qui n'est pas spécialiste, de comprendre qu'il y a derrière une démarche. On est toujours dans cette différence que je fais entre opinion et savoir. Donc à partir du moment où l'on ne veut pas livrer des opinions, il faut livrer en même temps un minimum de clés pour saisir la démarche. Mais on le fait de façon très rapide, très succincte. Il n'y a pas tout ce travail de justification et de légitimation très poussé dans ce qu'on fait dans un article scientifique. (Extrait d'entretien d'un enseignant-chercheur en Sciences Politiques)

" Je pense que sur le fond, tu vises la même chose. Ce que tu dis à un journaliste, c'est ce que tu dis dans un article en général. Si tu éprouves le besoin de dire quelque chose, c'est dans le même esprit qu'à travers des publications scientifiques, sauf que dans des publications

scientifiques, tu construis plus ton discours, tu vas moins rapidement aux résultats. Alors qu'au journaliste, tu lui balances tout de suite le résultat, tu sais qu'il n'aura pas le temps de rentrer dans tous les arcanes de ton argumentation. Mais l'information que tu veux transmettre est la même, sauf qu'elle est dans une forme beaucoup plus compactée." (Extrait d'entretien d'un chercheur en Sociologie)

Cet exercice de sélection entre savoirs synthétiques et savoirs méthodologiques-épistémologiques doit lui-même être pondéré par les transformations que la « mise en discours », la « mise en récit », ou encore la « réinjection de connaissances dans le débat » font subir aux savoirs scientifiques. Certains chercheurs insistent en effet à la fois sur les avantages (pour « faire passer des idées ») et les inconvénients de l'utilisation de « la langue naturelle », sur la cohésion et la continuité, voire la dimension très « performative » que celle-ci introduit dans les savoirs scientifiques, par opposition au statut « précaire et limité des connaissances, falsifiable », susceptibles d'être interrogées de nouveau par le chercheur (ce qui du même coup tend à renforcer les représentations et les attentes du grand public par rapport à la Science comme « science positive », supposée détenir des vérités définitives) □

« Honnêtement, sauf à vouloir utiliser un langage absolument incompréhensible, l'Histoire se fait en utilisant la langue naturelle. Donc on peut quand même sans faire un très gros effort exposer des choses qui sont compréhensibles, le problème étant que quelques fois, c'est faussement compréhensible. Je vois très bien le problème qu'il y a dans une phrase simple, c'est que pour beaucoup de gens, c'est quasiment une sorte d'affirmation. C'est de la parole. Donc je me méfie un peu de ça. C'est dire ça, je le sais sûrement parce qu'on a tel et tel document. Il faut rappeler chaque fois d'où l'on tire l'information. Si on ne le fait pas, pour certaines personnes, on fait un récit... Oui, c'est l'effet de cohésion rhétorique. En fait, c'est ça le principal danger, on fait une dissertation donc on introduit des cohésions, ça fait un récit qui coule, telle étape, telle chose qui arrive, etc. Et c'est vrai que dans ce cas, le récit devient tout à fait rythmé. Et ce n'est pas faux en ce sens qu'il y a bien derrière des travaux d'historiens, mais nous, on sait que c'est un débat permanent, que quelques fois on affirme ça parce qu'on n'a pas de document et, on ne peut pas chaque fois prendre des précautions. Comme notre parole est facile à répéter, je crois qu'on peut induire des contre-sens, on prend un risque. On a un effet de rhétorique que d'autres disciplines ont, mais n'avouent pas. Mais si tu mets trop de discontinuité dans ton savoir, ton savoir n'a plus aucun sens. Si je ne parle que de mes doutes... » (Extrait d'entretien d'un chercheur en Histoire)

Un autre aspect de ce re-travail auquel le chercheur soumet ses savoirs pour être entendu et compris concerne la sélection des registres de savoirs mobilisés □ des savoirs contextualisés (qui font référence au matériau, aux données, situations) plutôt que des savoirs abstraits, théoriques □ l'utilisation massive d'exemples, d'anecdotes ayant vocation à illustrer les propos du chercheur, voire parfois la sélection d'éléments stéréotypés, particuliers, exceptionnels même pour donner d'emblée de grands traits pertinents □

« Là, j'ai des contraintes particulières liées à la collection en plus de celles que je me suis données, c'est-à-dire qu'on essaie de travailler sur un public qui, dans le meilleur des cas, est débutant en Économie. Donc il s'agit d'essayer d'expliquer d'une manière la plus simple possible des mécanismes assez complexes. Même s'il y a des points sur lesquels j'ai fait des recherches personnelles, c'est vraiment essayer de rendre ça accessible à ce très large public. C'est rester à peu près sur le front de la recherche, mais essayer de rendre ça accessible à tout le monde. Par rapport à l'Économie, rendre accessible, c'est limiter, voire supprimer totalement toute formalisation, et avoir quelque chose de vraiment « self contain » comme disent les anglais, c'est-à-dire vraiment si tu fais l'effort de lire, normalement il y a vraiment tout pour comprendre dedans, on n'est pas obligé d'avoir un arrière-plan ou de se référer à

des ouvrages spécialisés. Donc ça, c'est vraiment une contrainte qui est assez prenante. Dans cette collection, j'en ai fait 3 et il y en a 2 qui, à mon avis, sont facilement accessibles à un très large public. Il y en a un autre qui est plus spécialisé et qui est plutôt pour des étudiants de niveau Licence, DEUG. Alors que lorsqu'il s'agit de faire un article, il n'y a aucun frein. On parle à des spécialistes. Un truc absolument essentiel dans une publication grand public, c'est d'essayer de partir d'une manière la plus large possible d'éléments actuels, connus, qui ont posés problème et à chaque fois d'essayer de montrer que ce n'est pas seulement un discours général, mais quelque chose qui est tout à fait incarné dans des conflits, des différends commerciaux, et de montrer quels sont les problèmes qui se posent. Par exemple, j'ai travaillé sur le conflit entre les Etats-Unis et l'Europe à propos du bœuf aux hormones. C'est le genre d'entrée qui parle immédiatement à un lecteur qui n'est pas du tout un spécialiste en Économie, mais le problème, c'est à partir de ça d'arriver à faire comprendre quelle était la nature des questions qui se posaient devant l'OMC par rapport à un différend commercial de ce type. (Extrait d'entretien d'un chercheur en Économie)

Dans la même optique, la nature du raisonnement emprunté diffère également avec, dans les activités à destination du grand public, l'adoption d'un raisonnement beaucoup plus inductif s'appuyant sur la description du matériau, des pratiques, pour « remonter » aux catégories explicatives (alors qu'inversément, plus il s'agit par exemple de revues de type académique et donc d'un public de pairs, plus le matériau est remplacé aux profits de catégories conceptuelles).

- Une distinction forte entre des contenus de savoirs « cognitifs » / « opérationnels »

Sous un autre aspect, les activités de diffusion scientifique se différencient en ce que les savoirs mobilisés par le chercheur intègrent différemment des finalités soit plutôt « cognitives » c'est-à-dire de l'ordre de la transmission des connaissances scientifiques, de la ré-organisation des savoirs sociaux, soit plutôt « opérationnelles » c'est-à-dire plus orientées sur une transformation de l'action, des situations, manières de faire des acteurs sociaux. De ce point de vue, les activités de diffusion scientifique n'intègrent que de façon marginale la dimension opérationnelle, alors que nous verrons que cette dimension est croissante dans les autres activités de mise à disposition de connaissances (restitution, conseil) et très forte dans les activités de production de connaissances en situation de commande de recherche.

Ces activités de diffusion sont d'ailleurs qualifiées par certains collègues de « degré zéro » de la relation chercheur-société précisément du point de vue de la participation des connaissances transmises à la transformation de situations et/ou des manières de faire.

« Au CNRS, il y avait effectivement toute une activité de production de connaissances et la valorisation c'était diffuser ces connaissances auprès d'un public enseignant. Et à l'IUFM, cette dimension existe mais elle demande à être aussi un peu revisitée. Alors lorsque l'on s'intéresse à la formation professionnelle des enseignants, il y a toute cette partie, justement, transmission des connaissances, transmission des résultats de la recherche. Je dirais que c'est le degré zéro de la valorisation. Cela se fait, ce n'est pas inutile, dans le sens où notamment cela permet de chambouler le point de vue des enseignants ou des futurs enseignants au début de leur carrière et notamment tout ce qui tourne autour de la Psychologie. C'est à dire, que là, il y a des idées toutes faites, il y a des croyances, des idéologies qui concernent le développement de l'enfant, le rapport à l'enfant, ce qui concerne le rapport au savoir, tout un tas de choses. Là il y a effectivement quelque chose qui permet de faire bouger. Mais c'est quand même assez insuffisant lorsque l'on s'intéresse à la formation des gestes professionnels où là, s'intéresser à ces gestes professionnels, c'est interroger justement la

fabrication des connaissances soi-disant à transmettre. Et c'est quelque chose qui ouvre, de mon point de vue, un nouveau champ. (Extrait d'entretien d'un chercheur en Sciences de l'Éducation)

Et elles se situent davantage sur des finalités de type cognitif qui peuvent être

- soit de l'ordre de l'apport, la transmission de connaissances le chercheur se situe sur **un modèle enseignant** ou encore **un modèle culturel de la diffusion**, il transmet les savoirs de et sur sa discipline (savoirs de base, initiation, ou savoirs plus contextualisés selon le type de public plus ou moins spécialisé-cultivé, selon les types de problèmes traités par la discipline...)
- soit de l'ordre de la transformation, déconstruction des représentations et des savoirs sociaux, du «*décryptage*», des «*déplacements de problématiques*» ou encore de la «*déconstruction des a priori sociaux*». Dans ce cas, le scientifique se situe sur **un modèle critique** de la diffusion scientifique orienté par la transformation des savoirs spontanés des acteurs sociaux, comme l'évoquent les deux extraits suivants

«Ça m'oblige à penser un minimum à l'usage social ou l'utilité sociale de mon travail, et parfois à me poser des questions que je ne me pose pas forcément. Du genre, le point de vue du récepteur. Qu'est-ce qu'un public non politiste peut bien retenir de ce qu'on raconte? En quoi est-ce que cela peut l'éclairer ou l'aider à décoder, à saisir des choses qu'il ne saisiserait pas simplement en lisant un article de presse ou en regardant la vie politique uniquement via la TV» (Extrait d'entretien d'un chercheur en Sciences Politiques)

«Et ce qui me motive dans la diffusion, c'est un peu détruire les stéréotypes, faire remarquer aux gens qu'ils décodent ce qu'ils vivent avec des a priori sociaux, de position de classe, et qu'il y a d'autres façons d'appréhender leur propre objet, un objet, un territoire, etc. Déconstruction, reconstruction. Alors on le fait aux étudiants les premières années de DEA. Mais je suis convaincu et ça marche avec le grand public. Mon objectif, c'est d'intéresser les gens, oui, peut-être indirectement à la science. Parce qu'il y a aussi un stéréotype largement répandu les scientifiques font des trucs qui ne servent à rien et on ne comprend rien à ce qu'ils racontent, on ne voit pas très bien ce qu'est la science, etc. Et moi je leur dis la science peut vous plaire, vous apprendre des choses, elle peut vous permettre de décoder un certain nombre de choses.» (Extrait d'entretien d'un chercheur en Sociologie),

Ce modèle critique pouvant, dans certains cas, se transformer en **un modèle plus proprement militant**, lorsque les savoirs scientifiques sont mobilisés en vue de peser directement et explicitement dans la confrontation ou le débat social

«Des ornithologues scientifiques, personne ne leur a jamais reproché d'être des militants alors qu'ils sont tous défenseurs des oiseaux. Donc ils ont un objet d'étude, c'est l'oiseau et ils en prennent aussi la défense. Est-ce que le sociologue ne peut pas, quelques fois aussi, prendre la défense du groupe social qu'il étudie? Le jour où la politique de protection de la nature a dit on va exclure tel groupe social au nom de la protection de la nature. Je dis non, éthiquement, vous ne devez pas faire ça. On n'a pas pu effectivement gérer la protection de la nature en amenant les groupes sociaux à avoir des comportements plus intéressants vis-à-vis des ressources naturelles, mais vous n'avez pas à exclure un groupe social quel qu'il soit au nom de la protection de la nature. Là, pour moi, c'est de l'éthique plus que de la science. Si demain on nous dit qu'il faut virer les riziculteurs de Camargue au nom de la protection de la nature, je prendrais la même position. En plus, quand on sait que les gens qui veulent virer les cabaniés du Beauduc, c'est au nom d'une nature qui est une espèce de carte postale, qui renvoie à un désir urbain de la nature? Et on va virer des pratiques populaires qui existent

depuis le 18^e siècle pour redessiner la Camargue en fonction d'un désir urbain. Je ne suis pas d'accord. La protection de la nature ne doit pas se faire aux dépens des pratiques populaires locales. Tu as l'impression que ce sont des politiques qui s'en prennent au maillon le plus faible de la chaîne sociale locale, et là j'ai pris parti effectivement. Mais c'est très rare. J'ai beau essayé de ne pas m'engager, mais l'exclusion, c'est quelque chose qu'éthiquement je ne supporte pas. (Extrait d'entretien d'un chercheur en Sociologie)

Chercheur Je considère que ça fait partie de mon boulot c'est-à-dire que je considère qu'en tant que spécialiste d'une discipline, payé sur des fonds publics, j'ai le devoir de mettre à large disposition ce que je peux dire sur un certain nombre de sujets, mais c'est quelque chose qui correspond à une démarche citoyenne individuelle.

Enquêteur Donc y compris quand vous parlez de formation pour les professeurs secondaires, d'intervention auprès des associations, d'articles ou d'émissions radio

Chercheur Oui. Alors pourquoi je mets tous ça dans le même sac Pour moi, ce n'est pas ce que j'appellerais de la recherche, c'est quelque chose qui consiste à essayer de restituer à un public le plus large possible, y compris auprès de non-spécialistes absolus, ce qu'on peut dire en tant qu'économiste sur une question précise pour essayer de montrer réellement ce qu'il se passe, quels sont les enjeux, etc. Ce que j'expliquais par exemple à Port de Bouc, c'est que le problème ce n'est pas de brailler contre l'OMC, l'OMC est ce qu'en font les dirigeants, donc c'est à vous d'intervenir auprès de vos élus. Je leur dis ceci mais en expliquant les mécanismes qui sont en cause. (Extrait d'entretien d'un chercheur en Économie)

Ainsi même si une activité, quelle qu'elle soit, est toujours « plurielle » et peut difficilement être décrite de façon univoque, force est de constater qu'elle est en même temps toujours « trépanée » vers un type de public et un type d'échange : écrire un article pour une revue de vulgarisation scientifique de la discipline, écrire un article pour la presse politique (exemple : le Monde Diplomatique), la presse économique ou encore un article dans la presse professionnelle (dans la revue « Lien social » par exemple qui est une revue destinée aux travailleurs sociaux), ou encore dans la presse militante (L'Écologiste par exemple) sont des exercices radicalement différents qui n'exigent du chercheur ni la même posture, ni la mobilisation du même type et des mêmes formes de savoirs. On peut, en polarisant les enjeux, dire que le chercheur se situe davantage sur un modèle diffusionniste enseignant-culturel lorsqu'il écrit pour la revue « Sciences Humaines », pour la revue « Histoire », et sur un modèle critique lorsqu'il écrit dans la presse politique que les savoirs mobilisés par le chercheur sont plus spécialisés, contextualisés c'est-à-dire renvoyant à des situations concrètes, lorsqu'il s'agit d'écrire pour une revue professionnelle que dans la presse grand public que le chercheur mobilise des savoirs sur un modèle militant quand il intervient dans une conférence sur la mondialisation à l'invitation de militants.

- Stratégies du chercheur en matière de diffusion scientifique

Les activités de diffusion, leur contenu mais aussi la quantité de travail qu'elles représentent pour le chercheur ainsi que leur finalité, sont à resituer dans un ensemble de « stratégies » que celui-ci développe, stratégies non exclusives les unes des autres, relevant d'ailleurs plus pour certains d'un « bricolage », pour d'autres davantage d'une démarche systématisée et volontaire. Les entretiens recueillis nous permettent de mettre en valeur deux grands types de stratégies, deux grands modes d'ajustement, façons de faire du chercheur pour réduire la tension, existante et plus ou moins forte, entre ses activités de recherche et les activités de diffusion

- Des stratégies visant à **réduire la tension entre activités de diffusion et activités de recherche**

Il s'agit dans ce cas de rapprocher le plus possible l'activité de diffusion de l'activité de recherche, voire de l'y intégrer, d'unifier l'activité à destination des pairs et celle à destination du grand public (on retrouve ici préférentiellement les activités de diffusion qui arrivent à s'inscrire au moins partiellement sur le registre de la production des connaissances ou qui ont lieu en cours de recherche). Ces stratégies recouvrent globalement deux grands types de pratiques :

- i. L'apprentissage de techniques, savoir faire, modes d'écriture littéraire ou grand public, différents de ceux du métier de chercheur au cours de sa carrière, le chercheur se livre à différents apprentissages visant à lui donner la maîtrise des modes d'expression et diffusion à destination du grand public

«Même ma Thèse publiée chez Actes Sud, c'était un rapport, j'en ai fait ma Thèse et une fois que ma Thèse a été faite, un éditeur à Actes Sud m'a dit qu'il voulait publier. Alors on la réécrit ensemble, et on a passé 15 jours à le faire. D'ailleurs je dois dire que cet éditeur m'a appris à écrire. Si on me demande pas mal de littérature dans le genre, c'est qu'on trouve que j'écris assez bien, et je pense que je lui dois beaucoup. Avant dans les années 70, j'écrivais des rapports comme on écrit des rapports c'est-à-dire «Nous allons voir que», «On vous va montrer que», avec tout un tas de formules lourdes. Et lui, page par page, il m'a montré plein de trucs tout simples pour alléger. Il m'a appris à alléger une écriture tout en disant la même chose. Autrement personne ne lirait ça si ça restait dans ce style. Là, il m'a beaucoup aidé parce que depuis j'écris comme ça et y compris dans les articles scientifiques que je peux faire, j'ai aussi été nettement plus léger qu'autrefois. Et là, c'est le rapport avec un écrivain-éditeur qui m'a aidé à écrire.» (Extrait d'entretien d'un chercheur en Sociologie)

- ii. La collaboration (ponctuelle à l'occasion d'une activité ou dans le cadre d'une collaboration de longue durée) avec des professionnels de la médiation scientifique, de l'interface Science / Société (journalistes, journalistes scientifiques à l'occasion d'articles, de numéros spéciaux conservateurs de musées lors d'expositions réalisateurs de films, documentaires scientifiques éditeurs pour la publication d'ouvrages plus ou moins grand public; enseignants du secondaire pour les activités à destination des scolaires responsables de services culturels, etc). On notera d'ailleurs que ce sont souvent ces collaborations qui constituent des opportunités d'apprentissage pour le chercheur.

Il faut souligner que la plupart des chercheurs interviewés s'accordent pour considérer que ce type de pratiques intervient préférentiellement et pour schématiser, en fin de carrière plutôt qu'en début en raison d'une part, de l'exigence des critères d'évaluation interne à la communauté scientifique des activités du chercheur (qui privilégient les activités de valorisation scientifique et académique sur les activités de valorisation sociale et qui sont évidemment plus contraignants en début de carrière le chercheur se sent donc davantage dégagé de ces contraintes d'évaluation en fin de carrière qu'en début) et des contraintes d'agenda qui en découlent pour le chercheur, et d'autre part en raison de «l'expérience, de la maîtrise du sujet» qu'exige une activité susceptible de s'inscrire sur les deux registres, scientifique et de diffusion.

- Des stratégies visant à segmenter, **scinder les activités à destination des pairs et celles à destination du grand public.**
- i. Choisir de ne se situer que dans un type d'échange (modèle culturel-enseignant ou modèle critique et/ou militant), voire exclure complètement les activités de diffusion-vulgarisation à destination du(es) grand(s) public(s) (certains chercheurs n'ont mentionné aucune activité de diffusion du type de celle que nous avons examiné)
- ii. Procéder par «**traduction**» en travaillant la forme et le contenu de façon ciblée pour chaque type d'activités (à destination des pairs / à destination du grand public) en établissant une stricte séparation entre les deux types d'activités
- iii. Hiérarchiser les activités en fonction de préoccupations de gestion de la recherche (pour les directeurs de laboratoire de recherche), de la carrière du chercheur (on retrouve ici les contraintes d'évaluation et d'agenda).

À cela, il faut ajouter que ces deux grands ensembles de stratégies sont traversés par des **(op)positions assez distinctes quant à la conception du métier de chercheur**, entre

- Une conception du métier dans laquelle, quelques soient les stratégies développées pour concilier activités de diffusion et activités de recherche, les activités de diffusion, mises à disposition en direction de grands publics font partie du métier de chercheur, y compris au titre du service public. On est en quelque sorte sur un modèle intégré du métier de chercheur et des activités de diffusion qui se caractérise par un certain militantisme professionnel.
- Une conception du métier externalisant ces activités sur une démarche personnelle en dehors du temps et du métier de chercheur. Modèle sériel du métier de chercheur dans lequel les activités de diffusion n'interviennent pas et relèvent d'un militantisme citoyen.

1.2. La restitution en direction des publics spécifiques ou ciblés

Sans sortir du registre de la mise à disposition de connaissances, les chercheurs développent en direction de publics plus spécifiques un ensemble d'activités qui se différencient de la diffusion-vulgarisation. On peut d'ailleurs noter que pour certains, les activités de mise à disposition de connaissances concernent exclusivement ce registre que nous allons expliciter.

□ Dans ces activités, il s'agit moins de diffuser des connaissances de façon «**massive**» que «**ciblée**», en direction d'un public dont l'une des caractéristiques essentielles est d'être **un public plus directement concerné par la réalisation de la recherche, voire par les résultats, les connaissances produites** par le chercheur. Ce sont les activités de mise à disposition-diffusion de connaissances à destination des publics «**enquêtés**», «**concernés**», d'où l'idée d'une «**restitution**» des connaissances. À titre d'exemple, ce sont :

- les habitants d'un village auxquels l'historien considère restituer leur histoire en faisant une conférence sur les résultats de sa recherche menée sur un siècle d'archives du village, archives qui retracent directement les événements de la vie de leur famille, de leurs ancêtres

*«**Dans ma perspective à moi, le travail de l'historien est achevé quand il y a eu retour à la population. C'est à dire que nous, nous avons étudié sur une population et il doit y avoir un retour à cette population. Pour deux raisons, premièrement parce que la population que nous***

avons devant nous aujourd'hui, c'est la descendante de celle que nous avons étudié et deuxièmement parce que c'est la société qui nous paie aujourd'hui et qui nous fait vivre et donc il est juste qu'il y ait un retour. Cela me plaît assez, je suis assez confortablement installé dans cette conception. Quand je puise dans les archives c'est parce que il y a toute une société qui permet la conservation, la consultation, l'archive etc... Donc, j'ai puisé là-dedans tout ce que j'ai pu trouvé et après il faut qu'il y ait un retour d'une façon ou d'une autre à cette population qui a permis cela. J'ai toujours gardé cette phrase de Marc Bloch qui dit, le travail de l'historien n'est achevé qu'après la publication. C'est à dire, après la restitution. (Extrait d'entretien d'un enseignant-chercheur en Histoire)

- la conférence, l'exposition faites, avec et à destination d'«acteurs de terrain», associations de quartier, sur la mémoire d'un quartier, d'un groupe social, sur la base des recherches menées par le chercheur
- ou encore la conférence à destination de professionnels, militants, «praticiens ordinaires» travaillant et/ou confrontés dans leur activité au problème étudié par le chercheur. Par exemple

Chercheur Alors il y a ce genre d'ouvrage, j'en fais beaucoup. C'est une association, je ne sais pas exactement quel est son statut... Il y a pas mal de chercheurs qui ont participé. Et moi, ils m'avaient demandé de faire l'introduction sur «Racisme et catégorisation sociale». Là, c'est pareil, je réponds toujours. Donc au départ, c'était une journée.

Enquêteur Par rapport à ces situations où l'on vous sollicite, vous dites «Je réponds toujours». Il y a un engagement sous-jacent à ce principe ou c'est simplement pour faire de la diffusion scientifique

Chercheur Un engagement... Je dirais qu'il y en a peut-être de façon pas très réfléchie...

Enquêteur Ou c'est commandé par le fait que c'est votre objet de recherche

Chercheur Non, de toute façon, quand on me sollicite c'est sur des sujets sur lesquels je suis compétente, et c'est très souvent sur le racisme, donc il y a forcément des choses politiquement vives. Je travaille sur des choses qui de toute façon le sont, comme le foulard, ce sont toujours des choses de société. Ce qui me mobilise, je dirais que c'est l'idée que cela fait partie des missions des chercheurs. Je me verrais mal refuser.

Enquêteur Vous considérez être payée pour ça

Chercheur Non, je ne dirais pas que je suis payée pour ça, je suis payée pour faire de la recherche, mais je me sentirais mal de refuser. Sauf si cela tombe à un moment où je n'ai pas le temps. Mais si je peux le faire, je me poserais la question de savoir ce que cela veut dire de refuser. À partir du moment où je suis sollicitée, où il y a des gens qui ont envie que je dise quelque chose, je me verrais vraiment mal de ne pas accepter.

Enquêteur Pour continuer sur les formes de diffusion extérieures à la communauté scientifique, quelle différence faites-vous entre l'article que vous avez fait pour cette revue-là et une article académique sur le même thème Est-ce que cette différence se joue sur l'approche de l'objet, sur la forme

Chercheur Il y a un souci pédagogique. Pour prendre celui-là, ce qu'on me demandait c'était quand même presque un cours. La catégorisation sociale, ce n'est pas simple. Ça partait de questions comme, par exemple «La construction des catégories est-elle nécessaire pour comprendre notre environnement et intervenir sur des situations données». C'était la question de l'association. Donc on voit bien que ça, c'était une question qui s'adressait à des spécialistes de Sociologie cognitive, de Psychologie sociale, et qui était presque une demande de cours. Il y a toute une théorie de la catégorisation sociale. On me demandait d'essayer de l'expliquer. Après il y avait une autre question «Qu'est-ce qu'induit ou construit ce mode d'appréhension des réalités sociales».

Enquêteur Oui, vous faites de la restitution de savoir.

Chercheur Oui, restitution de savoir et après la question c'était qu'est-ce que cela veut dire catégoriser Et l'autre demande, c'était d'appliquer ça parce que le thème de la journée,

c'était le racisme ordinaire. Et je trouvais que c'était une très bonne question telle qu'ils l'avaient posée eux-mêmes, c'est pour ça que j'étais contente d'y aller. J'ai trouvé qu'ils l'avaient très bien posée parce que justement le racisme ordinaire, ce n'est pas l'idéologie raciste. C'est le racisme non aperçu, qui est inscrit dans le langage, dans les façons de se comporter et donc dans les activités de catégorisation qui passent inaperçues. Donc c'est un peu ce que je leur expliquais et comment cela pouvait se réfléchir par rapport aux catégorisations, en prenant des exemples de phrases. (Extrait d'entretien d'un chercheur en Sociologie)

Ces publics peuvent donc être «**concernés**» à différents titres et à différentes «**échelles**» par les enjeux et les processus étudiés : **enquêtés, acteurs de terrain, mais également «grands» partenaires effectifs et/ou potentiels du champ sur lequel portent les travaux du chercheur**

- Hauts fonctionnaires du Ministère de l'Équipement, représentants de la Direction Générale de l'Urbanisme et du Plan Urbain Construction Architecture pour une table-ronde, réunion, sur une recherche menée sur la Rue de la République
- Patrons d'entreprises de la région, Union patronale et École de Commerce (futurs patrons) pour une conférence dans laquelle le chercheur rend compte des recherches qu'il a mené depuis plusieurs années sur le thème des liens entre entreprises et maladies professionnelles qui les concernent directement et potentiellement

«J'interviens au Forum des Entrepreneurs, dans l'atelier «Hommes et entreprises : quel équilibre ?», organisé par l'Union Patronale du département, c'est l'ancienne Ecole de Commerce. Ils ont une journée avec des tables - rondes, ils demandent à des gens d'intervenir. Le titre de mon intervention est le suivant : «Modèle gestionnaire et ressources humaines : sortir des injonctions paradoxales». Là, je raconte aux gens qui seront présents et qui sont des patrons d'entreprise de la région, le résultat d'un article que je viens d'écrire et qui va être publié dans un ouvrage collectif, et donc qui est le pur fruit de mes méditations en tant que chercheur. Donc je suis dans un troisième exercice dans lequel je produis de la connaissance, ce que je produis me préoccupe, je trouve que c'est un problème social potentiel extrêmement grave, donc j'essaie de le soumettre à des gens pour voir comment ils réagissent, ces gens étant eux-mêmes des décideurs, des patrons d'entreprise. J'essaie de leur amener ces préoccupations. Il y a des préoccupations qui sont de deux natures différentes, une que j'avais évoqué qui est la suivante, j'ai travaillé pour un partenaire particulier, j'ai fait des investissements, j'ai des résultats dont je sais qu'ils peuvent être utiles pour lui et donc là je me bat avec lui pour qu'il sache l'utiliser lui-même. Il y a un deuxième niveau qui est : mais ces outils-là ou ces résultats sont intéressants pour d'autres du même type, pour d'autres entreprises, et j'essaie donc de me battre pour que cela soit connu d'autres. Il y a un troisième niveau qui est de nature différente, c'est que ce faisant, cela conduit à des réflexions plus éloignées, qui souvent combinent les résultats de plusieurs recherches et à ce moment-là je vais vers le débat social.» (Extrait d'entretien d'un chercheur en Économie)

- Partenaires de la «Relation formation – emploi» (entreprises, syndicats, organismes de formation, Ministère du Travail...) pour les journées organisées chaque année par un laboratoire de Sociologie et destinées à la fois à rendre compte des connaissances produites en la matière et donner une certaine visibilité aux acteurs sociaux et économiques du laboratoire.

Ce sont en quelque sorte les «**publics**» **découpsés par l'objet de recherche, et avec lesquels le chercheur procède à une restitution ciblée (exclusive) et/ou élargie** tous les acteurs du même type).

Dans cette optique, et en polarisant un peu ce type d'activités sur un public de «**grands partenaires**» (et alors que lorsqu'il s'agit des populations d'enquêtés-concernés, certains chercheurs ont le sentiment de faire de la «**valorisation vers le bas**» par opposition à des activités de restitution à destination des sphères de la décision et du pouvoir), on se rapproche particulièrement et progressivement des activités que l'on range habituellement sous le chapeau «**Communication scientifique – communication institutionnelle**» dans lesquelles il s'agit de faire connaître, rendre visible le laboratoire, l'équipe de recherche, auprès des grands partenaires-décideurs, du champ.

Il en découle une configuration des rapports chercheurs-société assez différente de celle propre aux activités de diffusion-vulgarisation sur le plan des demandes/attentes du public et des usages sociaux des savoirs mis à disposition.

□ Dans le cadre de ce registre d'activités de mise à disposition des connaissances, **les relations chercheur – public sont moins unilatérales** et ceci plus plusieurs raisons□

- a) Dans le cadre des activités de restitution, les relations chercheur – public sont davantage marquées par l'échange et une des premières manifestations de cet échange concerne **la forme contractualisée** que celui-ci peut prendre, soit de façon très explicite (dans certains appels d'offre par exemple, la restitution aux acteurs peut faire l'objet du contrat au même titre que la commande de recherche), soit plus implicite et davantage lié à un accord tacite entre le chercheur et les acteurs-partenaires de terrain, tacite mais non moins nécessaire car garantissant au chercheur la pérennité de son accès au terrain, aux données, etc.
- b) D'autre part, **le chercheur se trouve confronté de façon beaucoup plus directe aux demandes et attentes sociales**□ ces demandes, parce qu'elles se rapprochent davantage de demandes de connaissances localisées, contextualisées et surtout «**né-injectables**» dans l'action quotidienne, obligent le chercheur à gérer la tension existante entre des contenus de savoirs différents (entre des contenus plutôt cognitifs / plutôt opérationnels□ généraux / spécifiques, etc) de façon plus précise. Ainsi dans le cadre d'une restitution de résultats de recherche aux populations locales□

«On fait ce qu'on appelle une restitution. On essaie de bien montrer le travail c'est-à-dire qu'il faut à la fois montrer aux gens qu'on est allé interroger, et qui ne sont pas toujours d'accord avec les résultats que l'on trouve, qu'on a fait un travail scientifique. Donc à la fois, il faut leur donner quelques éléments par exemple sur les digues, etc., qu'on a fait un travail complet et que le travail est disponible, et ensuite il faut quand même s'avancer un peu, rendre intelligible le travail et dans le fond donner une sorte de conclusion générale, une vision générale du travail. Si on a travaillé sur un certain domaine, il faut non pas qu'on dise qu'il faut faire ça ou ça, ce n'est pas là-dedans qu'on s'est engagé, mais par contre qu'on donne le point de vue général des résultats. Sur la démoüstication, il y a des résultats qui ne font pas plaisir aux démoüstiqueurs. Donc il faut quand même à un moment dire que globalement, ou l'enquête montre que tout le monde est absolument favorable à la démoüstication, ou alors il faut dire que les réticences sont grandes. Quand on montre des tableaux, ou si à la fin, la personne qui a réalisé l'enquête résume un peu la position, c'est très parlant. Les synthèses sont très parlantes. Mais par contre, pour arriver à la synthèse, il

faut avoir montré que la base est scientifique. La synthèse, dans le fond, c'est la mise en ordre des connaissances que l'on a acquises. Parce que dès que l'on passe à la vision générale, on se heurte à l'opinion des gens. C'est là en général que cela chauffe un peu. (Extrait d'entretien d'un chercheur en Histoire)

Face à ces publics «concernés» à divers titres, il s'agit en effet de «donner un point de vue, une analyse générale, synthétique», c'est-à-dire qui restitue l'ensemble des positions, des enjeux (les chercheurs interviewés évoquent l'attente qu'ont les acteurs d'avoir un point de vue général de la part du chercheur qui a accès aux différents aspects du problème étudié), et de façon très liée, du point de vue de la question des effets et des usages des savoirs scientifiques, le chercheur dans cette situation de mise à disposition-restitution se trouve aussi «pré» vers une intervention sur les usages des connaissances scientifiques (il est confronté aux questions soulevées par les acteurs de terrain, y compris aux questions sur l'utilité et les usages possibles des savoirs mis à disposition pour «l'acteur de base», ce qui ne préjuge pas de la façon de répondre du chercheur), dans certains cas, vers une influence sur l'action, sur la pratique des acteurs, ce qui peut constituer une modalité de participation du chercheur au changement social.

- c) Cette confrontation plus dense du chercheur aux attentes et demandes des acteurs sociaux met donc en jeu directement **la question complexe des usages sociaux des savoirs produits** sous deux modalités, deux aspects fondamentaux
- celui de **l'appropriation sociale des connaissances scientifiques produites** ce type de situations de restitution-mise à disposition des connaissances peut en effet initier pour le scientifique, y compris de façon très modeste, la question de savoir comment des savoirs produits «passent» dans l'action sociale, participent au changement dans ce type d'interaction, par une transformation sur les savoirs, leur contenu en répondant aux questions des acteurs par une restitution des connaissances aux premiers concernés...)
 - celui du **développement des attentes et des usages sociaux des savoirs scientifiques** les activités de restitution sont en effet pour certains scientifiques l'occasion d'une «écoute» de la demande sociale, soit dans ce qu'elle peut comporter d'éléments, problèmes sociaux soulevés susceptibles de constituer des pistes de recherche (Cf. infra), soit en ce qu'elles sont l'occasion de «mettre en avant l'offre de recherche» (d'autant plus que l'on se rapproche d'un public type «grands acteurs, partenaires effectifs et/ou potentiels» du champ de recherche): mettre en avant qu'il existe des travaux sur le type de problème évoqué par les acteurs et/ou qu'il existe des équipes, des collègues dont les compétences permettent d'y répondre.
- d) Enfin les relations chercheur-public sont moins unilatérales dans le sens où **la situation de restitution est susceptible de produire des effets sur le travail de recherche lui-même**
- Les situations de restitution sont, en effet, pour nombre de collègues, le moyen d'avoir des **retours sur leur travail**, l'occasion de confronter, expérimenter, évaluer la pertinence et la portée de leurs résultats et hypothèses. Par exemple, dans le cadre de recherches menées sur les mariages mixtes, la confrontation aux populations d'enquête et/ou concernées par ce type de situation à l'occasion d'une conférence et les réactions de ce type de public aux résultats de recherche confirment l'idée pour le chercheur que

«...Dans les cas de conflits conjugaux, la différence culturelle représente quelque chose dans le régime argumentatif de spécifique, elle fait partie du vocabulaire des motifs quand on peut s'en saisir. Et quand on peut s'en saisir, on s'en saisit peut-être préférentiellement pour rendre compte d'un conflit conjugal. » (Entretien d'un chercheur en Anthropologie)

Autre exemple chez un politologue dans le cadre de séminaires sur des résultats d'enquête auprès des acteurs sociaux (militants, élus, praticiens...) :

«Ce qui m'intéresse, c'est de voir comment ils reçoivent un travail universitaire, de percevoir s'il y a ou non un décalage entre la manière dont on les met en scène à travers nos textes et la façon dont eux conçoivent leur action, leurs pratiques. Ce décalage m'aide dans la façon d'analyser et d'aborder la question. Ce qui m'intéresse, c'est de voir que derrière les mêmes mots, il peut y avoir de gros écarts de perception. Le but des entretiens, c'est déjà un peu ça, puisqu'on essaie de faire émerger des représentations. Mais la confrontation, la situation de face-à-face permet encore un peu plus d'enrichir ça, peut-être d'arriver à des conclusions identiques, mais par d'autres biais que celui de l'entretien. » (Extrait d'entretien d'un enseignant-chercheur en Sciences Politiques)

- Au-delà, et notamment lorsque ce type de relation intervient en amont ou en cours de recherche, elle peut s'avérer déterminante dans l'analyse et le repérage par le chercheur de certains problèmes et la formulation d'hypothèses, certains collègues interviewés insistant sur le fait que ce type de confrontation acteurs-praticiens / chercheurs permet d'avoir « d'autres antennes que celles de la recherche classique », et favorise une plus grande « ouverture aux questions sociales » de la définition même des projets de recherche.

1.3. Les activités de « conseil » en direction des décideurs

Progressivement, tout en demeurant sur le registre des activités de mise à disposition des connaissances, de la diffusion-vulgarisation aux activités de restitution, il y a l'apparition d'enjeux nouveaux et/ou un renforcement de certains. Cette gradation autour d'enjeux-types de décision et d'orientation de l'action des acteurs sociaux, autour d'une polarité opérationnelle des rapports Science / Société, est maximale lorsque le chercheur se livre à des activités de conseil à destination d'acteurs ayant en charge la prise de décision directe, tout en demeurant sur le registre de la mise à disposition de connaissances .

Cependant l'activité de conseil affiche certaines spécificités par rapport à l'ensemble des activités de mise à disposition de connaissances qu'il nous faut mentionner.

- a) Avec les activités de conseil, le chercheur sort complètement des activités de mise à disposition des connaissances scientifiques à destination de la population ou des simples acteurs sociaux pour mettre en oeuvre des activités **en direction de décideurs** ce sont les activités de conseil à destination de commissions ministérielles, interministérielles (par exemple, les activités de conseil scientifique pour la Commission interministérielle d'évaluation des inondations dans le Gard) ou à destination d'agences gouvernementales (conseil scientifique auprès d'agences en environnement par exemple) le conseil scientifique pour des organismes, des programmes non scientifiques, étrangers, nationaux, locaux (conseil scientifique pour un organisme de protection de l'environnement) activités de conseil scientifique dans le cadre de programmes de développement de

l'UNESCO, etc) ou encore les activités de conseil à destination de collectivités territoriales à destination de grosses entreprises, services de R&D.

- b) Dans les activités de conseil, conseil-préconisation, il s'agit toujours de mobiliser des connaissances déjà élaborées, il n'y a pas à proprement parler production de «nouvelles connaissances». Cependant le contenu des savoirs transmis ne se limite plus seulement aux recherches antérieures personnelles du chercheur il s'agit de **mobiliser les connaissances et les compétences disponibles sur un objet de recherche d'un travail de synthèse des données, des connaissances et recherches disponibles sur un thème** (par exemple, faire une note de synthèse sur les politiques de l'emploi à destination de «grands décideurs» - CGP, Ministère du Travail - dans le cadre d'une mission d'étude-conseil et/ou pour le service d'étude du Ministère), jusqu'à la constitution, mise en forme **d'un état des lieux des ressources et des compétences disponibles** par exemple dans le cadre d'une activité de conseil scientifique pour une grande entreprise :

«Là, je mobilise toutes mes compétences de chercheur en Sciences Sociales, étant moi-même spécialisé sur ce que sont les transformations de la société liées à la société de l'information ou étant spécialisé sur les questions d'organisation de la science, ces sujets-là ont une relation avec les deux questions. Donc j'amène mes connaissances directement ou d'une autre façon, en disant qu'il y a des chercheurs qui connaissent bien ce sujet, mieux que moi, et qu'il serait bon que des gens de l'entreprise entrent en contact avec eux pour explorer. Ce sont à la fois des connaissances propres et le fait de disposer de réseaux permettant de mettre en relation les uns et les autres. C'est le rôle classique d'un conseil scientifique. Pour moi, c'est de la valorisation auprès d'un très grand groupe industriel.» (Extrait d'entretien d'un chercheur en Économie)

Dans cette optique, on retrouve de façon très forte, si ce n'est plus efficiente, deux enjeux fondamentaux

- l'enjeu de la participation du chercheur au développement des usages sociaux de la recherche dans cet aspect des activités de conseil, le chercheur ne «répond» pas seulement à la demande, **il met en avant l'offre de recherche existante et potentielle** (car il peut également s'agir de travaux de Thèse) sur la question traitée en direction des interlocuteurs les plus susceptibles d'être à l'origine d'une commande de recherche (décideurs, «grands» acteurs du champ disposant des moyens de financement de la recherche)
 - **la construction d'un réseau plus ou moins stabilisé d'interlocuteurs ciblés «ressources»** (ressources cognitives, matérielles, financières, humaines), réseau susceptible d'intervenir dans le travail du chercheur sur différents registres comme commanditaire et financeur potentiel, comme interface, agent de diffusion-médiation des connaissances produites, comme acteur permettant au chercheur d'accéder aux données, aux terrains, aux processus sociaux étudiés (pour certains chercheurs interviewés, ce type d'activité constitue une façon indirecte d'accéder aux mécanismes et processus de décision qui sont au coeur du changement social et objet d'étude du chercheur).
- c) Une autre caractéristique fondamentale, qui différencie l'activité de conseil des autres activités de mise à disposition des connaissances, concerne la dimension opérationnelle, «aide à la décision» des savoirs mobilisés. Dans ce type d'activités, il s'agit en effet de

mobiliser les savoirs et les compétences disponibles **en relation étroite avec un projet, une stratégie d'action, une décision**⁷□

«**Je** suis au Comité scientifique de différents parcs naturels et d'agences d'environnement. Donc l'Agence de l'Eau, ce n'est pas un organisme scientifique. Ceci dit, ils se dotent d'un comité scientifique. Ils veulent voir comment des scientifiques réagissent. Ils nous posent des questions□ la liaison Rhin – Rhône, qu'en pensez-vous□ Moi, je suis sociologue, je suis minoritaire là-dedans, il y a des géologues, des hydrologues. Ils demandent□ sur le problème de l'eau, la liaison Rhin – Rhône si on l'ouvre, qu'est-ce que cela va provoquer sur la région qu'on va traverser□ Donc on est consulté. Alors pas pour donner des solutions, mais pour dire là il y a peut-être un problème à creuser. Après ils font ce qu'ils veulent. Les conseils scientifiques de tous ces organismes sont consultatifs.□ (Extrait d'entretien d'un chercheur en Sociologie)

«**Bar** exemple, on a été amené à attirer son attention sur l'évolution du positionnement de l'entreprise à l'international, et c'est devenu un grand groupe international, et à attirer son attention sur comment il allait organiser sa recherche en accompagnement de ce déplacement, comment il allait organiser sa propre RD et sa RD en relation avec la RD publique. Le groupe aujourd'hui est un groupe privé, il est aujourd'hui mondial, il a des filiales un peu partout dans le monde. Question : comment organise-t-il sa RD en relation avec cela ? C'est un des exemples. On a estimé que son organisation était susceptible de poser problème. Mais on a fait aussi des séances pour attirer son attention sur l'intérêt d'avoir une bien meilleure connaissance des services, non pas de la technologie, mais de ce qu'il fallait maîtriser pour construire des services convenables par rapport à ce qu'étaient des positionnements stratégiques vis-à-vis des différentes cibles.□ (Extrait d'entretien d'un chercheur en Économie)

On aborde ici les aspects les plus opérationnels, voire prescriptifs de l'activité de conseil□ de **la construction de scénarii d'action** dans laquelle il s'agit de construire des scénarios d'action dont le choix parmi ceux proposés reste à l'initiative du commanditaire à **la préconisation directe** dans laquelle le chercheur prend à son compte le choix de la stratégie, de l'action. Ainsi dans le cadre d'une activité de conseil-préconisation d'un archéologue interviewé□

Chercheur□ Il y avait également un aspect que j'aurais aimé aborder, je ne sais pas si cela rentre dans votre cadre. C'est un des aspects qu'on est quelques-uns à développer au laboratoire depuis quelques temps. Ce sont les aspects d'expertise et de conseil pour des institutions qui travaillent sur des programmes européens d'aide au développement. Je suis allé en Tunisie, et j'ai suivi un programme européen de mise en place de l'inventaire archéologique en Tunisie sur lequel j'ai été conseil. Je l'ai fait au Sénégal. Ce sont ce genre d'activités qui sont des activités un peu dérivées.

Enquêteur□ Cela rentre dans le cadre de vos activités de prestations de service ou pas□

Chercheur□ Non, c'est plutôt de l'activité de conseil et d'intervention. Au Sénégal, c'est un programme de l'UNESCO qui aide à la mise en place d'un service archéologique avec l'introduction de technologies, de systèmes d'information, de graphique, d'outils, comme je l'avais fait dans le programme en Tunisie. On m'appelé. On participe à des formations ou à des conceptions de systèmes, etc. Donc je pense que c'est aussi une forme de valorisation complètement institutionnalisée finalement. On va voir des collègues d'autres pays et on fait

⁷ On notera, à ce propos, que l'on glisse progressivement vers la recherche dite «**appliquée**» (sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir lors du chapitre 2) pour laquelle il y a nécessairement production de nouvelles connaissances□ cette frontière très floue entre activité de conseil et recherche appliquée est évidemment l'objet de nombreux débats par rapport auxquels il s'agit moins de proposer des distinctions radicales que de mettre en valeur comment tendanciellement elles renvoient bien à des enjeux spécifiques l'une et l'autre.

des échanges d'expérience et des propositions pour des mises en place de systèmes. Donc dans ce cas, il s'agit plutôt de techniques d'organisation, conception de systèmes, etc., plus que de l'Archéologie proprement dite, plus que le fond scientifique. C'est la méthode de travail, le conseil pour l'organisation des équipes, des choses comme ça. On est quelques-uns à en faire régulièrement.

Enquêteur ☐ *Cela peut s'apparenter à de la direction de recherche ou pas* ☐

Chercheur ☐ *Ce n'est pas vraiment de la direction de recherche. En Tunisie, il y a un service de la carte archéologique qui travaillait avec papier et crayon. Comment passer en système informatique ☐ Comment réorganiser les services ☐ Comment assurer la formation ☐ Qu'est-ce que cela implique comme relation avec des fournisseurs de données, d'images satellitaires ☐ Cela concerne toute l'organisation qu'il faut mettre en place pour que le système soit le plus cohérent possible et le plus productif possible. Donc on intervient en tant que collègues, consultants. Ce sont des choses qui arrivent régulièrement, surtout aux chercheurs un peu plus âgés. (Extrait d'entretien d'un chercheur en Archéologie)*

On se rapproche donc ici considérablement de situations de « passage à l'action », ce qui explique d'ailleurs que de nombreux chercheurs interviewés refusent de se livrer à ce type d'exercice considérant que ce qui relève de la préconisation et/ou de la décision ne relève plus de leur métier (raison pour laquelle nous n'avons dans notre corpus que peu d'exemples d'activités de conseil exercées par des scientifiques sous ces aspects-là, et qu'ils se retrouvent plus fréquemment dans les parcours antérieurs que certains ont pu avoir avant de devenir chercheur ou enseignant-chercheur que dans des cas de figure de « double casquette »). On retrouve d'ailleurs associés à ces aspects de l'activité de conseil, des figures variées du changement de métier (le chercheur en Sciences sociales devient consultant, ingénieur, celui en Droit devient avocat ☐ dans certains cas, il devient élu politique, etc ☐ on notera à ce propos que toutes les disciplines n'organisent pas de la même façon ce changement de métier) au changement de statut (il passe en cabinet, en libéral, pour certains en contrat de droit privé), voire à des formes contractualisées du division du travail (par exemple ☐ le chercheur assure la direction scientifique du travail d'un consultant).

- d) On notera la particularité des activités de conseil participant directement à la programmation de politiques scientifiques d'organismes non scientifiques ☐ par exemple, dans le cadre d'une activité de conseil, à titre de collaborateur extérieur du Ministère de la Santé, être chargé de l'évaluation et de la programmation scientifique ☐ du programme de recherche de la MIRE-DREES sur l'hôpital ☐ ou encore tel autre chercheur qui appartient au conseil scientifique du Ministère de l'Environnement pour la programmation des politiques scientifiques du Ministère sur la questions des risques naturels ☐

« Alors tu dirais que ce qui n'est pas valorisation, c'est la production nouvelle de connaissances parce qu'on est payé pour, et une fois que c'est acquis, qu'on les a produites, après on les diffuse et là on est plutôt dans la valorisation, communication ☐ C'est ça que tu veux dire ☐ Alors, oui, je crois qu'il y a de ça parce que si je regarde les comités scientifiques par exemple, quand je suis dans le conseil scientifique du Programme pour l'air du Ministère de l'Environnement ou membre du comité scientifique du Programme Invasion Biologique au Ministère de l'Environnement ou du comité scientifique sur la qualité de l'air, etc., ce sont des comités scientifiques qui financent de la recherche. Là on produit du savoir. Et dans ce cas, ce n'est pas de la valorisation. Ce sont des comités scientifiques donc on écrit les appels d'offre, on sélectionne les gens qui répondent, on participe à la production de nouvelles connaissances. Mais si je suis dans le Conseil Scientifique par exemple de la Commission Interministérielle d'évaluation des inondations du Gars, c'est parce que j'ai des

connaissances sur les inondations, donc ce qui les intéresse ce sont les connaissances que j'ai déjà produites. (Extrait d'un chercheur en Sociologie)

Il s'agit effectivement d'activités de conseil ayant vocation à orienter des politiques de production de connaissances dans des lieux et des instances extérieurs à la communauté scientifique, qui intègrent les différents aspects précédemment évoqués (mobilisation de connaissances et de compétences sur un thème, champ scientifique, en relation avec une stratégie-d'orientation des politiques scientifiques, participant à la promotion d'une offre de recherche et à la construction d'un réseau d'interlocuteur), mais participent directement à la production de nouvelles connaissances scientifiques faisant d'elles plus volontiers des activités «mixtes», à la fois de mise à disposition et de production de connaissances.

Conclusion

De nombreux discours, y compris celui de la «valorisation», véhiculent une représentation très épurée, si ce n'est indigente, «faible», des activités de diffusion et de vulgarisation scientifique, et cantonnent d'ailleurs volontiers les SHS dans ce type d'interaction chercheur-société.

Si effectivement, comme nous l'avons vu, sous certains aspects ces activités peuvent mettre en jeu un type de rapport chercheur-société très unilatéral, il n'en demeure pas moins qu'une conception élargie prenant en compte la diversité et la complexité des enjeux des activités de «mise à disposition de connaissances» (et pas seulement une conception «de masse» de la diffusion) permet de rendre compte des formes «fortes» qu'elles peuvent prendre.

Les activités de mise à disposition de connaissances, selon la façon dont elles sont pratiquées, peuvent en effet être productrices de formes d'échanges très denses entre chercheur et société, et pas seulement d'échanges du type diffusion. Elles peuvent constituer une des formes de l'implication du chercheur dans les enjeux de l'action, contenir des formes de confrontation, d'évaluation sociale de la pertinence des savoirs scientifiques, voire contribuer à l'orientation du travail scientifique. Enfin parce que certaines intègrent, même à des degrés basiques, les enjeux de la question des usages sociaux et de l'appropriation sociale des connaissances scientifiques, et participent de la promotion et du développement de l'offre de recherche, elles peuvent constituer une des clés des formes de la valorisation incarnées par la recherche dite appliquée, la recherche sous contrat-commande.

CHAPITRE II

VALORISATION et INTERACTIONS SOCIALES DE RECHERCHE

Un second grand domaine d'activités régulièrement mis en avant par les scientifiques comme étant susceptible de relever du champ de la valorisation sociale de la recherche rassemble l'ensemble des situations et des activités dans lesquelles la mise en valeur de la recherche ne prend plus simplement la forme d'une mise à disposition des résultats de la recherche à destination de la société, mais celle d'une mise à disposition de la capacité du chercheur à produire des connaissances en relation avec la demande sociale.

On trouve chez les scientifiques interviewés différentes façons de désigner ce champ d'activités : de la « *recherche sur commande* », « *recherche contractuelle* » ou encore de la « *recherche empirique, de terrain* », « *finalisée* », « *appliquée* », à la « *recherche-action* », et/ou jusqu'à « *intervention-recherche* », par opposition à une « *recherche académique* », « *livresque* », ou une « *recherche théorique* », « *cognitive* », plus « *fondamentale* » ..., etc. Cette profusion des différents lexiques utilisés renvoie de façon complexe et partielle à des systèmes d'oppositions et des enjeux croisés, mais plus fondamentalement met l'accent sur :

- Un autre type de relation recherche-valorisation :

La question de l'utilité sociale de la recherche change en effet de nature : il ne s'agit plus simplement de rendre utilisables (accessibles et lisibles) pour des non-scientifiques les résultats d'une recherche, mais de conduire des recherches utiles pour ces non scientifiques, d'orienter le travail de production de connaissances en fonction d'attentes et de demandes sociales de connaissances. La question de l'utilité sociale remonte en quelque sorte vers l'amont, au moment où se définit le travail de recherche lui-même, l'activité de production de connaissances.

La valeur sociale ajoutée, l'utilité de la recherche n'est plus externe et subséquente au travail scientifique : elle devient interne et prend la forme d'une transformation et d'un accroissement du stock de connaissances disponibles. La valorisation constitue donc moins ici un domaine d'activités propre et distinct du travail de recherche en tant que tel : et devient en quelque sorte une manière de conduire ce travail : l'injonction d'utilité, que certains scientifiques dénoncent dans les discours actuels sur la valorisation, tend à pénétrer l'activité scientifique.

La valorisation quitte donc dans ce cas la périphérie du métier de chercheur et touche ce qui en constitue le cœur. Les demandes ou attentes sociales auxquelles a affaire le chercheur ne concernent plus simplement la diffusion et la mise à disposition du stock de connaissances disponibles dans tel ou tel domaine, mais plus directement la transformation et le développement de ce stock par l'élaboration de nouvelles connaissances. Ce sont moins les savoirs dont dispose le chercheur que ses compétences à en produire qui font l'objet de mise en valeur sociale. La mise en valeur de la recherche passe dans ce cas par la mise en oeuvre de l'activité de recherche elle-même et le chercheur n'est plus sollicité comme simple passeur ou médiateur de la science, mais comme producteur de connaissances.

- Un autre type de relation chercheur-acteur

En changeant de nature, la question de l'utilité sociale change également d'ampleur. La société ne se contente pas d'user des connaissances scientifiques disponibles, elle intervient sur la nature des connaissances à produire. Dans ce cas, les interlocuteurs sociaux du chercheur ne sont plus seulement les simples destinataires des résultats de la recherche, de la science faite : ils deviennent peu ou prou et sous différentes figures des interlocuteurs, voire des partenaires, du travail de recherche lui-même.

Nous sommes donc ici renvoyés au vaste de champ de ce que l'on appelle la « recherche finalisée », où la finalisation sociale de l'activité du chercheur ne concerne plus seulement les modalités selon lesquelles il rend compte à la société de son travail, mais où ce sont les objectifs et contenus des connaissances à produire, voire même les conditions de leur production, qui se trouvent plus ou moins fortement orientées par les interlocuteurs sociaux du chercheur. Dans cette optique, les interactions chercheur-société peuvent toucher à différentes composantes plus ou moins centrales du travail de recherche telles que :

- les moyens financiers, matériels de la recherche
- l'accès aux données de la recherche
- le choix des thèmes-objets de recherche
- les problématiques, questionnements à mettre en oeuvre
- la nature des résultats et prestations attendus
- les formes d'évaluation et de validation du travail scientifique.

Des questions essentielles concernant la façon dont sont produites les connaissances scientifiques y interviennent donc plus fortement qu'ailleurs, relatives aux usages et/ou applications par la société des connaissances scientifiques et plus fondamentalement au financement et aux orientations de la politique scientifique.

On se rapproche ici du modèle d'interactions Science / Société sous-jacent aux discours et stratégies actuels de valorisation de la recherche dans lesquels la communauté scientifique n'est pas seulement invitée à renforcer ses démarches de diffusion de la science auprès des non-scientifiques, mais appelée à définir tout ou partie des orientations à donner à la science en relation avec les besoins et attentes de différents secteurs de la société en matière de connaissances. On comprend dès lors que pour de nombreux scientifiques ce soit sur ce registre d'activités que se situe l'essentiel des enjeux de la thématique actuelle de la valorisation, en ce que celle-ci ne se contente pas de viser la science faite (comme c'est globalement le cas dans la représentation « faible » des activités de diffusion-vulgarisation scientifique), mais s'adresse plus fondamentalement en amont à la science « en train de se faire », et renvoie à des situations et interactions de recherche dans lesquelles enjeux scientifiques, internes, et enjeux externes s'articulent fortement et tendent à brouiller les frontières entre science et action sociale.

On proposera donc de désigner ce type d'interactions sous le terme d'interactions de recherche ou d'étude. Dans une première partie, nous abordons les différents facteurs, sociaux et scientifiques, qui contribuent à configurer le rapport qu'entretiennent les chercheurs à la demande sociale de connaissances. Nous nous attacherons dans un second temps aux contenus et caractéristiques de cette demande ainsi qu'aux stratégies développées par les chercheurs pour répondre, contourner, voire transformer les demandes sociales qui leur sont adressées pour enfin tenter de rendre compte de deux grandes

formes d'interactions, deux façons plus ou moins restrictives qu'ont les scientifiques d'envisager cette intervention des acteurs sociaux dans le processus de production des connaissances.

2.1. Les rapports à la demande sociale de recherche

On pourrait reprendre ici les remarques faites précédemment quant à l'inégalité des disciplines et des champs de recherche dans leurs relations à la demande sociale de connaissances et leur rapport à la commande de recherche. Plus fondamentalement, le rapport qu'entretiennent les SHS à la demande de connaissances socialement finalisée est en réalité déterminé par le jeu croisé de deux grands types de facteurs sociaux et scientifiques :

- des systèmes de mobilisation sociale de la recherche complexes et des types de demandeurs sociaux inégalement structurés (§2.1.1.)
- des contextes scientifiques très différents d'une discipline à l'autre ainsi que des stratégies et des choix d'ordre scientifique de la part des chercheurs. (§2.1.2.)

2.1.1. Un premier facteur de différenciation du rapport à la demande sociale de recherche tient aux conditions dans lesquelles les travaux de recherche rencontrent une demande sociale ou plus exactement une demande sociale solvable. De ce point de vue, les scientifiques n'agissent pas dans les mêmes systèmes de mobilisation sociale de la recherche, dans les mêmes systèmes sectoriels de sollicitation sociale.

Globalement les situations de recherche sont traversées par deux grands modèles scientifiques définissant des modes d'articulation entre valorisation sociale et valorisation académique différenciés□

- D'un côté, celui des chercheurs et des équipes travaillant dans des domaines de recherche correspondant aux préoccupations d'organismes et de partenaires publics ou privés suffisamment importants et suffisamment convaincus de leur intérêt à investir dans la recherche, et disposant des moyens d'élaborer une politique en la matière et d'y mobiliser les moyens nécessaires. D'où la possibilité de développer, dans certaines disciplines, des formes structurées, collectives, fortement intégrées de recherche, capables d'asseoir un programme scientifique d'équipes à moyen-long terme sur une stratégie de recherche contractuelle, généralement associée à des relations institutionnelles fortes avec ces organismes et partenaires.
- De l'autre, des scientifiques travaillant sur des thèmes de recherche largement délaissés ou ignorés par les financeurs, privés ou publics, de recherche et qui exercent leur métier dans des conditions où les programmes scientifiques sont plus difficilement intégrés, où le financement contractuel de la recherche est à la fois plus rare et fondé sur des relations plus personnelles, généralement aussi plus locales, avec des partenaires sociaux dont les relations avec la communauté scientifique sont plus aléatoires et conjoncturelles, et qui ne disposent pas de réelle politique, ni des moyens financiers en la matière.

Cependant la réalité des situations de recherche est évidemment nettement moins tranchée. Interviennent en effet une pluralité d'éléments donnant au système de mobilisation sociale et d'interlocuteurs sociaux de la recherche des configurations plus ou moins complexes.

Les politiques de laboratoire constituent un premier élément de poids dans la définition du système d'interlocuteurs demandeurs de connaissances dans la mesure où celles-ci peuvent être plus ou moins incitatives et organisatrices de modalités d'articulation entre valorisation sociale et académique, par l'intermédiaire de modes d'organisation de la recherche thématiques, la passation de conventions, partenariats avec des acteurs sociaux, ou encore la définition d'une politique de gestion des carrières interne au laboratoire comme l'illustre cet extrait d'entretien auprès d'un Directeur de laboratoire☐

«☐Au moment où je suis arrivé ici, l'exigence était triple. Il s'agissait de contribuer à construire des axes thématiques interdisciplinaires, donc de se demander comment élaborer des systèmes de représentations partagées entre différentes disciplines. La deuxième chose, c'était de réaliser un certain nombre d'opérations de recherche à la demande des acteurs sociaux, trivialement, pour ramener de l'argent parce que cela compte dans un laboratoire. Le CNRS nous donne 300 000 francs par an pour la recherche et le budget est de 4 millions. Troisièmement, il s'agissait d'arriver à partir de travaux souvent relativement empiriques, construits dans la relation avec des demandes, à construire des publications dans des revues académiques à comité de lecture, reconnues, etc. C'était un positionnement à la fois institutionnel et scientifique. Le problème est de savoir le dosage que tu fais entre les différents registres. Comme je disais, c'est dans la durée que s'évalue la pertinence de la trajectoire d'un individu qui fait de la recherche. S'il se spécialise dans l'animation de l'espace public, à un moment donné, je crois qu'il vaut mieux qu'il change de métier, qu'il devienne journaliste ou médiateur scientifique... Si par contre, il ne fait que de l'académisme, cela pose autant de problèmes. Je pense qu'il n'exerce pas pleinement, en tout cas dans la conception qu'on a ici, les compétences qui doivent être les siennes. C'est ça qui fait que c'est compliqué d'ailleurs. C'est de trouver des modes d'accommodement entre ces différentes exigences qui n'en excluent aucune et en même temps, soient capables de les articuler réellement, c'est-à-dire qu'il y ait une justification par des capacités de réflexion reconnues. Je pense que l'animation de l'espace public, on peut très bien en faire quelque chose de tout à fait intéressant, dans un deuxième temps, sur le plan de la réflexion scientifique, encore faut-il s'en donner les moyens. Ici, ce qui a parfois posé problème, c'est de voir des gens se spécialiser dans l'animation de l'espace public, sans revenir, sans reboucler avec des questions plus fondamentales. C'est pour cette raison que dans la charte, on essayait de définir une norme minimale en termes de valorisation académique à satisfaire pour tout individu, sauf à mettre en danger l'existence du collectif. Le point de vue finalement qui a prévalu, c'était de dire que pour l'instant ce sont des règles du milieu dans lequel on est inséré, si on veut continuer à être inséré, il faut les accepter, quitte à construire des accommodements en fonction de ce que nous voulons faire par ailleurs. Donnons-nous la capacité à y répondre un minimum, quitte à en influencer ensuite l'évolution. Si on refuse les règles, il faut devenir consultant privé, il y a plein de possibilités différentes, rentrer dans un bureau d'études... Il faut l'assumer pleinement, sinon si tu récusés toutes les règles, tu peux les contester, mais il faut en même temps pouvoir les contester et contribuer à les faire évoluer, et les satisfaire à minima pour continuer à être crédible aussi dans le champ en question☐

L'exemple pris constitue cependant un cas de figure très structuré qui ne se rencontre pas systématiquement, les politiques de laboratoire pouvant être plus ou moins lâches, mais il souligne assez bien à la fois la prégnance de la question des moyens financiers et dotations budgétaires dont disposent les laboratoires pour mener leurs recherches à bien, et la nécessité que connaissent la plupart des laboratoires de recourir à des formes contractuelles de recherche pour financer leurs travaux (sur laquelle nous reviendrons), et d'autre part

l'exigence d'un arbitrage mesuré entre différents enjeux à la fois scientifiques, académiques et sociaux.

D'autres éléments concernent davantage la nature du thème, de l'objet de recherche, l'intérêt plus ou moins pré-formé socialement qu'ils rencontrent auprès d'acteurs sociaux. Ainsi certains thèmes et champs de recherche s'inscrivent dans un système d'interlocuteurs sociaux très structuré en ce qu'ils renvoient directement à un champ de l'action publique, comme c'est par exemple le cas pour le champ de l'emploi, de la formation et/ou du travail pour lequel on trouve à la fois les «grands» acteurs du champ (Ministères, ANPE, AFPA, Entreprises, Syndicats patronaux ou salariés) et des partenaires locaux à l'origine d'une commande de recherche forte permettant au système de relations recherche-société d'emprunter une logique de fonctionnement explicitement collective et institutionnelle, relativement stabilisée et dont l'entretien même fait l'objet de démarches spécifiques, allant souvent de pair avec une action d'animation du systèmes d'interlocuteurs (réunions régulières avec les grands acteurs et partenaires sociaux du champ). Et de fait, comme l'indique un chercheur interviewé, un système de mobilisation sociale de la recherche fort, structuré, capable de financer et formuler une demande de recherche place les scientifiques en situation favorable par rapport aux questions de valorisation

«Là c'était une demande, un peu une première historique où des syndicats ont eu l'opportunité d'avoir un financement de recherche sur leurs préoccupations. Pour la CFDT, avec l'opération «Parole», c'était le droit d'expression des salariés, pour l'UGICT c'était la question des jeunes diplômés. Donc, un rapport entre financement ministériel de la recherche et puis un certain type de demande. Je pense que ce n'est pas un hasard si le Ministère de l'Emploi s'est intéressé à la question du temps de travail, en particulier du temps de travail des cadres dès la fin des années 90, puis a financé très régulièrement des recherches en relation avec la mise en place des lois de réduction du temps de travail. On est vraiment sur une thématique qui est à l'interface du politique et du scientifique, sur l'évaluation des effets de la RTT dans le monde du travail. Donc évidemment, cela met en position plus favorable que d'autres thèmes de recherche et que d'autres modalités d'organisation de la recherche pour faire de la valorisation.» (Extrait d'entretien d'un chercheur en Sociologie)

La formation de certains champs ou thèmes de recherche peut dans certains cas être redevable d'une impulsion des acteurs sociaux et institutionnels (comme c'est le cas de l'urbain constitué, à partir des années 70, sous l'initiative forte du Ministère de l'Équipement par la mise en place de dispositifs d'échanges, d'études et d'expertise associant milieu professionnel, associatif et recherche), et parfois même ne pas ou plus rencontrer les conditions structurelles d'une intégration aux dispositifs de recherche existant, se rabattant sur des formes de partenariat entre recherche et société qui débordent les dispositifs institutionnels de recherche, parfois marquées par des formes d'emplois plus ou moins précarisées

" Il y a une telle demande de recherche dans l'urbain, qui n'est pas assurée par l'Université ou le CNRS, qu'il y a de la place pour créer des bureaux d'études. Mais c'est le même phénomène qu'à l'époque les «hors statuts». Les «hors statuts», maintenant, ont très peu d'espoir d'être intégrés à l'Université, donc ils créent leur boîte, mais ils font une réelle activité de recherche. Il y en a qui sont très compétents à la fois sur le plan de la recherche opérationnelle et sur celui de la recherche théorique. Ils répondent à des appels d'offre du CNRS, et c'est d'ailleurs comme ça que nous, on peut les aider. On s'associe parfois à eux pour répondre à des appels d'offre labellisés CNRS. C'est du bricolage, mais on contribue à

la pérennisation du milieu comme ça. On a le souci d'assurer la succession, mais on ne peut plus le faire. Malheureusement sur le plan de l'Université ce ne sont pas les chercheurs qu'on sélectionne. C'est une autre attente dans les concours universitaires. Les vrais chercheurs, maintenant, se mettent dans le privé." (Extrait d'entretien d'un chercheur en Sociologie)

D'autres cas et pour certains domaines scientifiques, ce sont les systèmes locaux de sollicitation sociale de la recherche qui peuvent jouer un rôle structurant. On citera la situation caractéristique d'un laboratoire d'Archéologie dont le réseau d'interlocuteurs sociaux est étroitement déterminé par les conditions de production des connaissances et d'accès aux données, l'accès aux terrains étant conditionné par la passation de contrats avec des propriétaires de terrain qui sont dans la majorité des cas des collectivités territoriales. Ces relations aux collectivités territoriales tendent même à structurer les relations aux autres partenaires locaux (Musées, médiateurs culturels, écoles, associations) dans le cadre de partenariats très formalisés, type convention, inscrits dans des objectifs de politique culturelle locale.

D'autre part l'expérience montre que les systèmes d'interlocuteurs impliquent le plus souvent plusieurs partenaires entrecroisant les échelles et les types d'acteurs sociaux, et définissant des configurations d'interactions complexes (dans la constitution desquelles nous verrons plus loin que le chercheur peut être directement actif). Le choix scientifique de travailler sur un objet local comme la Camargue, par exemple, implique à la fois une intrication forte du laboratoire à la société locale (auprès des associations, élus locaux, collègues scientifiques des Sciences dures, Parc naturel régional, médias locaux) dont les attentes débordent largement la seule demande de recherche (attentes sociales locales fortes de restitution, mise à disposition des connaissances produites sur la société locale), et des relations fortes aux «grands acteurs» du champ de l'environnement (Ministère, organismes de protection de la nature...) plus marquées par une demande de recherche, d'évaluation et de conseil des politiques publiques en matière d'environnement.

A l'inverse, certains objets de recherche ne rencontrent que peu, voire pas du tout de demande sociale de recherche à proprement parler, la demande sociale étant davantage tournée sur des attentes de diffusion, restitution (en Histoire, par exemple ou encore pour certains objets de l'Archéologie)⁸.

Il convient cependant de nuancer l'impact des systèmes de mobilisation sociale de la recherche sur les recherches que les scientifiques acceptent ou pas de mener, et par rapport auxquels ces derniers développent soit des stratégies alternatives visant d'une manière ou d'une autre à inclure, faire rentrer la demande sociale non solvable dans le système de sollicitation sociale de la recherche, soit refusent dans certains cas extrêmes de répondre à la demande sociale. La question du rapport à la demande sociale de connaissances vue sous l'angle des découpages disciplinaires et des champs, thèmes et/ou objets de recherche constitue en effet un point d'achoppement particulièrement sensible de la thématique de la valorisation en ce qu'elle présuppose une définition normative et sélective de ce que sont et doivent être la «bonne science», les bons thèmes et objets de recherche, socialement utiles, et destinés à répondre aux besoins d'une demande sociale solvable, ayant les moyens matériels, financiers d'être éligible au titre des demandes sociales de connaissances.

⁸ La présence de collègues de Lettres ou de Philosophie dans notre échantillon nous aurait certainement permis d'approfondir ces cas de figure

Ainsi, certaines demandes sociales de recherche ou d'étude, y compris fortement solvables, peuvent-elles se heurter à des résistances de chercheurs pour des raisons qui peuvent être non seulement d'ordre idéologique ou déontologique, mais aussi proprement scientifiques, comme dans le cas de recherches où le fait de travailler sur commande peut constituer un handicap dans la relation aux acteurs du terrain et dans l'accès aux données (cas de certaines recherches sur le Maghreb par exemple où l'indépendance du scientifique est présentée comme une condition indispensable au déroulement même de l'enquête).

Dans d'autres cas, ce sont les scientifiques eux-mêmes qui développent des stratégies visant

- soit à mettre en place des dispositifs ayant vocation à répondre à une demande sociale non solvable (on peut citer ici l'expérience d'une Boutique des Sciences mise en place par des chercheurs de différentes disciplines et visant à répondre à la demande des citoyens, du tout venant n'ayant pas les moyens de mobiliser et de financer des activités de production de connaissances en tant que telles),
- soit à faire bénéficier des acteurs sociaux non solvables des possibilités de recherche ouvertes par les appels d'offres de grands commanditaires de recherche. On peut ainsi faire converger les préoccupations de médecins et d'associations en matière d'aide aux personnes handicapées avec celle du Ministère de la Recherche et inclure ces préoccupations dans la réponse que l'on fait à une ACI financée par ce Ministère. Autre exemple (on peut jouer sur les marges de manœuvres qu'autorise un appel d'offres de recherche sur les flux migratoires pour conduire une étude sur les relations inter-ethniques au sein d'une entreprise et en réponse aux préoccupations des partenaires sociaux de cette entreprise (ces différentes formes de mise en convergence de demandes sociales inégalement pourvues de moyens financiers nécessaires à la mobilisation de la recherche supposent un travail de construction, voire co-construction de la demande sociale sur laquelle nous reviendrons dans le § 2.3.).

2.1.2. Un second facteur décisif du rapport qu'entretiennent les collègues à la demande sociale de recherche renvoie aux types de relations qu'ils parviennent à établir entre «valorisation académique» et «valorisation sociale», compte tenu des contextes scientifiques dans lesquels ils se situent et des choix personnels qu'ils y effectuent. Or de ce point de vue, les situations et stratégies peuvent être fort différentes.

- **Des enjeux épistémologiques qui ont trait aux disciplines et/ou thématiques de recherche :**

Une première différenciation du rapport à la demande de recherche socialement finalisée qu'entretiennent les SHS renvoie en effet directement aux modalités de production des connaissances scientifiques lesquelles, pour certaines disciplines, voire certaines spécialités à l'intérieur d'une même discipline, autorisent plus fortement que d'autres des aller-retours entre données empiriques, terrain et théorie, et/ou sont plus fortement structurés sur un modèle itératif entre démarche inductive et hypothético-déductive.

Interviennent ici deux grands modes de production des connaissances opposant une «science de laboratoire, confinée, expérimentale» et une «science de plein air» qui inscrit l'activité de production de connaissances dans une relation incontournable aux

acteurs sociaux, aux données sociales, ou encore opposant recherche fondamentale *versus* recherche appliquée.

On peut sur ce registre citer à titre d'exemple à l'intérieur d'une même discipline l'opposition entre Psychologie expérimentale et Psychologie différentielle, comme en témoigne cet extrait d'entretien :

" Mais il y a quand même je pense, une spécificité de la Psychologie : la Psychologie, du moins, en France, j'ai toujours le sentiment qu'elle a peur de ne pas se présenter comme étant suffisamment scientifique, alors évidemment le scientifique par excellence c'est le travail que tu fais en laboratoire, ça peut se discuter mais en tout les cas c'est comme ça, donc moi je me rends compte que tout ces travaux là, même si tu arrives à faire des bons articles, publiés dans de bonnes revues, ne sont pas très valorisés. Surtout si tu mets en rapport les contraintes et le temps que ça prend, par rapport au confort du laboratoire parce que même en laboratoire, si tu travailles sur contrat, cela n'empêche pas que tu contrôles tous tes paramètres par définition. Alors que les recherches sur le terrain, c'est très difficile parce que tu n'es pas dans un laboratoire. Les problèmes de société on ne peut pas les réduire en laboratoire, il y a des questions en Psychologie qu'on peut réduire en laboratoire (dynamique interpersonnelle, intergroupe, on peut faire des choses en laboratoire, c'est ce qu'a fait la Psychologie sociale et expérimentale). Mais justement, j'ai réellement vu par rapport à l'immigration, les limites. C'est intéressant, historiquement, de voir que tout ce qui a été élaboré au niveau théorique et toutes les connaissances qu'on a acquises en Psychologie sociale et expérimentale de laboratoire, lorsqu'on veut passer au terrain avec ça, tout n'est pas pris en défaut, mais il y a des choses qu'on ne peut pas prendre en compte, c'est surtout ça. Il n'y a pas trop de domaine de recherche de Psychologie qu'on pourrait qualifier "d'appliqué" si on veut, c'est à dire qui s'intéresse directement à des questions venant du terrain. Il y avait un courant qui existait, en particulier ce qu'on appelle le courant de la Psychologie différentielle c'est à dire tout un secteur de recherche qui était fortement rattaché à l'orientation scolaire et professionnelle, courant qui formait aussi les conseillers d'orientation professionnelle de l'époque. Mais pour le reste, c'est quand même une Psychologie qui est très largement expérimentale, une Psychologie de laboratoire." (Extrait d'entretien d'un psychologue enseignant-chercheur)

Et de l'autre côté, des disciplines telles que l'Archéologie, l'Histoire ou la Géographie :

«Le problème de l'histoire c'est qu'elle ne se construit pas théoriquement, mais surtout par des études de style monographique, de terrain. Parfois, mes travaux peuvent conduire à une réflexion plus théorique. Je ne pourrais pas dissocier les deux démarches.» (Extrait d'entretien d'un chercheur en Histoire)

- **Des enjeux liés aux normes académiques d'évaluation scientifique**

Les normes académiques propres aux disciplines n'accordent pas toutes la même légitimité scientifique aux résultats de travaux réalisés sur commande sociale, fondés sur les données empiriques d'une étude de cas ou pouvant impliquer le chercheur dans diverses formes de coopération avec les acteurs sociaux, voire dans des démarches de recherche-action.

Pour partie, les normes académiques recouvrent les modèles épistémologiques disciplinaires, avec par exemple l'exigence forte de valorisation de type académique, privilégiant peu la demande sociale et les contenus de savoirs attenants lorsqu'il s'agit de disciplines structurées sur un modèle épistémologique expérimental, hypothético-déductif, très théorique, contraignant les scientifiques à une forte production académique, voire à un réel clivage par rapport aux activités de recherche menées en relation avec les acteurs et/ou la demande sociale, à l'origine parfois d'une «contre-productivité» des activités de recherche menées en

lien à la demande sociale. En outre, la prégnance des normes académiques sur l'articulation entre valorisation académique et valorisation sociale s'observe tout le long du déroulement de la carrière, comme l'expriment les deux extraits suivants, l'un concernant le début de carrière d'un enseignant-chercheur psychologue, le second l'accès au grade de Directeur de recherche d'un chercheur en Économie□

"Les recherches que je faisais chez Piaget n'avaient strictement rien à voir avec ces questions-là. J'ai fait des recherches plus académiques. Mais j'ai assuré mes arrières dans la mesure où avoir travaillé 4 ans chez Piaget ça te rendait intouchable"

" J'avais vraiment ancré mes travaux de recherche, disons que je les avais basés sur des allers-retours entre le plus théorique et le plus empirique. Et du coup, une grande partie de mes travaux consistait effectivement en travaux pour le Ministère de l'Industrie, pour le Plan, et qui pour moi avaient une valeur scientifique et quand j'ai présenté mon dossier de candidature pour passer directeur de recherche, on m'a dit mais tu es un excellent chercheur, tu travailles beaucoup, tu produis de très bonnes choses mais ce n'est pas assez académique. Donc, fais un peu plus d'académique et cela ira à l'arrivée. Effectivement j'ai montré que j'étais capable de faire de l'académique, j'ai fait une grosse production d'académique et après on m'a dit c'est bon, cela marche. C'est à peu près le discours qui a été tenu. C'est à dire que l'on me disait, non, ce que tu as fait pour le ministère de l'Industrie, après tu as publié dans des revues d'ingénieurs, c'est de la valorisation. Or pour moi cela avait une dimension scientifique très importante et cela avait une implication scientifique très importante sur mes travaux théoriques et c'était aussi de la production scientifique mais ce n'était pas reconnu."

Sur ces questions, on peut d'ailleurs souligner la contradiction pouvant exister entre d'un côté des discours et des politiques affichés de rapprochement entre recherche et questions sociales, et de l'autre, des tendances à renforcer le poids des critères de formalisation, de théorisation générale, d'abstraction, dans l'évaluation scientifique et la gestion des carrières (notamment à travers la question des standards académiques de publications et la mise en place d'outils de bibliométrie dans l'évaluation scientifique).

Dans certains cas de figure, le poids accordé aux formes académiques de valorisation peut entrer en contradiction avec la réalité du travail de production des connaissances pouvant, aux yeux de certains, mettre en cause les capacités de renouvellement de la discipline□

«□ Pour moi, tu ne peux pas faire de recherche fondamentale, si tu n'as pas un objet concret. Un des articles les plus théoriques que j'ai pu écrire, c'est à partir de quelque chose plus que matériel, l'éco-label vert communautaire, et donc je me suis «□olletée□ des tonnes de textes techniques pour savoir si les ampoules à baïonnette sont un marché aussi pertinent que les ampoules à vis. Des trucs vraiment très matériel du genre, est-ce que la litière pour chat parfumée est la même que la litière pour chat non parfumée□ Mais à partir de là tu peux faire un travail très théorique sur les sources du Droit. Je ne crois pas que l'on puisse faire de recherches théoriques sans un objet concret.□ (Extrait d'entretien d'un chercheur en Droit),

«□ L'heure actuelle, si on est dans cette situation, ce n'est pas par une volonté délibérée, mais le résultat de tout un ensemble de forces et en particulier de la conception de la recherche et de la pression mise en faveur d'une recherche assez difficile à valoriser, à faire passer auprès de non-spécialistes. Donc il est totalement illusoire de penser que ces critères puissent changer puisque au contraire, on est dans une phase où ils ne font que se renforcer, chez nous il y a vraiment une obsession de la publication dans les bonnes revues. Il y a un alignement de plus en plus marquant sur ce qui est considéré comme étant les critères des Sciences dures,

mais quand on discute avec les spécialistes des Sciences dures, c'est beaucoup plus compliqué que ça. J'adore le bouquin de Joliot, «La recherche passionnée», c'est le petit fils de Curie, et c'est un biologiste. Ce qui est très intéressant, c'est dans un chapitre sur l'évaluation de la recherche, où avec le recul du à ses 70 ans et avec toutes les positions qu'il a pu occuper dans sa carrière, il montre comment dans des sciences supposées dures comme la Biologie, on a exactement les mêmes problèmes. Il dénonce dans sa discipline la dictature des revues en disant que cela va correspondre à un formatage qui va empêcher l'émergence d'idées nouvelles puisque le rôle des comités de rédaction est d'assurer la conformité avec la science du moment. On a un problème décisif. Si on a une évaluation de la recherche qui n'est pas en fonction de ses implications potentielles, etc., on va avoir des chercheurs qui travaillent sur des puzzles académiques et pas du tout sur des choses qui correspondent à de véritables questions ayant un impact par rapport à la société et au fonctionnement de l'économie. Si on s'enferme là-dedans, on n'aura jamais le besoin d'aller communiquer à l'extérieur. (Extrait d'entretien d'un chercheur en Économie)

- Des choix et des stratégies scientifiques individuels

Le rapport à la demande sociale de connaissances est enfin fortement lié aux choix individuels des chercheurs de privilégier ou non des activités de recherche menées en relation avec les acteurs sociaux, et les stratégies plus ou moins complexes qu'ils mettent en oeuvre pour articuler enjeux sociaux et enjeux scientifiques.

Au fondement de ces choix et stratégies, on trouve souvent des considérations épistémologiques fortes faisant du rapport aux acteurs un élément important du développement scientifique, comme l'illustrent les deux extraits d'entretiens suivants

***Enquêteur :** Est-ce qu'il y a certains moments où la confrontation à d'autres interlocuteurs, à d'autres types de savoirs, vous apporte quelque chose dans votre métier?*

***Chercheur :** Oui, il y a toujours deux niveaux. Il y en a un qui porte sur la façon dont les gens se sont construits leur représentation collective parce que je vois comment ils se sont structurés, et je vois également qu'il y a des différences. La structuration d'un militant de la CGT, il y a 30 ans, n'est pas la même que la structuration d'un militant maintenant. Les gens se sont construits d'autres référents. Donc cela m'apprend là-dessus. Mais quand je me place comme ça, cela veut dire que je suis presque un observateur et que dans le fond, ils deviendraient un objet d'étude, ce qui n'est pas une attitude correcte vis-à-vis des gens. Je ne peux pas m'empêcher de le faire parce que je crois que cela fait partie aussi de l'observation, mais on dépossède à ce moment-là les gens de leur vérité. Si on démonte tous leurs mécanismes, on est en train de leur expliquer ce qu'ils sont, et je pense que c'est toujours une attitude un peu dangereuse. Il y a évidemment une autre chose, c'est de reconnaître que dans ce qu'ils disent, il y a des choses que je ne sais pas. Par exemple, ils me parlent de la façon dont ils ont vécu et ressenti telle chose, d'après mes documents, ils l'auraient ressenti autrement, donc il y a des pistes que je n'ai peut-être pas explorées. Donc déjà, je leur rends leur rôle d'acteur. Je pense qu'il faut être attentif à ça. J'ai horreur du discours du spécialiste très fréquent «Je comprends ce que vous me dites, donc ça y est, je l'ai localisé». Et puis autre chose, ils peuvent apporter des éléments de connaissance que je n'ai pas. Donc il y a même trois niveaux. D'un côté, c'est arriver à resituer les personnes dans leurs mécanismes, après voir dans ces mécanismes-là ce qu'ils m'apprennent que je ne sais pas, sur des initiatives d'acteur que je ne connais pas, et puis ensuite des choses que carrément je ne connais pas. Par exemple, ils me disent ça, je ne le connais pas, mais si c'est vrai cela remet en cause ce que je dis. Cela peut être le cas d'un érudit local, d'un militant ou autre. Mais en général, comme en Histoire on a tout un appareil critique, on n'accepte jamais tout à fait directement, il faut aller le vérifier. Il faut être attentif à cela parce qu'autrement on est dans le message, dans le professeur qui vient donner son savoir, qui est une posture enseignante, qui est une posture un peu dominante et autre. Moi, je fais de la micro-Histoire, et ce qui est intéressant c'est la marge que les acteurs se donnent par rapport à la société dans laquelle ils*

sont. Dans le fond, les gens ont un outillage mental. Il y a un jeu de contraintes sociales, ils appartiennent à tel ou tel milieu, etc. Et par rapport à ça, un acteur a une marge de liberté. C'est ce qui fait l'histoire, autrement il n'y a pas d'histoire. Donc ce qui m'intéresse, ce sont les marges que les individus se donnent et qui font qu'un révolutionnaire de 1848, même s'il fait référence à la révolution de 1790, il a une marge. Il a lu autre chose, il invente éventuellement quelque chose, il fait une référence inattendue, il introduit quelque chose auquel on ne s'attendait pas. Dans le fond, il faut être attentif à ça parce qu'autrement on caricature. (Extrait d'entretien d'un enseignant-chercheur en Histoire)

« Je ne suis pas convaincue que ce que l'on est capable de faire soit utile à la société. Je ne suis pas du tout convaincue de cela. Je suis convaincue qu'on a à participer à la vie sociale, en tant que sociologue comme en tant que citoyen, mais je n'ai pas une meilleure place que les citoyens pour cela. C'est pour cela que je dis c'est utile, mais autant utile que ce qu'ils me disent. Je vais mieux m'expliquer en utilisant un concept si tu veux, que j'utilise de plus en plus dans mes travaux. Je pense qu'en tant que sociologue, non pas par rapport à la citoyenne que je suis, mais en tant que sociologue, je participe d'une construction collective du sens du social parce que les savoirs sont distribués socialement. Le mien c'est d'être sociologue. Cette compétence que j'ai et que d'autres n'ont pas, est un moyen de construire collectivement et de mettre en commun avec leurs savoirs à eux, un certain nombre de choses qui permettent à la société de produire son sens et son développement. Mais c'est un complément, ce n'est pas une correction. C'est pour cela que je dis que le terme de valorisation ne me plaît pas. Je pense participer à un mouvement instituant que j'appelle cognitif, une institution collective cognitive. J'en fait partie parce que j'ai un savoir autre que les autres, mais les autres en font partie parce que justement les autres ont un savoir autre que le mien. Et on est à égalité dans ce travail et dans l'échange, on est complémentaire. » (Extrait d'entretien d'un enseignant-chercheur en Sociologie)

De telles postures individuelles peuvent être vécues, voire revendiquées, comme «*typiques*», par certains et, au-delà, les conduire à quitter la discipline d'origine pour s'orienter vers des spécialisations ou des champs disciplinaires plus ouverts à la demande sociale, comme dans le cas de ces deux collègues pour qui le passage, l'un de la Psychologie aux Sciences de l'Éducation, l'autre, de l'Économie aux Sciences de la gestion, est explicitement présenté comme le moyen de transformer les relations entre recherche scientifique et valorisation sociale de la recherche.

Enfin ces choix peuvent s'accompagner de stratégies, relevant parfois du bricolage, permettant au scientifique de jouer en quelque sorte, sur les «*deux tableaux*» des normes académiques et des attentes sociales ☐

« Par exemple, concernant une étude faite pour grande entreprise, le produit final qui a vraiment intéressé l'entreprise, ce sont des grilles d'analyse de postes pour tenir compte de l'évolution des technologies. Pour faire ces grilles d'analyse, j'ai fait une application sur les métiers de la documentation, j'ai donc remis un rapport sur les transformations des métiers de la documentation, liées aux technologies de l'information et de la communication. L'entreprise, grosso modo, s'en soucie peu. Par contre pour pouvoir faire cela, j'ai mis au point une méthode d'analyse qui, elle, intéresse l'entreprise. De plus, le produit académique, je l'ai tiré du rapport qui, en réalité, était le terrain applicatif utilisé pour mettre au point la méthode. Donc ce que je valorise n'est pas du tout ce qui intéresse l'entreprise, c'est d'ailleurs pour cela qu'elle me laisse le valoriser. C'est, par contre, ce qui intéresse les chercheurs académiques. C'est pour cela que lorsque je fais de la recherche plus académique, quand elles me demandent des outils de gestion, je leur dit cela : je vous le fais en conseil et

pas en chercheur académique. Donc si tu veux, ce sont des montages qui sont un peu plus complexes que la moyenne parce qu'il m'arrive souvent d'enchaîner une recherche dite académique ou cognitive, donc CNRS, couplée, avec une partie complètement en rupture qui est du conseil. C'est donc une recherche couplée, mais coupée parce que ce sont deux contrats complètement différents tu as un contrat qui est passé avec le CNRS qui a des clauses de propriété, puis tu as une rupture, et dans certains cas, tu as un autre contrat purement à la journée, un contrat marchand, un contrat de conseil. Et puis, j'ai d'autres choses qui sont positionnées justement avec du travailleur indépendant, ce que j'appelle l'étude, où moi j'aide sur une petite partie, à la qualité scientifique du travail, que j'utilise en même temps pour remonter à de la production académique, et qui débouche pour l'entreprise sur de l'outillage. Et là, le dispositif qui est monté est un dispositif destiné à être mixte. Alors qu'ici, je suis obligé d'avoir deux dispositifs complètement distincts. (Extrait d'entretien d'un chercheur en Sciences de la Gestion)

2.2. Des demandes sociales aux contenus différenciés

Si le rapport qu'entretiennent les SHS à la demande sociale dépend d'éléments internes au champ scientifique et s'inscrit dans des systèmes d'interlocuteurs sociaux le plus souvent complexes et inégalement structurés, les demandes et attentes sociales, les contenus et enjeux qui les caractérisent, sont rarement univoques, et diffèrent grandement.

De ce point de vue, les demandes et attentes sociales sont traversées par deux grands types de tensions tenant

- au caractère plus ou moins directement opérationnel de la demande à laquelle le chercheur a affaire (§2.2.1)
- au caractère plus ou moins général ou singulier, contextualisé des connaissances attendues (mettant en jeu des savoirs à contenus plus ou moins généraux-abstraites ou spécifiques-contextualisés). (§2.2.2)

2.2.1. On peut en effet distinguer deux grandes façons de solliciter les compétences d'un chercheur face à un problème social.

On peut lui demander de contribuer à la formulation et à l'analyse du problème, à l'intelligence des questions qu'il pose, au repérage des enjeux ou des stratégies d'acteurs, et dans ce cas, la demande peut être qualifiée de «cognitive» en ce qu'elle porte sur la production de savoirs, se rapprochant tendanciellement du modèle classique de la recherche scientifique dont l'objectif est de produire les schémas d'explication et d'interprétation théoriques susceptibles de rendre intelligible une situation ou un problème.

On pourrait citer plusieurs exemples de ce type de demande sociale

- une recherche conduite à la fois pour le Ministère de l'Environnement et pour un Parc régional sur les stratégies des acteurs face aux questions d'aménagement d'une zone naturelle, recherche s'inscrivant plus largement dans le cadre des travaux menés par le laboratoire sur la problématique environnementale et le rapport durable de l'homme aux ressources naturelles, et dont le Ministère et le Parc tireront chacun pour leur part des enseignements plus ou moins généraux en matière de compréhension et diagnostic d'une situation
- une recherche menée en réponse à la demande d'une branche d'activités sur la place des NTIC dans les stratégies de concurrence propres à un secteur, qui pourra être utilisée par les entreprises du secteur pour mettre en place des systèmes d'information

et de veille économique, et exigeant une connaissance du domaine de l'Intelligence Économique.

A l'opposé, et pour schématiser, le chercheur peut se voir demandé de trouver une solution à un problème posé, formuler des propositions de résolution, des scénarii d'action, jusqu'à se voir proposé de le résoudre ou de participer directement à la mise en place de solutions. La demande sociale est dans ce cas caractérisée par un contenu de type proprement « opérationnel » sollicitant le chercheur sur le modèle de l'expert-ingénieur social capable de traduire et de mettre en œuvre ses savoirs et compétences dans l'action, technique, institutionnelle, voire politique.

De nombreux exemples nous montrent comment cette catégorie de l'opérationnel se décompose selon le type de rapport que l'activité de recherche entretient à la décision et/ou à l'opérationnalité des savoirs produits :

- demande de résolution de problème ayant trait à la modification de situations et de façons d'agir, exigeant du chercheur, comme dans le cas évoqué ci-dessous, de prendre ses distances par rapport à une posture exclusivement critique, et de se rapprocher des préoccupations des praticiens de terrain (on notera, à travers cet exemple, comment la relation à la demande sociale peut participer de la transformation des contextes scientifiques comme nous l'avons évoqué précédemment) □

« Il y a quand même une tendance d'une manière générale et ce n'est pas propre aux pays du sud, de dire que les gens des sciences sociales causent beaucoup par rapport au modèle des sciences dures, ils causent beaucoup et on ne comprend pas ce qu'ils racontent et ils ne donnent jamais de solutions, de recommandations, ils ne font que des analyses, ils ont toujours une position critique sur un certain nombre de problèmes et donc on ne les comprend pas. Donc, il y a eu pendant longtemps et il reste encore d'ailleurs, une certaine tendance à dire, oui mais les sciences sociales vous ne servez à rien. Cela ne se dit plus, cela s'est dit, ce n'est plus politiquement correct. Cela dit, je pense que d'une manière générale, il convenait sûrement un peu pour les sciences sociales et l'anthropologie et la sociologie en particulier de balayer un peu devant leur porte. C'est-à-dire, que lorsque l'on travaille sur les pays du sud, il y a quand même, comme je le disais tout à l'heure, la réalité qui vous saute aux yeux. On connaît les mauvais indicateurs économiques de santé des pays du sud et se situer toujours résolument un peu comme dans une position critique vis-à-vis de ce que font les autres, ce n'était pas fait pour arranger les relations. Dans le domaine de la santé, à un moment donné dans les années 70, il y a eu une réflexion générale qu'avec une offre de santé telle qu'elle est structurée sur le modèle grosso modo des systèmes de santé du nord avec une offre de santé dans les hôpitaux, les structures de soin etc, on va droit à l'échec. Et il fallait prendre plus en compte le contexte de vie des gens, il y a sans doute des raisons, que l'on appelait à l'époque culturelles, sociologiques qui entre autres font que les gens sont en mauvaise santé, pour être très caricatural. Et, il faut dire aussi, dans ces années 70, on envoyait des médecins, des techniciens, il y a des solutions relativement simples pour un certain nombre de pathologies bien connues et qui ne marchent pas. Alors, les gens des sciences médicales se sont dit, peut-être que si cela ne marche pas c'est qu'il doit y avoir de la culture derrière. Et s'il y a de la culture derrière explicative de choses qui ne marchent pas on va appeler les spécialistes de la culture que sont les anthropologues et là, au début, cela c'est assez mal passé, les relations entre les anthropologues et les spécialistes des sciences médicales. D'une part les anthropologues ne s'intéressaient qu'aux représentations culturelles de la maladie, aux conceptions populaires de la maladie, en disant aux médecins, aux représentants des disciplines médicales, vous arrivez avec vos modèles fondés sur un savoir scientifique occidental et sur une pratique occidentale et toutes les catégories à partir desquelles vous fonctionnez ne correspondent pas du tout aux catégories locales. Cela semble évident

maintenant mais dans les années 70-80, c'était moins évident. Et donc, les anthropologues ont commencé à faire beaucoup de travaux sur les conceptions populaires, sur les langues, sur les catégories populaires, sur les étiologies populaires de la maladie qui ne correspondaient pas du tout. Alors les médecins ont vu cela et ont dit, nous nous faisons appel à vous pour que vous nous aidiez et vous êtes en train de nous expliquer que tout notre modèle médical occidental n'est pas adaptable parce que les populations ne réagissent pas comme nous, en gros. Vous avez une attitude critique Et donc, comment pouvons-nous faire...» (Extrait d'entretien d'un anthropologue travaillant sur les pays en développement)

- dans le cadre d'une recherche menée pour une grande entreprise sur les transformations des métiers de la documentation liées aux technologies de l'information et de la communication, produire des méthodes, des outils de gestion et de grilles d'analyse de postes devant aider l'entreprise dans son diagnostic et ses actions de restructuration et qualification des postes ou encore produire des instruments d'observations et des données sur le parcours formation-emploi sur la base desquels les grands opérateurs de la relation emploi-formation définiront des politiques publiques
- concevoir, voire monter un dispositif de veille économique pour une entreprise
- mener une recherche appliquée visant à la production de technologies liées au handicap à partir de l'énoncé d'un problème technique-pratique, donnant lieu après création d'un prototype à la mise en place d'une start-up ayant vocation à diffuser et commercialiser le produit.

En outre, la catégorie de l'opérationnel contient pour les scientifiques deux grandes modalités de «passage à l'action», susceptibles de renvoyer à un changement de métier

- du côté de l'application et des usages, modes d'appropriation sociale des savoirs produits déterminer la «faisabilité d'un projet» aider les acteurs sociaux à s'approprier et à utiliser les instruments, outils d'analyse produits, ou encore comme dans l'exemple précédemment évoqué mettre en place des structures ad hoc qui externalisent la dimension opérationnelle (exemple de la start-up ayant vocation à diffuser, commercialiser une technologie)
- du côté de la décision, en allant par exemple jusqu'à s'impliquer, au-delà de la seule production de scénarii d'action, dans le processus décisionnel proprement dit.

Il faut cependant préciser que les demandes sociales de connaissances ne sont que rarement unilatérales et les polarités évoquées ci-dessus ne sont, dans les faits et le plus souvent, que tendanciennes. Ainsi, et mis à part les appels d'offre du type ACI du CNRS par exemple ou à l'inverse, les prestations d'ingénierie directe que peut solliciter une entreprise ou les laboratoires et organismes de recherche disposant d'une plate-professionnelle de services en la matière, rares sont les demandes purement «cognitives» ou exclusivement «opérationnelles». L'expérience la plus fréquente correspond plutôt à des situations intermédiaires et qui ne sont qu'en tendance plus ou moins orientées par tel ou tel pôle. En outre, s'agissant d'une même activité, un même produit de recherche peut parfaitement intégrer ces deux modalités du rapport savoir/action. Il faut enfin ajouter que les caractéristiques d'une demande ne préjugent évidemment pas nécessairement, ni entièrement de la réponse que peut y apporter le chercheur.

2.2.2. Un autre registre de tensions venant traverser le rapport à la demande sociale de connaissances tient au caractère plus ou moins singulier ou général, global ou local, général ou contextualisé des savoirs attendus et mobilisés par le chercheur pour y

répondre. Cette dimension qui renvoie aux enjeux épistémologiques du rapport à la demande sociale constitue un enjeu de débats aussi bien au sein des différentes disciplines, qu'entre disciplines dont les modèles de scientificité ne traitent pas tous de la même façon les relations entre singulier et général ou les questions de l'induction et de la déduction. Et elle constitue d'ailleurs souvent un des enjeux clés des relations chercheurs/acteurs, à travers les questions de « l'élargissement de l'approche » ou de la « remontée en généralité ».

Cette tension récurrente dans les entretiens peut se jouer dès l'amont du travail de recherche, lors de l'énoncé du problème à traiter, et exige la plupart du temps un travail de déconstruction-reconstruction de la demande sur des enjeux plus spécifiquement scientifiques (Cf. § 2.3)

Mais elle peut se jouer dans le cours même de la production de connaissances en tant que tel, comme dans le cas où le chercheur, affronté à des processus fortement localisés, peut rencontrer des difficultés à adosser son analyse sur la connaissance de processus sociaux plus généraux :

« Je pense, si tu veux, que c'est vraiment de la recherche contextualisée dans le sens où on prend en compte non seulement des questions du lieu mais aussi des processus et c'est ce qu'il faut arriver à voir, c'est que même si ces lieux sont quand même différents de l'un à l'autre apparemment distincts, il y a tout de même des processus sociaux qui sont, je dirais, à peu près les mêmes. Mais généralement ce que l'on rencontre ce sont les métiers, les façons de faire, les habitudes etc. de ce point de vue là, comme on démarre, on n'a pas suffisamment de temps, on n'a pas suffisamment de recul là dessus pour pouvoir justement repenser les choses dans ces termes là. »

Enquêteur : Tu veux dire qu'il n'y a pas le temps de la monter en généralité ?

Chercheur : Pour l'instant, non. On ne travaille comme cela que depuis deux ans. Il y a cela aussi c'est à dire qu'on n'a pas l'expérience scientifique, ou une histoire scientifique suffisamment solide qui permettrait de pouvoir sauter le pas. Je pense que l'on va pouvoir y arriver mais pour l'instant on a besoin d'encore accumuler les trucs, de constituer encore suffisamment de situations, de données qui vont nous permettre de marquer le pas pour pouvoir réfléchir là-dessus. Et du coup je pense qu'il y aura d'autres formes de valorisation que celle là, qui s'inscrivent dans le temps et qui s'inscrivent dans le prolongement, dans une succession et cela se construit. (Extrait d'entretien d'un chercheur en Sciences de l'Éducation).

Au-delà, on la retrouve dans la phase d'exploitation de résultats, notamment lorsque se pose pour le chercheur la question de valoriser son travail sur le plan académique :

« Je s'agissait une fois l'étude faite, dans une démarche plus inductive, de partir des résultats et de les confronter à un ensemble de matériels interprétatifs dont on pouvait disposer, et de les faire évoluer, d'essayer d'en tirer des conclusions quant aux schèmes interprétatifs sur lesquels on peut se fonder pour comprendre la construction de ces champs que sont la formation dans les entreprises ou la formation dans les régions. Ça veut dire partir du principe que c'est dans l'interaction entre l'induction et l'hypothético-déductif que se construisent les positionnements de notre équipe. » (Extrait d'entretien d'un chercheur en Économie).

Dans cette optique, si la demande sociale n'est jamais univoque ou unidimensionnelle (les commandes sociales de recherche pouvant inclure et une demande portant sur des savoirs généraux, états des lieux du champ, du thème par exemple, et une demande à contenu

spécifique portant sur une situation singulière, micro), des demandes tendant plutôt vers la production de savoirs de types généraux et décontextualisés s'opposent néanmoins tendanciellement sur ce registre à d'autres plus orientées vers la production de connaissances fortement liées aux caractéristiques singulières d'une situation particulière.

En outre, dans la pratique, le scientifique est évidemment amené à articuler de manière plus ou moins forte et explicite ces deux registres d'analyse et d'intelligence du réel (contenu cognitif / contenu opérationnel de la demande □ savoirs spécifiques-contextualisés / savoirs généraux-abstraites), à travers des stratégies plus ou moins formalisées.

Il peut en effet et selon les cas de figure □

- ne répondre qu'à des demandes d'ordre cognitif, pour lesquelles il s'agit de mobiliser et produire des savoirs abstraits □ sans finalité opérationnelle
- décider d'exploiter les contenus de savoirs les plus contextualisés à titre de matériau d'enquête dans des travaux de recherche de portée plus générale □
- refuser les demandes de type proprement opérationnel qui l'engageraient peu ou prou dans des formes de passage à l'action (du côté de l'application et des usages et/ou du côté de la décision, Cf. supra) □
- à l'inverse accepter de répondre à des demandes à fort contenus empiriques, spécifiques et à fort contenu opérationnel exigeant du chercheur soit de prendre part au processus décisionnel, soit par exemple de participer à la mise en place de dispositifs visant à aider les acteurs sociaux à s'approprier et utiliser les connaissances produites □ dans ce cas de figure, le scientifique peut soit scinder clairement les registres d'activités les plus opérationnels en mettant par exemple en place des montages contractuels spécifiques (Cf. extrait d'entretien d'un chercheur en Sciences de Gestion cité supra) □ ou encore intégrer les savoirs produits sur et à l'occasion de l'intervention sociale du chercheur comme phase du processus de production des connaissances, en tant qu'éléments de connaissance réflexifs sur les modes de suivi et d'accompagnement, □ comme l'indique l'extrait suivant □

« Du point de vue de la recherche académique c'est la partie cachée qui n'est jamais dite. C'est comme tout le temps passé à la négociation, au travail d'approche, des préparations de terrain, des choses comme celles-là, et cela n'apparaît généralement pas dans les résultats. Alors qu'en fait, il y a là-dessus des résultats, sur les modes d'intervention, sur les modes de suivi, sur les modes d'accompagnement et on dispose de peu de connaissances. En fait, on suppose que ce sont des pratiques sociales assez banales alors qu'en fait cela n'a rien de banal et on n'est pas nécessairement outillé pour pouvoir savoir comment s'y prendre, comment faire et il me semble que l'on a à faire tout un travail, toute une réflexion à conduire sur l'intervention. C'est pour cela que tout à l'heure je disais, il y a deux aspects, c'est la production de connaissances, on produit des concepts, des corps d'hypothèses mais aussi sur les connaissances que l'on produit sur l'intervention elle-même et ce n'est pas un objet noble, un objet qui va de soi, cela ne fait pas partie des choses dont on parle quand on parle recherche. □ (Extrait d'entretien d'un chercheur en Sciences de l'Éducation).

2.3. Les modes de finalisation sociale de la recherche

Le type de relations que le chercheur entretient à la demande, les formes et enjeux des interactions recherche-société qui se jouent dans le rapport à la demande de recherche, définissent des modes de finalisation de la recherche spécifiques donnant une part plus ou moins restrictive à l'intervention des acteurs sociaux dans le processus de recherche.

Dans le même ordre d'idée, il existe une manière très restrictive d'envisager le rapport à la commande de recherche, comme une demande «*à mont*», dans laquelle la mise en problème, la problématique, voire certaines composantes non moins essentielles du processus de production des connaissances «*échappent*» au chercheur (Cf. le thème du pilotage de la recherche par la demande sociale).

Les entretiens recueillis nous permettent a contrario de mettre en avant deux grands constats :

- D'une part, si certaines formes de recherche obéissent effectivement à un mode de finalisation de la recherche de type commande, le modèle «*pur*» de la commande de recherche, restrictif, est très marginal : le plus souvent et presque systématiquement, la demande-commande de recherche fait l'objet d'un re-travail de déconstruction critique - reconstruction sur des enjeux scientifiques, et dans certains cas même la demande sociale de recherche est «*créée*», anticipée par le chercheur ; en outre, le rapport de commande peut s'inscrire dans des formes de «*malentendu consenti*», laissant au chercheur une marge de manoeuvre pour une exploitation collatérale des données, du matériau, des résultats de la recherche sur des enjeux plus spécifiquement scientifiques et/ou académiques que sociaux ;
- D'autre part, la commande sociale de recherche ne reflète que de manière partielle et déformée les besoins sociaux de connaissances et la façon pour le chercheur d'être en relation avec cette demande ; différentes formes de coopération entre chercheur et acteurs organisent des interactions de recherche de type coopératif autour de différentes phases et composantes de la recherche débordant largement le seul rapport de commande.

2.3.1. La commande sociale de recherche

• Acteurs et formes de la commande

La relation de commande met en relation le scientifique avec une catégorie d'acteurs sociaux, les «*commanditaires*» c'est-à-dire les acteurs sociaux capables de solliciter et de mobiliser le potentiel de recherche en relation avec leurs préoccupations.

En dehors de quelques cas limites, l'expérience montre que les contrats de recherche correspondent à des montages impliquant plusieurs partenaires, dont on peut citer quelques cas de figure :

- CNRS / Ministère du Travail / Fédération syndicale des salariés d'un secteur
- Ministère de l'Éducation / Syndicat de l'enseignement professionnel / Établissement scolaire
- Communauté Européenne / Branche(s) professionnelle(s) / Grande(s) entreprise(s)
- Ministère de la Santé / Conseil Régional / Commune
- Éditeur / Entreprise locale.

Nous avons vu dans la partie 2.1. comment ces partenariats formaient des systèmes de mobilisation sociale de la recherche complexes et d'une grande diversité, déterminants dans la possibilité même et la configuration d'un rapport à la demande sociale de recherche. On pourrait d'ailleurs multiplier les exemples de co-commande ou de commande en cascade.

Globalement le type de rapport à la demande sociale de recherche que l'on désigne sous le vocable de «commande» renvoie à deux grandes formes juridico-institutionnelles

1. **l'appel d'offre**, qui renvoie tendanciellement aux grands commanditaires de recherche publique nationaux, internationaux, renvoyant à un schéma de relation des scientifiques à destination des commanditaires de type «réponse»
2. **le contrat de gré à gré**, que l'on retrouve beaucoup plus du côté du privé, des acteurs économiques, voire des acteurs locaux.

La «convention» ou la «mission» occupent une place intermédiaire en ce qu'elles renvoient à des formes de partenariats de plus long terme (exemple de convention passée entre un laboratoire d'Archéologie et une collectivité territoriale pour la mise en place d'activités de diffusion scientifique s'inscrivant plus largement dans le volet politique culturelle de la collectivité) et/ou structurelles (par exemple organisme de recherche dont les missions sont structurées dans le cadre d'un partenariat avec les grands opérateurs du champ de l'emploi-formation).

- **Les enjeux de la recherche sur commande**

Si la recherche sur commande peut être décrite comme une activité résultant d'une négociation avec un ou des commanditaire(s), les formes juridico-institutionnelles que cette relation peut prendre ne sont que partiellement éclairantes sur ce qu'il s'y joue (sans compter les cas dans lesquels le chercheur «s'auto-commande» ou travaille sur des sujets délaissés par la demande sociale). Le rapport à la commande pose en effet deux grandes questions-enjeux relatives à la capacité d'orientation de la recherche de la demande sociale (à travers la place plus ou moins croissante que ce type de financement de la recherche est amené à jouer de façon structurelle⁹ et les clauses plus ou moins contraignantes que la commande de recherche induit sur les différentes composantes de l'activité de recherche : choix des thèmes, problématiques, contenu et nature des prestations attendues...), et relative au degré de maîtrise dont le chercheur dispose sur les connaissances qu'il produit et à l'usage qu'en ont les commanditaires.

Dans cette optique, on se demandera en premier lieu : Quel rapport le chercheur entretient-il à la demande en tant que telle ? A-t-on affaire à un simple rapport de pilotage, de réponse ou à une relation plus complexe de traduction, (re)formulation, voire d'anticipation, qui in-forme la demande sociale même ?

Force est de constater et confirmer l'indigence d'une représentation du rapport à la commande de recherche sous le seul modèle de la «réponse» par rapport à la complexité des relations chercheur / demande-commande qui nous montre combien le travail du chercheur est **constitutif** de la formulation et de la formation de la demande.

⁹ Il aurait sans doute fallu étudier précisément la part que celle-ci occupe dans les budgets des laboratoires et organismes enquêtés. Cependant le matériau de notre enquête ne nous permet pas d'avancer de données tangibles sur le sujet.

Ainsi, et en premier lieu, la demande sociale exige le plus souvent du chercheur **une déconstruction critique** mettant à jour les conditions de possibilité de sa formulation, quitte à parfois ne pas répondre à la demande formulée, comme c'est le cas dans l'extrait d'entretien qui suit

«*Il y a toujours une ré-élaboration éventuellement consistant à dire votre question, on ne peut pas la traiter parce que ce n'est pas comme ça que se pose le problème. Je me souviens très bien, par exemple, d'un conseiller du Premier Ministre, nous demandant, en adepte des solutions simples, de faire sur une ou deux pages la prospective des qualifications par secteur pour après-demain. Donc là, on avait passé du temps à le convaincre que ce n'était surtout pas ça qu'il fallait faire, que cela n'avait strictement aucun intérêt dans le contexte de l'époque. Peut-être que dans les années 60, et au début des années 70, dans un contexte de croissance forte et assez prévisible, on pouvait faire ce genre de choses, mais dans le contexte de la fin des années 80, du début des années 90, si on voulait planter les acteurs sociaux, on faisait ce genre de choses, on allait reconstruire un mythe du chiffre, etc. On avait fait une déconstruction de sa demande. J'ai passé une partie de la séance à lui expliquer que ce n'était pas évaluable, qu'on ne pouvait pas répondre à cette question, sauf à disposer d'instruments de connaissance que l'on n'a pas, qui serait un modèle structurel de l'économie régionale permettant de faire des bouclages entre, non seulement, les décisions prises dans le cadre du Contrat de Plan, mais les décisions prises par l'ensemble des acteurs publics pour pouvoir identifier la part qui revient intrinsèquement au Contrat de Plan État – Région, compte tenu de ce que font par ailleurs l'État et la Région en dehors du Contrat de Plan, et compte tenu de ce que font l'ensemble des acteurs privés qui interagissent pour construire l'emploi. Ça, ce n'est pas évaluable pour moi. L'impact du Contrat de Plan sur l'emploi en région, ce n'est pas évaluable. C'est ce que je lui ai dit, après il fait ce qu'il veut. Ils ont mis en place une démarche et ils ne s'en sortent pas. Cela n'aboutit pas, cela n'avance pas. Ils ont pris un consultant qui ne s'en sort pas. Cela ne fait que construire la frustration. En bout de course, tout le monde est mécontent, le consultant en prend plein la gueule, les élus sont déçus, ils n'ont pas la réponse. Mais il faut savoir expliquer aussi qu'il y a des questions auxquelles on ne peut pas répondre.*» (Extrait d'entretien d'un chercheur en Économie)

Cas extrême ici de «*non-réponse*», du moins dans les termes escomptés par le demandeur, la demande sociale de recherche amène le scientifique à opérer **un travail critique de déconstruction-reconstruction, visant à un «déplacement de problématique», une transformation des termes mêmes et enjeux qu'elle désigne et qui reposent le plus souvent sur des savoirs spontanés, d'expérience, des représentations sociales et/ou une définition des enjeux, un point de vue partiels, voire partiaux**

«*À mon avis le plus important pour moi dans la valorisation c'est que j'ai un objectif très concrétisable aussi bien dans les démarches de diffusion que dans les démarches d'intervention, c'est que la diffusion des connaissances ou la mobilisation des connaissances que je peux produire, les deux postures visent à quelque chose y compris le partage de nos interrogations par rapport à ce phénomène là, visent à une chose très concrète, c'est faire déplacer les problématiques. Si j'avais à donner une définition sur ce que j'entends par valorisation et la contribution que personnellement je pense ou je vise à partir de mes pratiques de valorisation, c'est le déplacement des problématiques des gens qui me sollicitent. C'est ce que j'ai voulu faire par exemple avec le travail que je faisais sur les drogues. La consommation d'une substance à risque ne se limite pas à une prise de risque qui repose sur une évaluation de quelque chose d'extérieur. Pour le sujet qui le prend c'est une conduite qui renvoie à un mode d'expression qui renvoie à un mode de sociabilisation. Donc, ce sont «*les personnes problématiques*» puisque nous, nous raisonnons en terme de prise de*

risque, et que le sujet ou le groupe social qui s'y adonne ne se met pas forcément dans cette logique là. Voilà quelque chose autour du déplacement. L'autre aspect qui me paraît très important autour du déplacement, c'est de montrer que les conduites à risques sont des domaines de conduites qui ne peuvent pas à être analysés si on raisonne sticto sensu en termes de santé. Cela renvoie à des modes de vie beaucoup plus globaux et donc à des déplacements des problématiques, ici pour moi, concrétisables, et concrétisables comment? C'est à dire qu'une politique sanitaire passe par l'intervention sur des déterminants non sanitaires. Voilà ce que j'entends par déplacement des problématiques. (Extrait d'entretien d'un psychologue, enseignant-chercheur)

Autre exemple? extrait d'un entretien auprès d'un enseignant-chercheur en Sciences Politiques dans lequel il s'agit de construire un objet scientifique par rapport à une demande militante?

Chercheur? Par exemple, la principale préoccupation de l'association commanditaire, c'était de savoir comment les élues vivaient leur première expérience politique, et en particulier, si elles avaient été victimes de discrimination, si elles avaient eu les choix qu'elles avaient fait en matière de délégation, de responsabilité, c'était de saisir comment s'était faite leur entrée dans une machine largement dominée par les hommes. Donc c'était un volant très lié aux problématiques de l'association, qui a une problématique plutôt féministe, de soutien aux femmes. Moi, j'étais sur une entrée plutôt pour comprendre les trajectoires politiques. Ce que j'essayais de leur dire, c'était que la femme, ce n'est pas un objet en soi, en tout cas pas pour moi, et donc c'était les trajectoires qui m'intéressaient, de voir comment de nouveaux profils politiques se constituaient, par quels biais ils étaient arrivés, saisir le degré d'inscription territoriale, d'inscription dans des réseaux. Donc à la limite, on aurait pu faire la même chose pour l'autre sexe.

Enquêteur? Cela ne portait toutefois que sur les femmes?

Chercheur: Oui, je n'ai pas réussi à faire admettre de le faire pour les deux sexes. J'ai accepté quand même là-dessus. Ils l'ont regretté. Ils ont compris après. Je crois qu'il y avait simplement un déficit de connaissance de ce qu'on peut tirer d'une enquête. Ils ont été très surpris du résultat, ils ne s'attendaient pas à la production d'un travail universitaire, donc je crois qu'ils ont après coup compris quels enjeux il pouvait y avoir à poser les questions autrement, et en élargissant. Donc là, ils nous ont fait une deuxième commande dans laquelle on aura un champ beaucoup libre. (Extrait d'entretien d'un enseignant-chercheur en Sciences Politiques)

De fait, ce rapport à la demande peut inclure des détours périphériques au processus de production des connaissances se rapprochant d'activités de conseil et/ou formation et visant à donner aux acteurs une «**Maîtrise des coordonnées du problème**», permettant d'aboutir à un **co-construction de la demande, du problème**

«**On a toujours défendu cette idée** on veut bien faire de l'évaluation, mais sachez qu'éventuellement cela va nous demander un détour pour maîtriser les coordonnées du problème que vous nous posez quant à l'efficacité de tel type de dispositif de formation. C'est sur ce genre de choses que nous sommes souvent sollicités. (Extrait d'entretien d'un chercheur en Économie)

Le modèle linéaire de la commande de recherche repose enfin sur le présupposé d'une demande explicite et d'un besoin clairement identifié par les acteurs sociaux eux-mêmes. Or de nombreuses situations de recherche obéissent à un schéma inverse dans lequel c'est le chercheur qui explicite la demande sociale, voire la «**traque**» ou la «**créel**» en allant au

devant d'elle, jusqu'à l'anticiper à travers **un véritable travail de prospection-anticipation des besoins sociaux de connaissance** comme le montrent les deux exemples qui suivent☐

" Le Ministère de l'industrie nous avait dit, on a des problèmes de standardisation dans le domaine des réseaux informatiques. On voudrait que vous nous fassiez une espèce de petit calcul à la louche pour nous dire, si on standardise, combien on gagne. En fait on leur a dit, votre question n'est pas pertinente de cette manière-là. Nous, on ne veut pas faire cela parce que ce n'est pas une démarche statistique. Mais par contre on va vous montrer comment la standardisation dans ce domaine-là transforme la logique économique sur le marché de l'industrie informatique et en particulier crée un marché des réseaux qui n'existe pas aujourd'hui. Et c'est assez amusant parce qu'ils ont dit OK, ils nous ont donné un assez bon contrat d'ailleurs parce que c'était aussi assorti de tas de travaux empiriques qui nécessitaient beaucoup d'investigations. Mais ces calculs à la louche, on ne les a pas faits. Et eux avaient besoin pour des raisons politiques de ces calculs à la louche. Ils les ont demandés à une boîte de conseils qui a fait cela sans aucun scrupule et ce qui est assez amusant, c'est que les deux leur ont servi mais le rapport qui a été durable et dont on a parlé pendant des années, c'était le nôtre, alors que celui du calcul à la louche, cela a servi dans une discussion où ils allaient faire passer un certain nombre de décisions. Cela a eu du poids mais très vite il a été oublié. Alors que le nôtre a continué à être cité pendant des années. Donc, il y a eu véritablement tout un bouclage entre la demande et puis transformation de la question et puis retour d'une proposition de recherche différente." (Extrait d'entretien d'un chercheur en Économie)

" Sur l'Assemblée Nationale, c'est nous qui les avons sollicités. On leur a dit, je pense que cela pourrait vous intéresser. On a eu deux ans pour leur expliquer que cela pourrait les intéresser et après ils ont encore réfléchi pendant une année. Cela a mis très longtemps à sortir, c'est vraiment une démarche induite par moi. C'est parce que l'on savait que l'on pouvait maîtriser la technologie, que l'on est allé les voir en disant regardez, il y a quelque chose à l'INSEE, au Ministère des Finances et vous, vous n'avez rien. Et on s'est appuyé là-dessus, sur le sentiment qu'il y avait un rattrapage dans les outils technologiques du législatif par rapport à l'exécutif qui se sentait un peu démuné quand le Ministère des Finances disait c'est beaucoup trop cher etc. Ils n'avaient aucun moyen d'expertise. Je leur ai dit, écoutez, nous on vous propose quelque chose qui va renforcer votre capacité d'expertise vis-à-vis du pouvoir exécutif en particulier au moment de la loi des Finances. C'est cela qui a été moteur. Mais on a mis pas mal de temps pour leur expliquer. On leur a envoyé un rapport en disant à quoi cela peut servir." (Extrait d'entretien d'un chercheur en Économie)

Si les relations chercheur-commanditaires sont donc rarement unilatérales et donnent lieu à des échanges complexes qui in-forment la demande sociale, elles placent également le chercheur dans une situation de négociation dans laquelle il peut «**trouver**» sur et avec les demandes qui lui sont adressées, l'autorisant à des exploitations secondaires, collatérales des connaissances produites, des données, du matériau, voire du réseau d'interlocuteurs sociaux qui le sollicitent, et peuvent reposer sur une sorte de «**malentendu consenti**» entre les différents partenaires☐

Enquêteur☐ Est-ce que dans cette figure de l'expertise que vous évoquez, il n'y a pas de travail de reformulation de la demande☐

Chercheur☐ Il y a plusieurs choses dans l'expertise. D'une part, il y a la réponse aux appels d'offre des Ministères. On sait très bien tous que si on répond aux appels d'offre des Ministères, c'est pour avoir de l'argent☐ C'est pour pouvoir financer un doctorant, etc. Il n'y a aucun souci d'expertise. De la part des Ministères, c'est une demande, ils s'adressent aux chercheurs. Qu'est-ce qu'ils attendent☐ Là par exemple, on a une recherche en cours pour le

Ministère du Travail sur la présence des demandeurs d'asile dans les dispositifs d'accueil d'urgence. C'est évident que si un Ministère adresse à des chercheurs une demande pour faire une enquête là-dessus, il en attend de savoir combien il y a de tchéchènes, où ils sont, etc. Ce n'est pas le Ministère de la Recherche, c'est le Ministère du Travail, des Affaires sociales, de la Justice, de la Défense. Donc cela relève quand même d'une polarité expertise. Après ce qu'ils en font, c'est une autre histoire. Et là, c'est un malentendu consenti. C'est clair que le laboratoire qui va répondre à ça, c'est pour maintenir un doctorant qui est en bout d'allocation pour finir sa Thèse. Si la recherche n'était financée que par le Ministère de la Recherche, ce serait très bien. Mais il se trouve que le Ministère de la Recherche ne suffit pas pour l'alimenter. Donc les gens cherchent les financements dans les autres Ministères.

Enquêteur ☐ *Mais outre cet aspect alimentaire, est-ce que tu n'y joues pas des activités de recherche là-dedans ?*

Chercheur ☐ *Bien sûr. C'est pour ça que je dis que c'est un malentendu total. Ce n'est pas uniquement pour faire vivre les doctorants, mais c'est vrai qu'en Sciences sociales, sauf pour les trucs quantitatifs lourds mais nous, ce n'est pas souvent le cas, on a besoin de moins d'argent que les gens qui ont des instrumentations. Quand tu as une équipe de chercheurs salariés plein temps avec les budgets de laboratoire, tu peux faire des recherches. Donc dans les réponses aux appels d'offre, ils font des recherches. Très souvent les articles qui sont publiés dans les revues scientifiques sont des trucs qui sont tirés de réponse à des appels d'offre. En général, ce sont de très bonnes recherches. Disons que si on pouvait les faire sans passer par la réponse, on les ferait. Passer par la réponse à l'appel d'offre, c'est quoi ? C'est trouver des moyens supplémentaires de la faire. À partir de ça, c'est clair qu'il y a une espèce de négociation ou de je ne sais pas trop quoi entre le commanditaire et le chercheur. Pour ceux qui ont assisté aux réunions qu'organisent les Ministères avec les équipes qu'ils ont commanditées, tu vois que c'est toujours un peu tendu, souvent d'ailleurs, entre les chercheurs et les commanditaires. Il n'y a pas les mêmes attentes. Donc on voit bien qu'on est dans une situation où il y a quand même des compromis. (Extrait d'entretien d'un chercheur en Anthropologie)*

De fait, les activités de recherche sur commande constituent à différents titres des moyens pour le scientifique d'avoir accès à des données, de trouver des terrains de thèse pour les doctorants, de répondre dans certains cas à des demandes sociales de recherche qui n'auraient pas été solvables autrement (par exemple, répondre aux demandes d'acteurs sociaux, de professionnels, de militants par l'intermédiaire d'une recherche menée en réponse à un appel d'offre du Ministère du Travail), ou encore d'exploiter scientifiquement et académiquement les connaissances produites (valorisation académique).

Dans le même ordre d'idées, le commanditaire peut ne pas être l'utilisateur-destinataire exclusif des connaissances produites, celles-ci pouvant donner lieu de la part du chercheur à des formes de mise à disposition des connaissances à destination d'autres catégories d'acteurs sociaux, voire dans certains cas complexes de boucle sur la demande de recherche, à des démarches spécifiques auprès d'autres acteurs afin de les inciter et de leur apprendre à utiliser les connaissances produites - cas de figure où l'offre précède et crée la demande pour ☐

« ☐. pénétrer le corps social et institutionnel et devenir quelque chose qui entre comme outil de réflexion et progressivement d'aide à la décision » (Extrait d'un entretien auprès du Directeur d'un organisme de mission).

Il en résulte que l'activité de réponse à la commande ne constitue elle-même, et dans la plupart des cas rencontrés (ce qui constitue d'ailleurs une position de principe sur laquelle

s'accorde la plupart des scientifiques interviewés), qu'un aspect, un moment de l'interaction de recherche, et qu'au-delà de la relation aux commanditaires, le déroulement de la recherche elle-même conduit en règle générale à tisser toute une série de relations, inscrites sur les différents registres de production des connaissances et/ou de mise à disposition, avec diverses catégories de décideurs et d'acteurs individuels ou collectifs, d'institutions ou de «communautés de base», sans lesquels la recherche serait irréalisable et avec lesquels le chercheur peut alors être amené à passer des contrats plus ou moins tacites ou formels pouvant inclure des clauses plus ou moins explicites de restitution, d'intéressement aux résultats, voire de collaboration à telle ou telle partie de la recherche.

2.3.2. Les coopérations de recherche

Au-delà, le modèle de la «commande» ne rend compte que de manière très partielle des formes de coopération chercheurs / acteurs sociaux au travers desquels se jouent tout une part des activités de valorisation de la recherche dans nos disciplines..

Ces formes de coopération peuvent tout d'abord concerner les différentes composantes et étapes du travail de recherche

- La coopération sous-tendue par un enjeu d'accès aux données, au matériau d'enquête, de recherche, constitue pour ainsi dire un premier degré des relations d'échange que le chercheur peut tisser avec ses interlocuteurs, qu'ils soient commanditaires, partenaires, acteurs du champ ou simples enquêtés.
- Dans d'autres cas de figure, cette coopération peut intervenir sur des aspects plus méthodologiques du travail de recherche pour une recherche menée en co-gestion avec les syndicats sur la participation et les droits d'expression des salariés, intégrer certaines considérations des dirigeants syndicaux par rapport au choix des terrains d'enquête voire, dans le cadre de recherches en Histoire sur le travail social, construire des méthodes de recherche sur le travail social en collaboration avec d'anciens travailleurs sociaux parties prenantes dans la réalisation de l'enquête de terrain (construire une méthodologie spécifique pour recueillir la parole et les témoignages des travailleurs sociaux en collaboration avec les professionnels et qui permette, du même coup pour le chercheur un accès aux données).
- La coopération dans un but de confrontation-validation, soit en amont du processus de recherche (il s'agit alors en quelque sorte de tester une problématique qui peut être très théorique aux considérations des acteurs sociaux), soit en cours de travail de recherche l'occasion de restitutions en continu de l'avancée de la recherche pouvant aller dans certains cas, jusqu'à des formes de coopération-coproduction dans l'exemple mentionné précédemment, le groupe de recherche en Histoire du travail social est composé de scientifiques et de travailleurs sociaux-historiens.
- La coopération dans l'élaboration amont d'un projet de recherche ou d'une réponse dans le cadre de recherches en Linguistique sur le handicap, menées à la demande de professionnels de la santé, c'est un travail d'élaboration conjointe très poussé du processus de recherche, allant de l'énoncé du problème et de ses dimensions pratiques, de la définition des objectifs (cahier des charges) à celle des phases de validation des résultats (prototypes avant lancement du produit final), qui a permis le passage d'une «demande sociale» à une commande

Chercheur ☐ *On a été saisi il y a trois ans pour une demande de réflexion de la part de médecins et d'orthophonistes sur la question de l'aide à la communication. En général, et en particulier, le problème qui nous était posé à ce moment là était celui de personnes atteintes d'une pathologie particulière, pour lesquels les patients très rapidement se retrouvent complètement paralysés, donc ils ne peuvent plus parler, pas plus qu'ils ne peuvent utiliser leurs membres. Cependant cette pathologie a aussi la particularité de réserver des capacités cognitives, c'est-à-dire que ce sont des personnes qui ont gardé toutes leurs capacités intellectuelles.*

Enquêteur ☐ *C'est moteur* ☐

Chercheur ☐ *C'est complètement moteur dans ce cas-là. Cela pose toute une série de questions qui sont des questions tout à fait fondamentales, d'abord qui consistent à analyser ce qu'est la communication, quels sont les objectifs etc... Donc, du travail de recherche sur les aspects cognitifs et sociaux de la communication puis un travail technique sur les médias de communication qui peuvent être utilisés aussi bien en terme de production que de perception et donc, ce que l'on a fait à ce moment-là, il y a trois ans, on a créé un groupe de travail avec des orthophonistes, des médecins, des associations d'handicapés, des informaticiens, des linguistes, des psychologues etc. Avec ce groupe de travail on a fait un état de la question et puis en fonction des objectifs et des attentes à la fois des handicapés et des personnes engagées dans l'accompagnement et la rééducation de ces personnes-là, on a été amené à élaborer un premier cahier des charges et ensuite très rapidement des produits prototypes et finalement une véritable plate-forme qui a nécessité trois ans de travail avec les contributions très importantes du Ministère de la Recherche via une action incitative qui s'appelait programme Cognitique à l'époque, qui était le programme de Sciences cognitives, en tout cas, application des Sciences cognitives qui fait partie de ces ACI. (Extrait d'entretien d'un chercheur en Linguistique).*

Ces formes de coopération sont en outre sous-tendues par des enjeux distincts ☐ Pour le chercheur. Une première série d'enjeux renvoie globalement à la question du partage et des relations entre savoirs «☐sociaux☐» et savoirs «☐savants☐» et à celle de la transformation du rapport cognitif et social que le chercheur entretient à l'acteur social dans l'activité de production des connaissances. À cet égard, les coopérations de recherche peuvent être plus ou moins «☐poussées☐» ☐

- de l'inclusion, prise en compte, objectivation, du rapport chercheur-acteur, par exemple, dans le cadre d'une recherche action menée avec les syndicats de transports publics sur la question du racisme ☐

«☐'est quelque chose qui se différencie des autres recherches dans la mesure où cela a une visée de transformation sociale et dans la mesure où c'est basé sur le principe d'une collaboration entre les acteurs. C'est là que c'est complètement différent avec l'expertise puisque cela veut dire que le rapport entre le chercheur et le partenaire fait partie de l'objet, et que le réglage de l'interaction entre le chercheur et les gens avec lesquels il collabore fait partie de la méthodologie, ce qui n'est pas du tout le cas lorsque tu es conseiller du prince où les choses sont supposées être transparentes. Là, la question, c'est justement de ne pas avoir l'illusion de cette transparence c'est-à-dire, par exemple, de ne pas avoir l'illusion de la symétrie du rapport. Tu n'es pas dans un rapport symétrique parce qu'en gros, tu as plus de pouvoir quand tu es chercheur dans ce genre de chose. Donc ne pas avoir l'illusion de la symétrie du rapport, ne pas avoir le principe de la rectification des idées erronées de ces malheureux ordinary people ☐» (Extrait d'entretien d'un chercheur en Anthropologie)

- à la contribution directe des acteurs sociaux à la formulation d'un problème social, voire à la construction de l'objet de recherche, par exemple dans le cadre d'une recherche menée en coopération avec des syndicats sur les jeunes diplômés :

Enquêteur : *Sur le plan concret des méthodes de travail de recherche, une recherche menée « en coopération», est-ce que cela se différencie d'une recherche classique ?*

Chercheur : *Sur les méthodes, rien de très original. C'est la temporalité de la recherche. Il faut savoir prendre plus de temps, il faut savoir mêler les préoccupations, les questionnements des uns et des autres. Ce ne sont pas des questions de méthode au sens strict. Il faut savoir entendre les problématiques, la manière de poser les questions de nos interlocuteurs. C'est le problème que l'on retrouve dans des modalités plus classiques de relation, je pense notamment à l'expertise, où il y a ce travail de traduction. Il faut savoir prendre plus de temps parce qu'on ne le fait pas seul. La traduction, on ne la fait pas seul, on la fait avec les autres. C'est peut-être ça la différence.*

Enquêteur : *Autre type de condition que je vois apparaître, c'est à la fois des compétences fortes de chaque côté ?*

Chercheur : *Oui, des types différents de compétences, mais des compétences fortes.*

Enquêteur : *Des compétences de type académique ?*

Chercheur : *Oui.*

Enquêteur : *D'une certaine façon, dire co-élaboration, c'est supposer qu'il y a de l'expertise en face. La contribution des salariés a porté sur les endroits où le chercheur n'est pas expert ?*

Chercheur : *En amont, la catégorie de « une diplômé», c'est une catégorie qui était absente de nos représentations de chercheur, de nos catégories de travail de chercheur. La problématique des jeunes diplômés, c'était une problématique partagée par le syndicalisme à cette époque, par les directions d'entreprise, les DRH et une certaine presse. C'était une catégorisation sociale qui apparaît à ce moment-là, qui comme toute catégorisation sociale traduit et cache, exprime et cache des processus sociaux, et en ce sens qui est intéressante. Donc elle nous met en mouvement potentiellement sur une vraie question sociologique qu'on a trouvé dans l'enquête en termes de renouvellement de la catégorie des techniciens-cadres avec l'arrivée de cette première génération des enfants d'autodidactes. C'est ça qui nous a beaucoup intéressé en termes de résultats de recherche, et qu'à mon avis, on n'avait jamais vu posé comme ça, dans la Sociologie de la mobilité sociale, par exemple, ces formes de rupture et continuité. Dans l'ensemble de la population, on avait en gros une grande moitié d'enfants dont les parents, et le père en particulier, étaient arrivés dans les mêmes catégories de salariés, mais par une promotion interne à l'entreprise et pas par les diplômes. (Extrait d'entretien d'un chercheur en Sociologie)*

Jusqu'à la co-production acteurs sociaux / scientifiques, pour reprendre l'exemple pris en Histoire du travail social du groupe de recherche « hybride». Outre certaines conditions déterminantes dans la possibilité de mener des recherches de type coopératif comme les moyens financiers, y compris pour dégager les acteurs sociaux de leurs obligations professionnelles pour s'investir dans le processus de recherche, la durée de l'opération, et l'existence de dispositifs de réunions, d'échanges et d'interface chercheur-acteurs plus ou moins stabilisés (sur laquelle nous reviendrons), on soulignera néanmoins l'importance du thème-objet de recherche certains thèmes-objets de recherche pouvant plus que d'autres mettre en relation le chercheur avec des catégories d'acteurs plus ou moins formés, demandeurs, « outillés», pour des échanges avec le travail de recherche. On observe ainsi que les exemples de recherches coopératives dont nous disposons sont généralement menées avec des cadres, des enseignants, des médecins, des responsables syndicaux ou des responsables de services d'études de collectivités territoriales et on pourrait généraliser cette remarque concernant les relations privilégiées pouvant exister entre les

milieux de la décision et les proximités professionnelles-formationnelles entre chercheurs et décideurs).

Enfin si peu ou prou, comme dans toute recherche menée en relation avec une demande sociale, le scientifique se rapproche tendanciellement d'enjeux relatifs à la question des usages et de l'opérationnalité des savoirs produits, c'est plus spécifiquement la possibilité pour le chercheur d'une maîtrise des usages sociaux des connaissances qu'il produit et de ses travaux, d'un «*accompagnement*» à l'appropriation sociale des connaissances scientifiques par les acteurs sociaux, qui caractérise le mode coopératif des relations chercheur-acteurs, incluant même dans certaines formes d'articulation entre enjeux scientifiques et enjeux sociaux la production d'éléments de connaissances réflexifs sur l'intervention du chercheur (reproblématiser l'intervention du chercheur pour en faire un moment du processus de production de connaissances scientifiques).

«Et puis il y a la valorisation qui consiste à accompagner des équipes sur le terrain et qui ont un projet. Et là on ne peut plus puiser de façon un peu automatique ou un peu traditionnelle ou facile dans une caisse à outils de connaissances pour dire, ce que tu me dis là, cela correspond à cela et ensuite débrouille toi avec cela. Donc, là c'est dans cette partie de valorisation, ce n'est pas le débrouilles toi avec cela. Alors bien souvent, me semble-t-il, on est dans deux modes de valorisation, nous disposons de connaissances, on les met à votre disposition et vous en faites ce que vous voulez et dans l'autre mode de valorisation, c'est beaucoup plus partir d'une co-analyse d'un diagnostic partagé, c'est très à la mode, mais vrai. Pour pouvoir rechercher des solutions et produire des connaissances sur la façon dont les intéressés vont faire des choses avec et c'est une forme de valorisation qui est extrêmement importante dès l'instant où justement elle porte non pas sur des discours et des confrontations de discours mais sur des modifications de situations et d'actes d'acteurs et le chercheur va pouvoir rendre compte de cela. En fait, ici, dans cette situation là, la valorisation est partie prenante de la recherche parce que le chercheur doit faire deux choses. D'une part effectivement, fabriquer du concept, alimenter, nourrir le cadre de connaissances mais aussi problématiser le type d'intervention-recherche, le type d'accompagnement, le type de suivi, de façon à pouvoir en rendre compte aussi. Et c'est une façon de faire de la valorisation, non pas comme une étape successive d'une activité de recherche, mais bel et bien comme un moment de la production des connaissances.» (Extrait d'entretien d'un chercheur en Sciences de l'Éducation concernant une recherche intervention auprès d'enseignants)

Conclusion

Si le rapport à la demande sociale de connaissances engage donc les scientifiques dans des configurations sociales et des relations complexes, dont ne sont pas exclus des rapports de force (témoin les différentes tensions qui traversent l'activité de réponse à la demande sociale ainsi que les différentes stratégies développées par les chercheurs), il engage également et plus fondamentalement ces derniers dans des choix épistémologiques et déontologiques forts quant à leur conception du changement social et de l'implication du scientifique dans le changement social. De ce point de vue, les interactions de recherche recouvrent des modalités différentes, voire emboîtées (rapport de commande et interactions de type coopératif ne s'excluant pas nécessairement) des formes sous lesquelles les chercheurs peuvent s'impliquer avec et aux côtés des acteurs sociaux, mais exigent également, notamment pour les formes coopératives, d'une part l'implication des acteurs sociaux, voire une certaine «*donnivence*» des acteurs sociaux, ce dans une relation durable et, d'autre part l'existence de lieux, dispositifs capables d'organiser les échanges et la rencontre des scientifiques et des acteurs sociaux, des «*interfaces*» recherche-société que nous aborderons à travers le chapitre 4.

CHAPITRE III

VALORISATION et FORMATION

Dans quelle mesure les activités d'enseignement et de formation, qui constituent déjà et par ailleurs un champ d'activités fortement pré-constitué, peuvent-elles être considérées comme une forme de valorisation sociale de la recherche ?

Si, au premier abord, certains interviewés ont manifesté leur surprise devant la possibilité d'insérer les activités de formation dans le champ de la valorisation sociale, la dynamique de questionnement engagée dans l'entretien (dont la consigne était de passer en revue l'ensemble des pratiques des chercheurs sans exclusive) a conduit l'ensemble des scientifiques rencontrés à prendre en compte les relations étroites qu'entretiennent leurs activités d'enseignement aux recherches qu'ils mènent, et par ce biais, à considérer que, sous certains aspects à préciser, elles pouvaient donc effectivement être considérées comme une des voies, parfois importante, de la valorisation de la recherche dans nos disciplines.

De ce point de vue, quatre manières d'articuler formation et valorisation peuvent être distinguées :

- Une première, renvoyant au modèle diffusionniste de la valorisation, considère que dans les activités de formation se joue aussi un rapport de mise à disposition-transmission des connaissances (la valorisation sociale de la recherche par rapport aux activités de formation, c'est donc aussi faire passer des savoirs scientifiques aux acteurs), conception à la fois « faible » et très répandue dans laquelle le cours universitaire constitue, peu ou prou, un modèle dont vont se rapprocher les activités de diffusion, conférences, etc. (le manuel, ouvrage s'adressant à la fois à un public d'étudiants, qu'ils soient universitaires ou professionnels, et à un large public, constitue un exemple assez paradigmatique de cette conception dans laquelle activités de formation et activités de diffusion scientifique sont un peu conçus de la même façon par les chercheurs) ;
- Selon une seconde conception, c'est dans la mesure où les activités de formation et d'enseignement participent à la formation et la professionnalisation de compétences sociales qu'elles constituent un vecteur de valorisation de la recherche ; dans cette optique, prime la transformation des connaissances en outils professionnels plus ou moins directement ajustés aux exigences d'un secteur socio-professionnel d'activités.

Deux autres conceptions attribuent un rôle plus « fort » aux activités de formation en matière de valorisation dans la mesure où elles constituent, pour nombre de chercheurs, un moyen d'articuler recherche et société ; et peuvent donc dans certains cas être considérées comme parties intégrantes du dispositif de recherche lui-même :

- C'est le cas lorsque l'on prend en compte les différents travaux d'étude ou de recherche réalisés par les étudiants, qui sont dans la plupart des cas l'occasion de tisser des relations avec les acteurs sociaux, d'accéder à des terrains d'enquête, de développer des programmes de recherche dans des domaines pouvant intéresser le chercheur ou son équipe, et finalement de réaliser un ensemble de travaux répondant à

une demande sociale et pouvant prendre la forme explicite du contrat de recherche ou d'étude (cf. notamment le cas des bourses CIFRE);

- C'est également le cas lorsque l'on considère que ces activités contribuent non seulement à entretenir les réseaux d'échange chercheur/acteur et à développer des dispositifs d'interface qui pourront être ultérieurement mobilisés par le chercheur, mais également à former différentes catégories de professionnels qui pourront, une fois entrés ou retournés dans la vie active, jouer le rôle d'interlocuteurs et d'intermédiaires sociaux du chercheur.

Au principe même de ces quatre grandes conceptions de la formation comme forme de valorisation de la recherche, le système d'attentes sociales dans lequel elles s'inscrivent apparaît déterminant, et il peut globalement être défini par

- les types de publics destinataires des activités de formation et d'enseignement, notamment la différenciation entre «publics universitaires» et «publics professionnels», complexifiée du fait des processus de professionnalisation de l'enseignement supérieur
- les demandes-attentes sociales qui caractérisent ces types de publics et les contenus de savoirs mobilisés par le scientifique pour y répondre,

dans une démarche dont le résultat essentiel, à notre sens, est de mettre à jour la pluralité des enjeux des activités de formation — transmettre des connaissances, mais aussi former les futurs interlocuteurs sociaux, médiateurs de la recherche, ouvrir sur des interactions de recherche en permettant au chercheur d'accéder à des données, des grilles d'analyse et mises en problèmes du monde professionnel, voire susciter de nouvelles recherche-études.

3.1. La formation et ses publics

La distinction entre, d'un côté, la formation qui s'adresse aux étudiants et qui se déroule au sein et selon les finalités de l'institution universitaire et, de l'autre, la formation qui s'adresse à des publics définis par l'appartenance à une profession dans le cadre des différents dispositifs et organismes de formation professionnelle initiale ou continue, est évidemment essentielle dans les relations que l'on peut établir entre le champ de la formation et celui de la valorisation. C'est dans cette optique d'ailleurs qu'intervient dans le cadre d'organismes de formation, type écoles préparant aux métiers du social, de la santé, écoles d'ingénieurs par exemple, voire dans le cadre de dispositifs de formation continue de professionnels, d'entreprises, syndicats, collectivités territoriales, etc, est massivement différencié par les chercheurs interviewés des activités à destination d'un public universitaire. On notera d'ailleurs que les premières donnent le plus souvent lieu à des formes de contractualisation avec des partenaires socio-économiques — et en ce sens, se rapprochent plus volontiers pour les chercheurs des démarches de valorisation socio-économique de la recherche.

Cela dit, la prise en compte des processus, déjà anciens, de professionnalisation de l'enseignement supérieur complexifie néanmoins la donne. A côté du modèle classique de la formation «la discipline» — conçue et finalisée selon les critères académiques de la discipline et s'adressant à la figure idéal-typique de l'étudiant futur pair —, se développe au sein même de l'université, une formation «par la discipline» conçue et finalisée dans des

relations de plus en plus explicites et directes avec les besoins de compétences professionnelles portées par les représentants et les acteurs des différents secteurs d'activités socio-économiques. Les conventions CIFRE de doctorat constituent d'ailleurs un cas exemplaire de ce processus visant à professionnaliser le diplôme du plus haut degré sanctionnant traditionnellement l'entrée dans la communauté scientifique, bien qu'il soit évalué de façon tout à fait inégale selon les disciplines (certaines disciplines utilisent peu de telles conventions qui, dans certains cas, peuvent même être considérées comme conduisant à des « sous-doctorats »). Mais de fait, la différenciation des types de publics (universitaires / professionnels) s'avère à elle seule insuffisante à mettre à jour les enjeux des activités de formation et exige la prise en compte de différenciations qui tiennent aux contenus des savoirs mobilisés par le chercheur pour répondre aux demandes sociales de formation.

3.2. Les demandes de formation du « cognitif » à l'« opérationnel »

De manière assez évidente, si la relation entre savoir enseigné et savoir savant n'est pour aucun des chercheurs interviewés de l'ordre de la simple « transposition », les contenus et les finalités des savoirs mobilisés se différencient clairement entre deux grands types de demandes de connaissances.

D'un côté et pour schématiser, une partie des demandes de formation adressées aux chercheurs recouvre une demande de connaissances « générales », « théoriques » de la discipline, des savoirs « critiques » à travers lesquels le chercheur entretient avec ses étudiants un rapport non seulement de transmission, mais aussi de déconstruction des représentations, allant de la mobilisation de savoirs méthodologiques, épistémologiques, sur la discipline (formation par la discipline), aux savoirs directement issus des recherches dans la discipline (formation à la discipline de futurs pairs).

Ainsi pour un enseignement historique face à des non-historiens :

« Quand j'ai des sociologues en face de moi ou des gens qui vont s'orienter vers la Sociologie, l'idée c'est de leur montrer qu'il faut toujours tenir compte de l'évolution, de la diachronicité. Ce n'est pas apporter des réponses. C'est arriver à faire comprendre qu'en l'état actuel on peut avoir ce type de réponse historique, et que ce type de réponse historique est fonction de la connaissance historique actuelle, que cette connaissance évolue autant que la Sociologie, dans 20 ans il y aura d'autres réponses, mais qu'également si on veut comprendre quelque chose actuellement on ne peut pas ne pas remonter dans le temps, on ne peut pas ne pas reconstituer un processus. C'est pour cela que je parle tout le temps de sens, de processus, ce qui est beaucoup moins sensible pour un historien. Un historien qui travaille sur NAPOLEON III n'a rien à faire de l'application du sens que cela peut signifier par rapport à notre époque. Quand on travaille sur NAPOLEON III, on essaie de comprendre ce qu'il se passait à cette époque-là. Disons que lorsqu'on s'adresse à des non historiens, qu'on met l'accent sur des processus permettant de rendre intelligible les choses, cette démarche-là n'est pas la démarche classique des études d'Histoire. Le jeu, c'est de faire comprendre que pour un historien, un événement connu est sans cesse ré-interrogé par rapport à sa place dans d'autres événements. Si on privilégie ça, cela n'empêche pas de faire des travaux dirigés. Alors que pour un historien qui va faire des études d'Histoire, on lui dit ça une fois la première année, puis après on ne lui redit plus jamais. Celui qui est historien, qui n'a pas compris ça, se fera éliminer au fur et à mesure du cursus. Mais pour des non historiens, ce n'est pas inintéressant de leur faire intégrer ça, et notamment de faire intégrer à des sociologues cette dimension du temps. Du coup, ils vont comprendre l'Histoire la plus proche. Cette façon de

faire me place chaque fois, comme pour les scientifiques, en posture de faire de l'épistémologie. (Extrait d'entretien d'un chercheur en Histoire)

On notera à travers l'exemple qui suit sur un enseignement en Psychologie à destination de travailleurs sociaux que la distinction entre demande cognitive / opérationnelle ne recouvre pas celle des types de publics (universitaire / professionnel), et que par exemple, un public professionnel peut se caractériser par une demande de type cognitif :

" Les travailleurs sociaux avaient une demande de formation extrêmement forte à l'époque, vis-à-vis de l'Université, une demande très largement de connaissances théoriques; Je veux dire qu'au départ il ne fallait vraiment pas leur parler de pratiques ou de choses comme ça ! Ils n'en avaient strictement rien à faire. Ce qu'ils voulaient, c'était des modèles, de la théorie, de l'analyse. Il y avait une demande très forte de ce côté là. C'est pour ça qu'ils se sont dirigés vers l'Université. Les travailleurs sociaux étaient avides de détours théoriques avant de revenir aux problèmes de pratiques professionnelles stricto sensu. Ils gardaient ça pour le deuxième temps. Ils demandaient vraiment une formation générale, théorique pour comprendre la société à l'époque." (Extrait d'entretien d'un enseignant-chercheur en Psychologie)

On retrouve ici la polarité «cognitive» des savoirs mobilisés mise en valeur précédemment, sauf que dans le cas des activités d'enseignement-formation le chercheur ne mobilise plus seulement un stock de connaissances «faites» mais participe au renouvellement des savoirs transmis touchant ici à la spécificité du lien entre enseignement et recherche (faire passer des savoirs en cours d'élaboration, y compris des savoirs sur les processus de production des connaissances, «renouveler le stock de connaissances» à transmettre, participer à la «circulation» des connaissances entre enseignement et recherche).

Un autre grand registre de demandes de formation concerne, lui, des savoirs plus «finalisés» sur un problème, sur une demande sociale (c'est par exemple le cas dans les filières universitaires professionnalisées des travaux de direction de mémoire dans lesquels il s'agit «d'apprendre aux étudiants à répondre à la demande» ou encore de mobiliser des connaissances théoriques pour comprendre le problème posé par les acteurs sociaux, par exemple, «comment gérer collectivement un risque» (DESS / Master Risques)), aux savoirs permettant d'organiser un «détour réflexif sur les pratiques professionnelles» (histoire et connaissance du métier).

Ainsi la dimension prescriptive et normative sur ce que doit être le métier (il s'agit de «former des compétences») y joue-t-elle un rôle très important, quelque soit les disciplines, comme le montre les extraits suivants concernant des activités de formation dans le cadre des organismes et écoles de futurs professionnels :

«C'était un enseignement de démontage des origines des travailleurs sociaux pour les amener à comprendre pour quelles raisons ils avaient telle ou telle attitude à tel moment. Une des pistes, sans jamais leur dire «C'est la réponse», c'est penser à l'Histoire, penser au fait que vous avez telle origine. Alors ça, c'est dans l'enseignement, mais en même temps j'ai créé un groupe de recherche d'Histoire sur le travail social où ce que l'on fait est différent. On utilise les ressources de l'Histoire pour dire vous ne savez même pas ce qu'est votre profession puisqu'il n'y a pas de trace écrite, et même dans les traces écrites que vous avez laissées, vous avez menti, quand vous régliez un problème social, vous ne disiez jamais la vérité. Dans ce

cas, on essaie de faire de l'Histoire pour restituer les choses que la profession ignore sur elle-même. (Extrait d'entretien d'un chercheur en Histoire)

«C'est un enseignement plus simple et j'essaie de tourner, d'orienter les thématiques, les problématiques en fonction du public, mais je ne change pas vraiment de posture d'enseignement. Simplement, j'essaie de développer d'autres problématiques, de me poser de nouvelles questions, plus ajustées à la formation. Par exemple, je réfléchis sur la place des agents techniques, des agents de l'État dans un contexte de localisation croissante du politique. J'essaie de réfléchir à ce que c'est qu'être agent dans la fonction publique d'État aujourd'hui. J'essaie d'avoir des problématiques qui sont proches de leurs préoccupations, mais je reste quand même dans une position d'enseignant chercheur. Je ne change pas de posture.» (Extrait d'entretien d'un enseignant chercheur en Sciences Politiques)

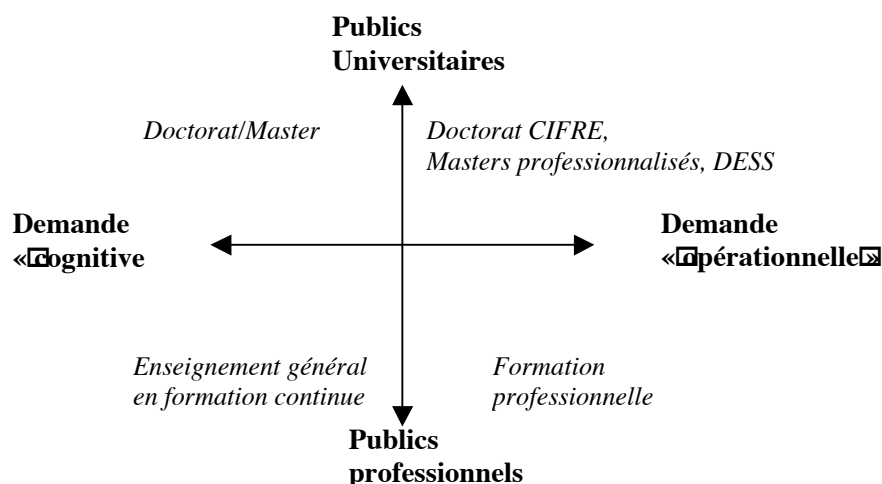
«C'est une question difficile parce qu'effectivement, dans un institut de formation professionnelle, si on ne propose que des savoirs critiques cela ne fonctionne pas. Parce que sinon on va trop déstabiliser les gens. Il faut à la fois faire ce travail de traduction, de mise à disposition, de compréhension des savoirs, toute l'analyse critique qui permet justement de faire en sorte de questionner les situations de travail, les situations de formation dans lesquelles les gens se trouvent impliqués de façon à pouvoir conduire une réflexion sur ce qu'il convient de faire.

Enquêteur : Donc, d'une manière ou d'une autre, le travail critique, c'est pour ouvrir la voie à du savoir positif. Délivrer du savoir...

Chercheur : Oui, mais c'est venu avec l'expérience parce que si moi je voulais faire ce travail à la fac devant des étudiants de Sciences de l'éducation ou de Psychologie ou autre, je ne me sers que de la partie critique. (Extrait d'entretien d'un chercheur en Sciences de l'Éducation)

3.3. Un espace possible de caractérisation des activités de formation

Types de publics (universitaire / professionnel) et contenus de demandes de formation (cognitif / opérationnel) organisent un espace possible de caractérisation des activités de formation dans lequel il s'agit non pas de proposer des catégories dans lesquelles les «changer», mais de mettre en valeur les tensions à partir desquelles les scientifiques les différencient.



Si dans la réalité, la différenciation entre les types de publics se complexifie du fait des processus de professionnalisation de l'enseignement supérieur, de même que les contenus de demandes de formation sont rarement univoques, ces polarisations autour de types de publics et types de demande nous renseignent tendanciellement sur les tensions professionnelles dans lesquelles se situent les scientifiques par rapport aux activités de formation.

De ce point de vue, les chercheurs mettent en oeuvre des stratégies différenciées de gestion des tensions□

- Rester sur des contenus cognitifs, quelque soit le type de public, en laissant le soin aux professionnels dans le cadre d'autres enseignements «□*imaginer les applications*□ des contenus enseignés□
- Procéder par empilement en «□*ajoutant*□ la dimension prescriptive et opérationnelle des savoirs transmis face à une public de professionnels□
- Faire intervenir des professionnels, voire collaborer avec ces derniers dans le cadre des activités de formation□

«□troisième expérience, c'est celle des séminaires mis en place par des associations dont la finalité est justement de jeter des passerelles entre la recherche et l'action. Et donc là, j'ai participé régulièrement à ces séminaires, j'ai invité des collègues politistes, eux-mêmes m'ont invité. Le public est assez éclectique, assez diversifié, et donc c'est aussi un lieu où se diffusent les travaux auprès d'un public qui n'est pas du tout coutumier du fait et qui ne lit pas les revues de la discipline. Donc c'est un autre outil de valorisation. Alors après, par le biais de certains enseignements, il peut y avoir des choses, notamment les enseignements professionnels. Je pense aux enseignements dispensés en DESS, les séminaires, un peu moins en DEA. C'est surtout en DESS où là, il est fréquent d'organiser des séances avec invité. Ces invités sont généralement soit des universitaires, soit des professionnels, soit les deux. Et à cette occasion-là, je me suis rendu compte, même si ce n'est pas la vocation première, qu'il se passait pas mal de choses, que l'information circulait bien, et qu'on pouvait rendre compte les uns et les autres de ce qu'on avait fait. Cela permet par ce biais, même si ce n'est pas la vocation première de ces séminaires pédagogiques, de diffuser du savoir. C'est-à-dire que très fréquemment, l'invité ensuite nous sollicite, nous demande de lui communiquer des références bibliographiques, voire directement les travaux ou les articles qu'on a pu écrire. C'est aussi un outil de diffusion. Ce n'est pas un outil qui a une très, très grande portée, et dont je serais bien incapable de mesurer l'impact. Je pense toutefois que l'impact n'est pas si négligeable que ça parce que les professionnels qu'on invite dans ce genre de séminaire sont souvent des acteurs-clés d'une institution ou d'un réseau, et donc cela concerne peu de gens en nombre, mais je pense que ce n'est pas négligeable.□ (Extrait d'entretien d'un enseignant-chercheur en Sciences Politiques)

Cette collaboration peut avoir d'autres finalités que les seules finalités pédagogiques dans les cas de figure où les chercheurs trouvent en outre dans la relation aux publics professionnels/futurs professionnels des activités de formation et dans la collaboration avec des intervenants professionnels, certains éléments qui débordent le rapport pédagogique et renvoient les activités de formation sur des enjeux production des connaissances□ par la quasi-relation de troc pouvant exister entre étudiants professionnels et chercheur (les travaux des étudiants permettant au chercheur d'avoir accès à des données, du matériau d'enquête, voire à certaines mises en problème, problématiques) ou comme dans l'extrait précédent par la relation, l'échange s'établissant entre scientifique et intervenant professionnel.

- Travailler sur le contenu de la demande de formation en tant que telle. Les activités de formation se caractérisent par un rapport chercheur-public (élèves, étudiants) dont les formes sont assez variables□ de l'intervention ponctuelle à l'insertion dans un

programme, dans un diplôme, une formation continue, le chercheur peut de manière tout à fait inégale «faire évoluer la demande de connaissances» qui sous-tend son intervention (demande des institutions, des organismes de formation) de la même manière ce type de finalité peut inégalement faire ou ne pas faire l'objet d'un travail collectif avec l'équipe pédagogique, les autres intervenants, et des partenaires socio-professionnels, économiques, extérieurs.

- «Boucler» enjeux scientifiques internes, cognitifs, et demande opérationnelle en formant les futurs interlocuteurs-médiateurs sociaux de la recherche dans les activités de formation à destination de professionnels, il s'agit très souvent pour le chercheur de former, non des futurs pairs, mais de futurs interlocuteurs sociaux de la discipline. Ainsi les activités de formation dispensées par les archéologues, par exemple, sont faites à destination d'un milieu professionnel qui constitue en quelque sorte le «périmètre élargi de la discipline» dans lequel il s'agit de former les futurs professionnels qui auront en charge la gestion du patrimoine. l'intérêt est majeur pour les archéologues puisque il s'agit de les sensibiliser au patrimoine, de leur donner les bons outils, les bons gestes, les bons réflexes» visant à mieux conserver et préserver ce qui constitue plus fondamentalement le matériau même des recherches. On peut retrouver d'autres exemples dans lesquels les interlocuteurs des scientifiques (journalistes chargé de mission des services des collectivités territoriales, etc) sont d'anciens élèves et sont amenés à exercer une fonction d'interlocuteur, médiateur, en direction de la communauté scientifique.

Conclusion

Sans rabattre les activités de formation et d'enseignement sur le registre de la valorisation, l'étude des pratiques et représentations des chercheurs et enseignants-chercheurs en la matière met en évidence à quel point celles-ci sont tout autant traversées par des enjeux, tensions, inhérents aux différentes formes de valorisation de la recherche. Plus spécifiquement, les activités de formation abordées sous l'angle de la problématique de la valorisation de la recherche apparaissent comme fondamentalement tirées entre une polarité interne, visant la reproduction de la discipline et des futurs pairs (renvoyant au registre de la valorisation dite «académique»), et une polarité sociale, externe, de réponse à la demande sociale par la formation de compétences, de professionnels, la production de connaissances et de dispositifs d'interface, de réseaux scientifiques / professionnels / organismes de formation en relation à certains secteurs d'activités.

À ce titre, si les politiques menées en matière d'enseignement supérieur, mais aussi de formation professionnelle, concourent très fortement à définir le contenu et l'orientation des activités de formation et d'enseignement dispensées par les scientifiques vers telle ou telle polarité, celles-ci devraient nécessairement être prises en compte dans le champ des activités de valorisation sociale de la recherche.

CHAPITRE IV

VALORISATION et INTERFACES RECHERCHE / SOCIÉTÉ

Qu'il s'agisse des activités de diffusion, mise à disposition de connaissances, des activités de recherche menées en relation à une ou des demande(s) sociale(s) ou encore des activités de formation, toute forme de valorisation sociale de la recherche implique des espaces, des dispositifs, des outils, voire des activités spécifiques ayant vocation à construire, organiser la relation scientifiques-acteurs sociaux.

Il peut s'agir de lieux, d'organismes, de dispositifs spécifiquement dédiés à susciter des échanges entre acteurs et chercheurs, du type musées, CCSTI, Cité des sciences ou encore de technopôles, de réseaux-partenariats formalisés entre scientifiques, acteurs économiques, institutionnels... d'outils et/ou de supports tels que les revues, sites Internet, «portails» électroniques de données, chargés d'organiser une communication à destination des non-scientifiques, voire une production commune d'informations ou encore d'activités spécifiques clairement mises en place et définies dans l'objectif d'entretenir la relation aux acteurs sociaux (on pense par exemple à la mise en place de «petits déjeuners» réguliers entre acteurs économiques et scientifiques à l'initiative d'organismes de recherche et/ou de représentants du monde économique, ou encore aux activités plus ou moins continues, plus ou moins formelles, mises en oeuvre par les scientifiques pour entretenir un réseau d'interlocuteurs sociaux, d'acteurs de terrain, allant d'échanges réguliers, de «restitution» des connaissances produites, à la participation des scientifiques à des activités initiées par les acteurs forums associatifs, conseils scientifiques d'entreprises, etc).

Les finalités poursuivies dans le cadre de ces lieux de rencontre ou à travers ces actions peuvent être assez différentes mettre à disposition, diffuser des connaissances, réfléchir ensemble sur des questions de société, programmer des activités de recherche en relation aux préoccupations des acteurs sociaux, mener des recherches en coopération, etc.

Cependant dans tous les cas de figure, créer un environnement social, réceptif et incitatif à la recherche, tisser des relations entre Science et Société à travers des modalités d'interface adaptées et diversifiées, apparaît bien comme un enjeu commun aux différentes formes et stratégies de valorisation de la recherche.

Tous les collègues rencontrés ne prennent évidemment pas une part égale au développement de tels «milieux», certains pouvant se contenter d'utiliser les dispositifs existants, alors que d'autres se montrent particulièrement actifs dans leur mise en place ou leur animation.

Les chapitres précédents ont conduit à évoquer ces dispositifs, ces pratiques, sans toutefois les isoler en tant que tels. Il ne s'agit pas ici de procéder à un tableau descriptif exhaustif des différents types d'interfaces existants, mais de revenir sur ces éléments pour tenter d'en dégager les caractéristiques et les enjeux pour la communauté scientifique à travers ce que nous en disent les scientifiques rencontrés.

4.1. Activités d'interface et registres de valorisation

Les entretiens recueillis ont permis de mettre en valeur trois grands registres d'activités de valorisation sociale concernant la mise à disposition des connaissances, les interactions de recherche ainsi que les activités de formation (Cf. chapitres précédents).

Si les activités d'interface constituent un enjeu transversal à ces différents registres, certaines sont tendanciellement orientées par une logique de diffusion, tandis que d'autres relèvent davantage d'une logique de production de connaissances ou de formation. Il en découle qu'elles peuvent prendre en charge des enjeux spécifiques tels que ceux de la traduction des connaissances produites en direction de non-scientifiques, de l'opérationnalité et des usages des connaissances ; ou encore ceux de la participation de la communauté scientifique à l'offre/commande sociale de recherche ou à la formation de ses futurs interlocuteurs sociaux.

Ainsi certaines modalités d'interface de la relation aux acteurs sociaux participent clairement d'une logique de diffusion scientifique/mise à disposition des connaissances visant à créer des lieux dans lesquels la science se rapproche du grand public et/ou parfois de publics plus spécifiques, acteurs économiques, professionnels, cultivés, etc. C'est le cas des organismes de diffusion de la culture scientifique (CCSTI), de manifestations telles que la Fête de la Science ou encore des conseils scientifiques dont se dotent certains organismes non scientifiques (conseils scientifiques, observatoires institutionnels sur la santé, la drogue, etc) et certaines grandes entreprises.

La création de revues destinées à et composées d'acteurs mixtes (scientifiques/acteurs sociaux), la mise en place d'outils multimédias (sites, portails de données, agenda scientifiques...) constituent également des activités et des outils destinés à favoriser et susciter une diffusion, voire un partage des connaissances.

Polarisées sur une logique de diffusion, ces activités peuvent toutefois traiter différemment la question de l'accessibilité des savoirs aux non-scientifiques (diffuser ou traduire), comme le montre cet extrait d'entretien dans lequel le chercheur interviewé compare deux types de revues s'adressant à des acteurs de type décideurs et experts

« L'objectif de la revue « CEP » (Critique de l'Économie Politique) c'était quand même de constituer une connaissance qui partait de points de vue théoriques et méthodologiques bien situés qui renvoyaient globalement à l'Économie hétérodoxe, mais qui se voulait avec des exigences professionnelles très fortes. Il ne s'agissait pas de faire de la profération militante, de l'à peu près dans les analyses. C'est le souvenir que j'en ai gardé et cela a contribué à me former. Les arguments devaient vraiment être, non seulement valides sur l'accrochage théorique, mais s'affronter à l'expérience des faits. Ils devaient véritablement donner des clés d'interprétation des transformations économiques et sociales en jeu. On ne prétendait pas que c'était le seul type de réponse puisqu'il y avait d'autres paradigmes qui existaient, mais sur la base des paradigmes qu'on estimait être les plus adéquats pour répondre à ces questions, on avait une évaluation véritablement professionnelle des papiers que l'on recevait. Et on en rejetait beaucoup. CEP était composée de gens qui à l'époque étaient à la Direction du Plan, donc qui à la fois étaient dans la machine et faisaient tourner les modèles, et à partir de là essayaient de développer un point de vue face à ce type d'évolution, mais en interpellant quand même la décision politique. Avec « Formation-Emploi » (revue du CEREQ), c'est quand même d'abord la construction de connaissances pertinentes dans le champ en question. Donc c'est une matière dont peuvent se saisir après les acteurs pour prendre des options plus politiques, mais c'est à eux de le traduire dans le champ. Parfois dans certains articles de CEP, il y avait déjà dans la conclusion des éléments de traduction politique. » (Extrait d'entretien d'un chercheur en Économie)

Lieux et outils d'interface centrés sur la mise à disposition peuvent permettre au scientifique non seulement de faire valoir les acquis de la recherche sur tel ou tel sujet, mais d'émarger implicitement ou explicitement (Cf. les deux extraits d'entretien qui suivent) sur la commande potentielle de recherche. Ainsi dans le domaine des NTIC, la mise en place d'un portail et d'une base de données électroniques sur les travaux produits sur la question de l'Intelligence

économique est-elle sous-tendue par un souci de diffusion des connaissances à destination d'usagers et commanditaires potentiels ayant à prendre des décisions en matière économique□

«Le processus de décision, on essaie de rationaliser, de donner des descriptions rationnelles, on dit que ça se base sur l'information mais en fait, les comportements par rapport à l'information sont profondément curieux, donc on fait l'hypothèse que si on mettait à disposition des entreprises, des PME, mais aussi finalement les grandes entreprises, des ressources en information sur le domaine de l'intelligence économique, de la veille, on allait leur donner des moyens d'améliorer leur processus de décision. Alors on va inaugurer, la semaine prochaine, ce portail qui comprend essentiellement, en lien avec un forum de veille, une base de données de toutes les Thèses en intelligence économique en France récupérée sur différents serveurs, une bibliographie pas exhaustive mais quand même de plusieurs centaines d'ouvrages dans ce domaine et une publication en ligne qu'on va mettre à disposition des internautes. On a une publication en ligne du laboratoire qui est encore un outil de valorisation de la recherche où on diffuse l'information. Et cette publication en ligne va être étroitement connectée au portail de façon à ce que les gens qui auront envie de publier l'aient à disposition.» (Extrait d'entretien d'un chercheur en STIC)

Alors qu'en participant au conseil scientifique d'une grande entreprise, le chercheur devient quasiment un médiateur, rapprochant la demande de connaissances de l'entreprise des scientifiques disposant d'une compétence sur la question posée□

«Par exemple, on a été amené à attirer son attention sur l'évolution du positionnement de l'entreprise à l'international, et il est devenu un grand groupe international, et à attirer son attention sur comment il allait organiser sa recherche en accompagnement de ce déplacement, comment il allait organiser sa propre RD et sa RD en relation avec la RD publique. Le groupe aujourd'hui est un groupe privé, il est aujourd'hui mondial, il a des filiales un peu partout dans le monde. Question : comment organise-t-il sa RD en relation avec cela ? C'est un des exemples. On a estimé que son organisation était susceptible de poser problème. Mais on a fait aussi des séances pour attirer son attention sur l'intérêt d'avoir une bien meilleure connaissance des services, non pas de la technologie, mais de ce qu'il fallait maîtriser pour construire des services convenables par rapport à ce qu'étaient des positionnements stratégiques vis-à-vis des différentes cibles... Là, je mobilise toutes mes compétences de chercheur en Sciences Sociales, étant moi-même spécialisé sur ce que sont les transformations de la société liées à la société de l'information ou étant spécialisé sur les questions d'organisation de la science, ces sujets-là ont une relation avec les deux questions. Donc j'amène mes connaissances directement ou d'une autre façon, en disant qu'il y a des chercheurs qui connaissent bien ce sujet, mieux que moi, et qu'il serait bon que des gens de l'entreprise entrent en contact avec eux pour explorer. Ce sont à la fois des connaissances propres et le fait de disposer de réseaux permettant de mettre en relation les uns et les autres. C'est le rôle classique d'un conseil scientifique. Pour moi, c'est de la valorisation auprès d'un très grand groupe industriel.» (Extrait d'entretien d'un chercheur en Économie)

Sous un autre registre, les activités de formation à destination d'un public de professionnels ou de futurs professionnels, ou encore celles visant à mettre en place, monter des formations professionnelles (Master professionnel par exemple), constituent une modalité d'interface chercheur/acteurs non seulement essentielle dans laquelle se jouent la possibilité pour le scientifique de former ses futurs interlocuteurs, de futurs médiateurs de la relation Science/Société, mais également des questions relatives aux interactions de recherche (avoir accès au terrain, aux questions que se posent les professionnels, voire y rencontrer une commande de recherche), comme le montrent les deux extraits suivants en Archéologie et en Psychologie□

«On est déjà impliqué depuis pas mal de temps dans un certain nombre de DEA, mais ailleurs qu'à Nice. Et là, on est en train d'essayer de monter sur Nice justement des formations dans lesquelles on puisse former les gens à nos métiers. C'est à partir du travail sur les Masters qu'on a vraiment commencé les choses sérieusement. On est arrivé à faire une maquette d'un Master Recherche avec en gros des matières des Sciences Humaines. Donc on a un parcours Histoire, Archéologie, Préhistoire, et on a introduit nos spécialités pour les enseigner. On était parti sur la volonté de faire des Masters professionnels. Ça ne marche pas trop pour plusieurs raisons, d'une part parce que je n'y ai pas beaucoup consacré de temps, et pour des raisons conjoncturelles. Par exemple, une des bases sur lesquelles on était parti était une initiative purement politique, qui était de faire un diplôme interrégional avec Gênes sur les métiers de l'Architecture, du patrimoine, de la restauration, le programme INTERREG, donc grosse machine politico-administrative. Et puis, quand il a fallu monter concrètement les choses, on est venu nous voir en nous disant «C'est vous qui savez faire les choses, donc allez-y. » Donc on s'est fortement impliqué et on est arrivé à un Diplôme Universitaire, un DU, qui doit normalement démarrer cette année, et du coup toute l'énergie qu'on a mis à faire ce truc-là, je ne l'ai pas mis à faire le Master professionnalisé général sur lequel je voulais d'autres orientations, et vue l'importance que va prendre ce diplôme sur l'Architecture qui n'est pas le cœur de notre discipline, cela va créer un déséquilibre. Cela dit, c'est une expérience de travail selon une logique que l'on souhaitait un peu pour d'autres disciplines qui est de pouvoir former des professionnels de secteurs différents, que cela soit des architectes, des urbanistes, des aménageurs, des conservateurs, toute une série de métiers, des médiateurs du patrimoine, des médiateurs culturels, etc., aux pratiques actuelles de l'Archéologie parce que souvent ce sont des gens qui ont des idées toutes faites ou faites par des intermédiaires, mais pas de première main. Notre souci, c'est de montrer à des gens qui vont être en charge de projets impliquant fortement le patrimoine, que ce soit pour l'Architecture, la mise en valeur de sites, etc., ce que sont actuellement les modes de pensée de la profession, les pratiques, et comment leurs projets concernent toujours de la donnée scientifique potentielle de façon à ce qu'ils n'oublient jamais l'impact de leur projet sur les sources. C'est la préoccupation que j'aimerais qu'on développe dans le cadre de ces Masters professionnalisés. Donc le coup va partir certainement avec les architectes. On aurait pu élargir à d'autres types de métiers. Côté médiation, c'est un autre aspect parce que la médiation, c'est quelque chose que j'ai découvert depuis 3 ans. Petit à petit, je découvre ce qu'est la médiation scientifique, et je suis aussi de plus en plus convaincu que ces personnes qui s'occupent de médiation ont besoin d'avoir un certain nombre d'outils de connaissance des diverses disciplines. Mais il n'y a pas encore d'expérience très marquante, j'espère que cela va se développer puisqu'on a une dizaine de chercheurs du laboratoire qui veulent s'impliquer dans ce type de formation. (...) Les Masters professionnalisés vont s'adresser à des architectes, des gens en charge de projets, des médiateurs, et après cela va être des petites mains, souvent des attachés d'administration ou adjoint dans une collectivité territoriale. C'est comme les bibliothécaires dans les municipalités. Cela correspond au même type de grade et de fonction c'est-à-dire qu'il y a un concours, souvent assez général, et après ils sont souvent affectés dans des services pour lesquels ils n'ont pas toutes les compétences parce qu'ils ont besoin de compléments de formation. Et là, je pense qu'on peut leur apporter ces compétences. Le niveau visé, c'est celui des attachés des collectivités territoriales. C'est là où l'on pense qu'il va y avoir un besoin et où l'on pense qu'il va y avoir des recrutements importants, notamment avec la décentralisation. Donc il va y avoir des fonctions qui vont se développer, et pour l'instant il n'y a pas de formation professionnelle alors que ce sont des gens qui vont être sur le terrain, à gérer des collections de musées, des céramiques, des ossements, etc., et vont être confrontés à plein de problèmes techniques, pratiques pour lesquels ils sont très mal préparés. C'est pour ce public que l'on compte donner les bons outils de travail, les bons gestes, les bons réflexes. » (Extrait d'entretien d'un chercheur en Archéologie)

« Et donc à cette époque-là, je m'occupais avec un collègue d'une licence et maîtrise de Sciences Sociales appliquées au travail qui était réservée aux travailleurs sociaux, mais qui se faisait en formation professionnelle continue. C'était des gens qui travaillaient, qui venaient une semaine par mois à l'Université pendant trois ans pour faire une Maîtrise. Donc, dans ce contexte là, évidemment il y a certaines questions, à travers des mémoires, qui m'ont été utiles pour certains de mes travaux, mais entre autre, il y avait des gens qui étaient là et qui m'ont demandé justement de venir travailler dans leur institution par exemple pour faire un audit. »
(Extrait d'entretien d'un enseignant-chercheur en Psychologie)

D'autres dispositifs et/ou activités d'interface concernent plus directement une logique de production de connaissances, comme la création de groupes de recherche, groupes de travail mixtes, de consortiums, dans lesquels l'on passe plus volontiers d'enjeux de traduction à des enjeux d'opérationnalisation des connaissances produites.

Ainsi le montage de « clusters » en R&D, rassemblant scientifiques, acteurs économiques, institutionnels, dans le cadre du 6^e PCRD, dont s'occupe un collègue interviewé, constitue une interface intégrant une double visée : se servir des connaissances existantes pour construire un outil du développement territorial en matière de NTIC d'une part, et dans un second temps, permettre aux chercheurs y participant de mener des recherches à bien sur la question du e-learning dans la gestion du marché du travail des personnes sans emploi ou à très faible qualification.

« Il s'agit d'essayer de trouver des gens, les convaincre qu'il serait intéressant pour eux de participer à un programme de R&D européen, dans le cadre d'un consortium avec des partenaires de la Région. Donc hier, j'étais à la Communauté des Pays d'Aix, on a rencontré avec d'autres le responsable de l'emploi parce qu'on veut monter un cluster qui porterait sur le e-learning et intégrer dans la gestion du marché du travail des gens à très faible niveau de qualification, principalement chômeurs et RMI. Quand tu as fait ça, probablement si cela avance, il y aura besoin de chercheurs en Sciences Sociales dans le cluster lui-même. Et donc je serais en tant que chercheur dans une activité d'un projet européen 6^e PCRD. Avec quelle place dans le système ? Je suis dans un laboratoire d'Economie et de Sociologie du Travail qui s'intéresse aux chômeurs, à la lutte contre le chômage, donc l'objet du cluster est en plein dans l'objet du laboratoire. Si on arrive à monter le cluster et si on est élu dans la compétition du 6^e PCRD. Mais aujourd'hui, dans ce programme-là, je fais de l'ingénierie sociale c'est-à-dire que mon activité principale avec d'autres chercheurs, c'est de trouver des gens de PME, éventuellement des chercheurs de Sciences dures puisqu'il y a de la RD Technologies de l'information, software, et tout le reste. Cela n'a aucun intérêt du point de vue scientifique, en tant que chercheur scientifique, cela n'a aucun intérêt. À la limite, cela peut avoir un intérêt si je fais un article en Sciences du politique sur ce que c'est que monter des clusters, donc sur ce que sont les problèmes d'ingénierie de la R&D dans le cadre des programmes européens. Mais moi, je suis un économiste dont l'objectif est de travailler sur l'entreprise. Donc voilà un premier exemple consistant à dire que lorsque je fais ça, je fais de la valorisation c'est-à-dire que j'utilise les compétences scientifiques que j'ai acquises dans mon activité de recherche sur qu'est-ce que l'organisation du développement d'un territoire, sur ce qu'est un territoire innovant, sur ce que sont les NTIC, les PME, la R&D, sur ce qu'est un paradigme, un nouveau paradigme fondé sur la connaissance, sur la R&D. Tout ça, c'est complètement du travail académique. Je me saisis de ce travail académique et j'essaie de le mettre en oeuvre intelligemment dans ce qui est pour moi de l'ingénierie sociale et institutionnelle. » (Extrait d'entretien d'un chercheur en Économie)

Cependant les dispositifs d'interface participent le plus souvent de logiques mixtes ou emboîtées.

Dans le cadre d'une association de recherche sur le travail social créée par un chercheur en Histoire, il s'agit à la fois de mener des recherches dans le cadre associatif avec des acteurs sociaux (dans le cadre d'un collectif de recherche composé de travailleurs sociaux et de chercheurs CNRS), «encourager les professionnels à faire de l'Histoire pour avoir une connaissance de leurs pratiques et de leur identité professionnelle, et d'organiser des activités de diffusion scientifique (colloques, publications).

Autre exemple, la mise en place d'un comité régional informel sur la société de l'information, rassemblant chercheurs, technocrates, représentants de l'administration, recouvre logique de mobilisation de l'offre de connaissances et logique de diffusion scientifique en ayant vocation à mobiliser de l'expertise et en s'articulant à de multiples projets, notamment de formation, tels que des Universités d'été à destination d'un public professionnel, la mise en place d'un espace de discussion sur Internet sur le thème du développement de la société d'information en PACA

«La Région a mis en place un Comité régional de la société de l'information. Le Conseil Régional a demandé à une Fondation, présente dans le cas précédent, de lui monter un comité régional, destiné à créer un lieu de réflexion auprès du Conseil Régional informel et susceptible de mobiliser, par le jeu des technologies de l'information et de la communication et des réseaux, de l'expertise, du débat, au-delà de ce que l'on peut appeler les « technocrates ordinaires » si ce terme à la mode et péjoratif peut être repris. Donc, c'est informel. À l'intérieur il y a des chercheurs, mais il y a aussi le SGAR, des gens de l'administration. On pense qu'à terme, on aura à peu près 2000 personnes qui seront dans le réseau. Tu as un comité. Ce comité est monté en relation avec un site Internet, avec des réseaux sociaux, et petit à petit, l'objectif est de mettre en place tout un système de prise de parole, de discussion sur des sujets qui seraient des sujets intéressant le développement de la société d'information en PACA. Par exemple, quel est le problème du haut-débit en PACA aujourd'hui, au-delà des premiers schémas directeurs des hauts-débits ? Quel est le problème du haut-débit dès lors que tu veux prendre en compte la question de la compétitivité de tous les territoires, l'absence de fracture sociale, etc. ? Est-ce que c'est une problématique du haut-débit ? Est-ce que c'est une problématique complètement différente ? Si tu prends des chômeurs analphabètes, tu peux leur mettre tout le haut-débit, ce n'est probablement pas cela qui fera qu'ils auront une intégration sociale ou un accès à l'emploi convenable. Il s'agit par conséquent d'essayer de faire en sorte qu'il y ait un minimum de réflexion autour des orientations qui auront lieu de toute façon. Mais c'est strictement informel. Ce n'est pas comme le Conseil Economique et Social Régional. Le Conseil Economique et Social est une institution qui a été créé dans le cadre de la Loi de décentralisation. Alors que là, il s'agit uniquement d'une structure que les gens qui s'occupent des NTIC ont décidé de monter. (Extrait d'entretien d'un chercheur en Économie)

Logiques plurielles et emboîtées des activités d'interface, sous-tendues par des collectifs chercheurs/acteurs sociaux plus ou moins riches, diversifiés, les activités d'interface recouvrent une pluralité de formes à l'initiative desquelles peuvent être les acteurs sociaux, mais également les scientifiques, voire désigner un champ d'activités spécifiques pour ces derniers.

4.2. Les pratiques des chercheurs en matière d'interfaces Science/Société

Dans quelle mesure les activités d'interface sont-elles susceptibles de constituer un registre à part à entière du métier de chercheur et selon quelles modalités, sous quels « formats »

Les pratiques des scientifiques rencontrés sont en la matière très inégales et renvoient sous certains aspects à des éléments déjà évoqués précédemment. Cela peut tenir aux formes d'articulation Recherche / Société propres aux disciplines (par exemple les relations traditionnellement fortes entre l'Histoire, l'Archéologie et les activités de muséographie, ou encore celles de certaines disciplines aux médias comme nous l'avons évoqué dans le chapitre 1). Cela peut également tenir à des éléments relatifs aux systèmes sociaux de mobilisation de la recherche, certains secteurs sociaux étant plus ou moins capables de se doter de dispositifs et d'acteurs destinés à structurer et organiser la relation Recherche / Société, et pouvant même être déterminants dans l'orientation sociale de cette interface (à destination de quelle « société » ces dispositifs sont-ils construits), « ascendante » (tournés vers les sphères de la décision) ou « descendante » (vers les acteurs sociaux « de base », les citoyens, le grand public...). De fait, les éléments qui suivent ne concernent pas la totalité des scientifiques, mais font référence aux pratiques des chercheurs qui ont explicitement évoqué ce registre d'activités.

L'usage d'interfaces pré-existantes ou la création d'interfaces constituent fondamentalement un premier modus operandi des pratiques des scientifiques en la matière les chercheurs peuvent en effet avoir recours, utiliser différents types d'interfaces déjà existants (travailler avec des professionnels de la médiation, avoir recours et utiliser des dispositifs, outils d'interface et/ou solliciter ou répondre à des organismes dont c'est la vocation) ou alors prendre l'initiative, participer directement à la création de nouvelles interfaces.

Par ailleurs, ces activités n'occupent pas la même place dans les pratiques professionnelles des collègues.

Leur caractère continu ou ponctuel constitue ainsi une différence importante. Dans le cadre d'un laboratoire menant des recherches sur des sujets concernant et intéressant de près la société locale, les décideurs, médias, populations locaux (comme par exemple un laboratoire dont les travaux concernent les problématiques environnementales et la Camargue), les activités d'interface ont un caractère plutôt régulier, continu, complètement lié aux exigences de maintien de relations sociales et de collaborations avec les acteurs locaux. En revanche, certains événements, tels que des commémorations historiques, des colloques qui rassemblent ponctuellement différents types d'acteurs sociaux, vont venir constituer de manière ponctuelle un lieu d'échanges, de relations entre scientifiques et acteurs sociaux (on pourrait également prendre des exemples concernant la presse avec laquelle les relations peuvent être très ponctuelles ou au contraire renvoyer à des formes de collaborations plus régulières avec les mêmes journalistes idem pour les musées avec lesquels certains chercheurs travaillent très régulièrement et d'autres de façon tout à fait ponctuelle et directement liée au contenu de l'évènement de même que certains laboratoires peuvent avoir une politique plus ou moins affirmée en la matière).

Le caractère institutionnalisé ou non de l'interface constitue un autre grand indicateur de la façon dont les scientifiques participent à, créent des activités et/ou des dispositifs, outils d'interface, la dimension institutionnelle appelant avec elle un ensemble de moyens

financiers, voire la possibilité d'un dispositif relativement stable et pérenne à travers l'articulation à la mise en place d'un suivi, d'un partenariat et l'insertion dans une politique culturelle par exemple, comme l'illustre le cas de la création d'un centre de documentation régional en Archéologie (remarquer toutefois que le caractère institutionnalisé ne confère pas systématiquement une dimension pérenne aux formes d'interface)☐

«☐'expérience la plus concrète, celle qui vaut la peine d'être décrite puisqu'elle est actuelle, c'est celle qu'on mène actuellement avec le département. Le département, au niveau du Conseil Général, n'a pas de service archéologique, mais le Service d'action culturelle a quand même une démarche sur le patrimoine archéologique depuis longtemps. Ils avaient créé un poste, il y a quelques années, sur l'inventaire du patrimoine, donc il y a quelqu'un chez eux qui s'occupe de l'inventaire du patrimoine. Mais sur l'Archéologie, il n'y a jamais rien eu pour toute une série de raisons historiques que ce n'est pas la peine de détailler. Et l'activité du département se limitait à de l'aide ponctuelle à des fouilles, avec quelques subventions par ci, par là. Depuis 1989, on a mis en place une politique de suivi avec le Service d'action culturelle du département qui avait deux objectifs. D'une part, le département voulait sortir de la logique de saupoudrage sur une ou deux fouilles, avec des subventions distribuées à des associations plus ou moins bien identifiées pour plus ou moins de résultats. Donc il souhaitait avoir une sorte d'interlocuteur référent offrant des garanties de professionnalisme et d'évaluation externe. D'autre part, cela correspondait à notre souhait de re-développer des programmes de recherche sur le département. Donc on a commencé par une espèce de mise en accord pour une subvention globale de travail pour les fouilles avec le département, une aide directe sur des fouilles sur un certain nombre de chantiers. Au bout d'une première année, dans laquelle le contrat de confiance a été à peu près établi, on a développé en essayant de proposer un travail de partenariat avec des conventions, etc. On constitue ici un centre de documentation archéologique régional dont le financement, l'acquisition des documents, le fonctionnement matériel sont assurés par le département. C'est un centre qui est ouvert au public. C'est une action qui nous intéresse parce que c'est un centre de documentation qui peut avoir une exploitation scientifique, mais en même temps cela intéresse tous les archéologues bénévoles qui le souhaitent, et c'est utilisé par tous ceux qui s'occupent du patrimoine soit de manière bénévole soit professionnelle comme les architectes.☐ (Extrait d'entretien d'un Directeur de laboratoire en Archéologie)

Installer un laboratoire en Sciences de l'Éducation au sein d'un IUFM constitue, à ce sujet, un exemple assez fort d'interface intégrée entre un «☐milieu☐ pré-constitué (regroupant institution, acteurs professionnels, futurs professionnels) et chercheurs,☐propice pour le chercheur en Sciences de l'Éducation interviewé à la réalisation de recherches intégrant les questions des usages et de l'opérationnalisation des savoirs produits, et servant des enjeux plus spécifiquement «☐internes☐ relatifs aux savoirs produits sur l'intervention du chercheur dans un milieu professionnel :

«☐Et effectivement certains collègues disent puisque tu es à l'IUFM c'est bien et cela serait bien que l'on travaille ensemble parce que comme cela je pourrais accéder à des classes plus facilement, mais je pense aussi que l'institution ici c'est une possibilité de créer un milieu d'acteurs qui est associé aux préoccupations de la recherche et si bien que tout à l'heure quand je disais que l'on travaillait sur du local et sur des proximités, c'est ce qui permet de faire une unité de sens, ce qui permet de réunir des gens qui appartiennent à des secteurs géographiques dispersés. Cela constitue un milieu autour de cela. C'est extrêmement important, comment se constitue ce milieu, comment il s'entretient etc. Ce n'est pas uniquement le chercheur qui peut faire cela. C'est la consistance du réseau social, conceptuel, pratique qui s'est fabriqué et qui fait que les gens peuvent être à des extrémités du réseau et participent quand même, s'intéressent, se tiennent au courant, ils reviennent, il y a des gens

qui partent puis qui reviennent. C'est quand même ce que permet cette institution, c'est aussi la constitution de ce milieu là de réflexion, de veille, de vigilance professionnelle, sur toute sortes de questions. Et quand tu envoies un mail tu as deux cents personnes. ☐ (Extrait d'entretien d'un chercheur en Sciences de l'Éducation)

D'autres modalités d'échanges chercheur-acteur s'appuient davantage sur un réseau personnalisé que le scientifique peut par exemple tisser avec des organismes de culture scientifique, en fonction de considérations plutôt personnelles et/ou militantes :

"Contrairement aux activités de recherche, ce type d'activités (avec les organismes de culture scientifique) passe le plus souvent par des relations assez informelles. Ca n'a pas une finalité de résultat d'emblée. L'engagement n'est pas le même, c'est un engagement plus ponctuel qui n'obéit pas aux mêmes exigences qu'un programme scientifique. C'est plus de l'ordre de l'engagement volontaire. C'est un engagement social, ça fait partie de la responsabilité sociale du chercheur" (Extrait d'entretien d'un chercheur en Sociologie) ☐

ou encore à l'occasion de recherches menées, prenant dans ce cas davantage la forme d'un «*jeu social*» ☐ traversé d'attentes respectives entre chercheurs et acteurs sociaux, dans lequel la constitution d'un réseau de relations, son entretien, peuvent exiger du chercheur un travail à part entière ainsi que son engagement dans des relations qui ne soient pas simplement asymétriques (de type exclusivement acteurs sociaux vers scientifiques), dans lesquelles le chercheur accepte d'emblée le jeu de la coopération sociale et de la restitution ☐

" Mais toute recherche suppose au départ que tu construis tes relations avec des gens avec qui tu veux faire ta recherche. Je prends un autre exemple, quand on avait travaillé sur les contestations du TGV, on avait fait tout un travail en amont. On avait rencontré tous les responsables d'association de toute la Vallée du Rhône. On était parti de Valence et on était descendu jusqu'à Aix et tout le long, il y avait des associations. Donc on rencontrait les responsables, on assistait à leurs réunions. On y a passé un temps fou. Il y avait des liens qui se formaient parce que parfois, ils ne savaient pas trop qui on était, si on était des militants d'association ou pas. Il y avait une familiarité qui s'établissait. Les gens nous invitaient chez eux, parfois carrément on dormait chez eux et on enquêtait. Ils nous utilisaient pour aller voir untel ou untel. C'est toute la démarche d'implantation sur un terrain. Ils ont complètement changé notre vision des choses. Au départ, on n'adhérait pas complètement à cette vision, mais ces mouvements étaient perçus comme des mouvements qui défendaient leur petite particularité de leur terrain menacé par le passage du TGV. Et on s'est aperçu que ce n'était pas vraiment ça le problème. Tu construis un processus d'échange avec les acteurs sociaux. Donc il faut qu'ils te connaissent, il faut qu'il y ait une possibilité de retour et qu'ils trouvent un intérêt à toi, que tu ne sois pas qu'en position de demande par rapport à eux. Il y a tout un jeu social à mener, très concret." (Extrait d'entretien d'un chercheur en Sociologie)

D'autre part, la collaboration aux institutions peut intervenir dans une stratégie de formalisation d'un dispositif pré-existant initié à partir de rencontres interpersonnelles ☐ c'est le cas d'une recherche sur la dislexie initiée à partir de rencontres qui ont eu lieu en amont entre chercheurs, inspecteur académique et enseignants, rendue possible à la fois grâce aux négociations menées pour permettre aux enseignants de disposer d'un temps aménagé pour leur participation à la recherche menée, et à l'inscription de la recherche dans un programme de financement; ou encore celui du collectif de travail pour la recherche menée sur le handicap, rassemblant médecins, associations d'usagers et de personnes handicapées, qui a pu être formalisé grâce à l'inscription du projet de recherche dans le cadre d'une ACI.

Par le truchement du type de réseau, du type d'interface et de sa composition (plus ou moins hybride, mixte) dans lequel va s'inscrire la relation Recherche / Société, on retrouve ici l'influence que peuvent avoir des systèmes de mobilisation sociale plus ou moins déjà structurés, pré-formatés par l'action publique, et parfois la nécessité pour le scientifique d'in-former ce réseau d'interlocuteurs dans l'exemple ci-dessus, s'intéresser et tisser des relations avec des acteurs défendant un intérêt particulier par rapport à la problématique d'intérêt général des transports en commun et d'aménagement du territoire ou encore pour la recherche menée sur le handicap déjà citée, entrer en relation et mettre en place un groupe de travail intégrant la parole et les préoccupations des associations d'usagers et d'handicapés. Apparaît ici un enjeu majeur des activités d'interface relatif aux stratégies développées par le chercheur qui visent la déconstruction-reconstruction du réseau social d'interlocuteurs légitimes auquel il est sensé s'adresser, afin d'étendre la relation à d'autres catégories d'acteurs sociaux, faire émerger dans l'arène scientifique les questions d'autres catégories d'acteurs exclus de la demande sociale solvable (la Boutique des Sciences constitue de ce point de vue un exemple de structure d'interface travaillant sur les différents registres de diffusion, production de connaissances, formation, particulièrement sensible à la question de la demande sociale citoyenne non solvable).

Dans certains cas, ces stratégies visant à rendre la recherche accessible à ceux qui en sont exclus sont directement reliées à des objectifs scientifiques, internes. Le mélange des destinataires peut y constituer un objectif fort pour lequel il s'agit précisément de confronter les points de vue, voire de jouer sur l'insertion de demandes sociales dans l'arène scientifique pour y imposer une certaine définition de l'objet, et/ou une redéfinition du partage disciplinaire de l'objet de recherche. On citera à ce sujet l'exemple d'un colloque organisé sur le thème du Rhône rassemblant communauté scientifique (SHS et Sciences dures), acteurs sociaux (politiques, associatifs...), et «acteurs présents sur le Rhône» dans lequel c'est en s'appuyant sur la demande de certains acteurs, politiques et associatifs, que les SHS arrivent à justifier et légitimer leurs apports sur un thème-objet traditionnellement investi par les Sciences naturelles

«à, ils en sont convaincus parce que d'une part, tout le monde leur dit qu'il faut des SHS, mais aussi parce qu'ils se trouvent devant des problèmes insolubles. Il ne suffit pas d'amener à l'homme politique du coin le bilan des polluants qu'il y a dans le Rhône pour le faire agir... pour eux, les Sciences Humaines, c'est quelles sont les méthodes qu'il faut utiliser pour convaincre les gens que nous avons raison» (Extrait d'entretien d'un chercheur en Histoire travaillant sur le Rhône)

On aura compris, à travers ces exemples, à quel point l'orientation sociale des activités et dispositifs d'interface, la possibilité que ceux-ci offrent quant à la composition et la nature du type d'acteurs sociaux visés constitue également un enjeu déterminant dans le type de logique visé. s'agit-il de dispositifs d'interface visant une simple diffusion ou visant à rapprocher la relation aux acteurs sociaux d'interactions de recherche).

Conclusion

Si le champ de la valorisation sociale de la recherche peut être globalement défini en fonction de différentes finalités, à travers plusieurs registres d'activités dans lesquelles le scientifique est en relation à la demande sociale, aux attentes sociales, mettre en relation Science et Société constitue un registre d'activités spécifique consacrées explicitement à la construction

et la gestion d'outils, réseaux, supports, collectifs de travail, destinés à organiser, rendre possible cette rencontre, et de nombreux chercheurs ont souligné le temps consacré à ce type d'activités. Les formes d'interface restent diversifiées (interfaces technique, commerciale, type start up □ interfaces de mise en débat-citoyennes □ interfaces de recherche) et multi-modales (institutionnalisées / reposant sur un réseau personnalisé □ pérenne / ponctuelle □ généraliste / spécialisée, etc). Et être présent et/ou pouvoir être à l'initiative d'interfaces constitue pour la communauté scientifique un enjeu majeur et inversement pour les acteurs sociaux et leur capacité à mobiliser et utiliser les connaissances scientifiques. Même si les scientifiques ont des positions et des pratiques inégales en la matière, inclure les interfaces dans le champ de la valorisation sociale de la recherche, presque en amont ou comme condition de possibilité des activités de valorisation elles-mêmes souligne la dimension constructiviste, collective et structurelle des relations Science/Société.

CONCLUSION

À la question initiale de comprendre ce qu'il en est de la «valorisation de la recherche» en Sciences Humaines et Sociales, l'étude de ce que les chercheurs et enseignants-chercheurs nous ont dit de leurs pratiques en la matière a montré en premier lieu la grande diversité et la richesse des activités qu'il est possible de ranger sous le chapitre de la «valorisation».

Loin d'être épuisé par un modèle diffusionniste ou un modèle innovationnel, les éléments recueillis mettent en valeur la complexité d'un ensemble d'activités et d'interactions à travers lesquelles les chercheurs entrent en relation à des demandes, attentes sociales de connaissances, elles-mêmes plurielles et diversifiées, par rapport auxquelles les travaux et les compétences des scientifiques sont susceptibles d'être «mis en valeur», socialement, en vue d'usages, d'applications, multiples et différenciés.

D'autre part, la multiplicité des vocables pré-existants pour désigner ces activités ne rend que partiellement compte des enjeux de ces activités; ce n'est qu'en les resituant dans leur articulation et le rapport qu'elles entretiennent à la production des connaissances scientifiques et dans la mesure où elles mettent directement en jeu les pratiques, stratégies, choix scientifiques, épistémologiques et déontologiques ainsi que les conceptions qu'ont les chercheurs de leur métier même, qu'il est possible d'appréhender plus clairement ce large champ d'activités.

De cette démarche découle deux grands types de résultats.

Un premier ensemble de résultats met en valeur quatre grands ensembles d'activités et d'interactions caractéristiques de la façon dont les chercheurs sont confrontés et entrent en interaction avec les acteurs sociaux. Ces quatre ensembles, dont les contours sont plus ou moins lâches et peuvent être soumis à de nombreuses objections, ont pour ambition, non pas de proposer des catégories définies et tranchées ou des distinctions radicales entre activités, mais de rendre compte de la façon dont les activités de valorisation s'inscrivent continuellement en tension avec les différentes composantes du métier de chercheur et se polarisent autour d'enjeux spécifiques.

□ Les activités de «mise à disposition de connaissances» constituent un premier grand ensemble d'activités de valorisation sociale de la recherche en S.H.S. dans lesquelles le chercheur mobilise une «science faite», un stock de connaissances et de savoirs déjà élaborés.

La différenciation des types de demande(s) sociale(s) et des types de public(s) auxquels s'adresse le chercheur dans le cadre de ces activités, au-delà de la prise en compte de la façon dont celles-ci s'articulent au travail de recherche, permet de définir plus clairement ce premier grand ensemble assez hétérogène et de complexifier la notion de «diffusion scientifique» en montrant que dans ce type d'interactions Recherche / Société se jouent déjà des questions relatives aux usages sociaux et à l'évaluation sociale de la pertinence des savoirs scientifiques, ainsi qu'à l'orientation et l'offre de recherche.

Les activités de diffusion à destination d'un grand public, du plus large au plus cultivé et/ou militant sont tendanciellement marquées par une «dimension massive», un rapport

chercheur-public fortement unilatéral ainsi qu'une forte incertitude du chercheur à la fois quant aux contenus de la demande sociale et aux usages / effets des connaissances diffusées auprès des acteurs sociaux destinataires. Mais d'autres formes de mise à disposition s'éloignent de ce caractère quantitatif et unilatéral.

Il en est ainsi des activités que nous avons proposé de réunir sous le terme «**activités de restitution**» qui engagent le chercheur dans un rapport social beaucoup moins unilatéral où il s'agit moins de diffuser des connaissances de façon «**massive**», au tout venant, que de rendre compte des connaissances produites sur un sujet, un thème de recherche à un public ciblé, concerné par la réalisation de la recherche et les connaissances produites (populations, enquêtés, acteurs de terrain...), que l'on peut considérer à divers titres comme partenaire du champ de recherche. Dans ce type d'interaction, en étant confronté de façon plus directe aux demandes des acteurs sociaux, le chercheur s'affronte aussi beaucoup plus directement à la question complexe des usages sociaux des savoirs produits (permettre aux acteurs sociaux de s'approprier les connaissances, voire en développer les usages sociaux), en même temps que la relation au travail de recherche y est moins cloisonnée en ce que ce type d'activités permet au chercheur d'avoir des retours sur son travail, voire peut attirer son attention sur certaines pistes de recherche, mises en problème sociales de son objet de recherche.

De même, les activités de conseil à destination d'acteurs ayant en charge la prise de décision resserrent l'intervention du chercheur sur des enjeux opérationnels, de décision et d'orientation de l'action des acteurs sociaux, pouvant élargir sur la commande de recherche et les activités de production de connaissances socialement finalisées. De la mobilisation de connaissances à la préconisation, les activités de conseil exigent du chercheur qu'il mette à disposition des connaissances et/ou des compétences en relation avec un projet, une stratégie d'action, une décision.

La discipline d'appartenance, la nature du thème-objet de recherche, l'insertion plus ou moins durable du chercheur dans un réseau pré-structuré d'acteurs et organismes de diffusion-médiation, et de façon plus interne, les stratégies propres du chercheur et sa conception du métier, vont donner à l'ensemble de ces activités de mise à disposition des connaissances un poids variable.

- Ce que nous avons proposé d'appeler «**interactions de recherche**» constituent un second grand domaine d'activités de valorisation à travers lesquelles le chercheur met à disposition moins ses connaissances que sa capacité à en produire en relation à la demande sociale.

Les objectifs et contenus de ces connaissances, voire même les conditions de leur production, s'y trouvent alors plus ou moins fortement orientés par les interlocuteurs sociaux, et ce, selon deux grands modèles qui ne s'excluent nullement. Ces deux modes de finalisation sociale de la recherche accordent en outre une part plus ou moins restrictive à l'intervention des acteurs sociaux dans le processus de recherche.

La «**recherche sur commande**» constitue une première forme de finalisation sociale de la recherche. Si celle-ci résulte le plus souvent d'une négociation avec des configurations complexes de commanditaire(s), les deux grandes formes juridico-institutionnelles qu'elle recouvre (l'appel d'offre et le contrat de gré à gré) ne sont que partiellement éclairantes sur ce qui s'y joue fondamentalement. Les entretiens recueillis montrent en effet que le plus souvent et presque systématiquement, la demande-commande de recherche fait l'objet d'un re-travail de déconstruction critique - reconstruction sur des enjeux scientifiques, et que dans certains cas même, la demande sociale de recherche est «**créée**», anticipée par le chercheur □ en outre, le rapport de commande peut s'inscrire

dans des formes de «*valentendu consenti*», laissant au chercheur une marge de manoeuvre pour une exploitation collatérale des données, du matériau, des résultats de la recherche sur des enjeux plus spécifiquement scientifiques et/ou académiques que sociaux.

D'autre part, la commande sociale de recherche ne reflète que de manière partielle et déformée les besoins sociaux de connaissances et la façon pour le chercheur d'être en relation avec cette demande. Différentes formes de coopération entre chercheur et acteurs organisent des interactions de recherche de type coopératif autour de différentes phases et composantes de la recherche débordant largement le seul rapport de commande, et renvoyant le chercheur sur des enjeux ayant trait à son rapport social et cognitif aux acteurs sociaux, mais aussi à une plus grande maîtrise, voire un accompagnement des usages sociaux des connaissances produites.

Le jeu croisé de systèmes de mobilisation sociale de la recherche inégalement structurés, de contextes scientifiques différents d'une discipline à l'autre, et de stratégies plus ou moins complexes que les chercheurs mettent en oeuvre pour articuler enjeux sociaux et enjeux scientifiques et/ou académiques, intervient alors comme un ensemble de facteurs déterminants dans la place accordée à tel ou tel mode de finalisation de la recherche.

- Les activités de formation, bien que référant à un champ d'activités en tant que tel et pré-existant largement à la thématique de la valorisation, apparaissent sous certains aspects comme un autre grand vecteur de valorisation de la recherche plaçant pour une prise en compte des activités de formation dans la champ de la valorisation sociale de la recherche. La prise en compte des types de publics et du système d'attentes sociales dans lequel s'inscrivent les activités de formation organise un espace possible de caractérisation des enjeux des activités de formation entre une polarité interne visant la reproduction de la discipline et des futurs pairs (renvoyant au registre de la valorisation dite «académique») et une polarité sociale, externe, de réponse à la demande sociale par la formation de compétences, de professionnels, la production de connaissances et de dispositifs d'interface, de réseaux scientifiques-professionnels-organismes de formation en relation à certains secteurs d'activités.
- Enfin quelque soit le registre d'activités évoqués précemment, toute forme de valorisation sociale de la recherche implique des espaces, des dispositifs, des outils, voire des activités spécifiques ayant vocation à organiser la relation Science / Société et créer un environnement réceptif et incitatif à la recherche. En ce sens, il y a bien un ensemble d'activités à part entière qui peuvent soit être spécifiquement dédiées à un type de valorisation (mise à disposition recherche finalisée formation), soit procéder le plus souvent de logiques de valorisation mixtes et emboîtées. Si les caractéristiques de ces interfaces peuvent être relativement variées (continue / ponctuelle institutionnalisée / informelle), l'usage d'interfaces pré-existantes ou la création d'interfaces constituent les deux grandes modalités selon lesquelles les chercheurs développent des activités d'interface. Le fait qu'elles participent en outre des différentes stratégies grâce auxquelles le chercheur intervient et informe le système de mobilisation sociale de la recherche constitue un enjeu essentiel dans les modalités du rapport Science / Société.

Deuxième grand résultat, c'est le constat que ces quatres registres d'activités sont traversés par des tensions communes.

- Une première tension que l'on a développée à de multiples reprises est celle qui, tendanciellement, oppose les types d'interlocuteurs, de publics (communauté scientifique *versus* acteurs sociaux) et qui organise fondamentalement la distinction entre valorisation « sociale » et valorisation « académique ». Elle renvoie au premier critère à partir duquel les chercheurs nous ont spontanément répondu. Distinction a priori très tranchée qui assigne tendanciellement les acteurs sociaux à une position de « destinataire » des connaissances scientifiques, et les pairs à une position de « co-producteurs » de connaissances, elle peut dans la réalité des situations organiser une distinction radicale entre activités de valorisation sociale et activités de valorisation académique, mais également et de façon plus complexe n'être que partiellement éclairante sur le contenu des interactions Recherche / Société, notamment quand les interlocuteurs sociaux deviennent co-décideurs / co-gestionnaires de la recherche, voire coproducteurs des connaissances.

- Qu'il s'agisse des activités de mise à disposition-diffusion, des activités de recherche socialement finalisée ou des activités de formation, le caractère plus ou directement opérationnel *versus* cognitif de la demande sociale organise une seconde grande tension que nous avons développée à de multiples reprises. Ainsi les activités de diffusion scientifique se différencient en ce que les savoirs mobilisés par le chercheur intègrent différemment des finalités sociales et des contenus de demandes soit plutôt de type « cognitif » c'est-à-dire de l'ordre de la transmission des connaissances scientifiques, de la ré-organisation des savoirs sociaux, soit plutôt de type « opérationnel » c'est-à-dire plus orientés sur une transformation de l'action, des situations, manières de faire des acteurs sociaux.

De ce point de vue, les activités de diffusion scientifique n'intègrent que de façon marginale la dimension opérationnelle, alors que cette dimension est croissante dans les autres activités de mise à disposition de connaissances (restitution, conseil) et peut-être très forte dans les activités de production de connaissances en situation de commande de recherche.

Le contenu de la demande-commande de recherche peut en effet être globalement schématisé comme soit plutôt cognitif, sollicitant le chercheur sur la formulation et l'analyse de problèmes, des situations, des enjeux, des stratégies d'acteurs, se rapprochant tendanciellement du modèle de la recherche fondamentale capable de produire les schémas d'explication et d'interprétation théoriques d'une situation, d'un problème soit plutôt opérationnel, sollicitant le chercheur sur une solution à un problème posé, des propositions de résolution ou de scénarii d'actions, jusqu'à la mise en place concrète de solutions. La demande sociale est dans ce cas caractérisée par un contenu « opérationnel » sollicitant tendanciellement le chercheur sur le modèle de l'expert-ingénieur social capable de traduire et de mettre en oeuvre dans l'action, technique, institutionnelle, voire politique, des savoirs et compétences beaucoup plus singuliers, contextualisés. On retrouve évidemment cette même polarité cognitif / opérationnel dans les activités de formation où elle constitue même une des clés de lecture des différenciations qui traversent le champ de la formation (de la formation universitaire la plus académique jusqu'aux différentes formations professionnalisées).

Cette tension qui se déploie et se nuance selon les types d'interlocuteurs (décideurs, partenaires, population enquêtées, acteurs de terrain, citoyen lambda) et selon la conception que les chercheurs ont de leur métier affronte en outre le chercheur à la question de son implication dans l'action sociale. Ce passage à l'action peut dans la plupart des cas se limiter à l'implication du celui-ci dans le débat social et une problématique du changement social. Il peut aussi, dans certaines situations, aller jusqu'au changement de métier (de chercheur à ingénieur, consultant, politique, etc).

- Le caractère singulier, contextualisé, local *versus* général, abstrait, global des savoirs produits et/ou mobilisés constitue un troisième grand registre de tension qui parcourt l'ensemble des activités de valorisation sociale. Si la demande sociale de connaissances n'est jamais univoque ou unidimensionnelle (la demande sociale, qu'elle soit de diffusion ou de recherche ou de formation pouvant inclure une demande portant sur des savoirs généraux, états des lieux du champ, du thème par exemple, et une demande à contenu spécifique portant sur une situation singulière, micro) ou portée exclusivement par un type d'acteur social (un public de formation professionnelle peut se caractériser, par exemple, par un contenu de demande plutôt cognitif et général), des demandes tendant plutôt vers la production de savoirs de types généraux et décontextualisés s'opposent néanmoins tendanciellement sur ce registre à d'autres plus orientées vers la production de connaissances fortement liées aux caractéristiques singulières d'une situation particulière. Dans la mesure où le chercheur est amené à articuler, de manière plus ou moins forte en fonction de choix stratégiques, ces deux registres d'analyse et d'intelligence du réel, cette tension renvoie à la question du rapport à la demande sociale de connaissances sur des enjeux clairement épistémologiques et ayant trait aux modèles de scientificité prévalant dans les disciplines.

Ces trois tensions sont au cœur de la façon dont les chercheurs articulent conception du métier et rapport à la demande sociale. Ceux-ci peuvent gérer de différentes façons cette articulation, soit en scindant les activités à destination des pairs et celles à destination des acteurs sociaux en excluant certaines formes de valorisation sociale de la recherche ou en procédant par hiérarchisation et retraduction successive (en en faisant deux champs d'activités séparés, en «annulant» les tensions), soit en réduisant ces tensions en rapprochant au maximum le travail de recherche proprement dit des formes et contenus de sa mise à disposition à destination des acteurs sociaux ou de ceux de sa finalisation sociale.

Au final, à une représentation clivée du métier de chercheur d'un côté et des activités de valorisation de l'autre, les pratiques des chercheurs montrent combien les questions de valorisation touchent au cœur même du métier, révélant un degré d'implication de la communauté scientifique S.H.S. dans les questions de valorisation beaucoup plus important qu'au premier abord ainsi qu'une dimension réflexive et stratégique très forte dans la façon dont la recherche en Sciences Humaines et Sociales entre en interaction à la société.

En outre, la richesse des activités développées par les chercheurs en matière de valorisation, tant du point de vue de leur nature que de celui des différentes façons d'articuler recherche et valorisation selon les types de publics et d'interlocuteurs-partenaires, s'oppose à une conception uniforme, homogénéisante de la valorisation. Si par conséquent il n'existe pas de modèle unique de valorisation, on peut toutefois avancer que cette diversité en elle-même des activités de valorisation mériterait un partage d'expériences entre scientifiques beaucoup plus intense, face au peu de culture professionnelle partagée sur ces questions.

Par ailleurs et enfin, ce que nous ont dit les chercheurs permet de mesurer combien les questions de valorisation de la recherche ne s'épuisent pas dans la façon dont la communauté scientifique en prend en charge les enjeux. Une part conséquente de la réalité des interactions Recherche / Société échappe au champ de vision et d'intervention du chercheur lui-même. Ceci ressort explicitement et à plusieurs reprises des entretiens dans lesquels les chercheurs ont exprimé leurs doutes, voire leur ignorance, tant en ce qui concerne la teneur exacte des attentes sociales en leur direction, qu'en ce qui concerne la réalité des usages effectifs de leur

travail. Il faut noter que cela ne tient ni à un défaut d'acuité du regard du chercheur, ni à un manque d'expérience en la matière. C'est plutôt l'inverse qui serait vrai, les chercheurs les plus attentifs et expérimentés sur ces questions étant souvent les plus dubitatifs quant à ce qu'ils peuvent connaître, analyser et interpréter des tenants et aboutissants des interactions qu'ils tissent avec les acteurs sociaux.

Par conséquent, construire une représentation réaliste des relations Recherche / Société supposerait non seulement que la Communauté scientifique échange, confronte, mette en débat pour elle-même ses expériences en la matière, mais aussi le fasse en collaboration étroite avec les partenaires et interlocuteurs sociaux de ses travaux qui sont, eux aussi, actifs dans la nature des demandes, la nature des dispositifs destinés à la recherche.

En cela, la problématique de la valorisation de la recherche supposerait de s'intéresser aux usages sociaux de la Science, voire de mener un travail soutenu de mise en débat, de confrontation chercheurs/acteurs sur les attentes, les usages, les interactions Recherche / Société, mais aussi d'étudier en tant que tels les formes, dispositifs sociaux, interfaces de rencontre et de coopération chercheurs-acteurs, ce sous leurs différentes modalités institutionnelles, pratiques et cognitives.

ANNEXES

ANNEXE 1

Etude régionale «Dispositifs, pratiques et représentations de la 'valorisation' en SHS»

PRESENTATION DE L'ENTRETIEN

L'enquête régionale «Dispositifs, pratiques et représentations de la valorisation en SHS» pour laquelle nous sollicitons cet entretien prend place dans un projet plus vaste pour lequel nous avons déposé un projet de PPF 2004-2007 qui rassemble 26 équipes SHS et est soutenu par 5 Universités de notre région.

Ce projet propose de développer un réseau régional d'échanges et de recherches sur deux grands thèmes qui sont aujourd'hui au cœur du développement scientifique, y compris dans nos disciplines, et que nous considérons comme fortement liés : celui des Interactions entre Recherche et Société, et celui de l'Interdisciplinarité.

Il s'agit donc d'un programme de «Recherche sur la recherche» qui vise à mobiliser les communautés SHS régionales et leurs partenaires dans une réflexion commune prenant pour objet leurs pratiques et expériences aussi bien en matière d'échanges entre chercheurs et acteurs sociaux que sur le terrain des coopérations entre disciplines.

Ce programme donnera lieu à diverses activités et initiatives scientifiques (études, séminaires, journées d'études, rédaction d'ouvrages, ...)

La présente étude sur les questions de la «Valorisation» en est la première manifestation.

RAPPEL DES OBJECTIFS GENERAUX DE L'ETUDE

Les appels à l'ouverture du monde universitaire et scientifique à la société, à ses besoins de connaissance comme au regard qu'elle porte sur la science, sont de plus en plus fréquents et systématiques.

Ces sollicitations se traduisent dans des discours, des plans d'actions, des opérations, des dispositifs dans lesquels un thème revient sans cesse : celui de la «Valorisation de la recherche»

Ce thème est le plus souvent étroitement associé à celui de l'«Innovation technologique», et par conséquent aux Sciences «Dures». Mais il ne s'y limite pourtant pas entièrement.

Les chercheurs en SHS sont eux aussi de plus en plus systématiquement incités à se préoccuper de «Valoriser» leurs recherches. D'autant que les besoins de connaissances sur les hommes et les sociétés ne cessent de grandir, notamment en relation avec le développement des nouvelles technologies et le rôle croissant que les sciences jouent dans la vie quotidienne, dans le débat social et la décision politique.

Mais ceci oblige évidemment à élargir très fortement le sens que l'on donne au terme de «Valorisation», voire à mettre en question la pertinence même de la notion au regard de la réalité des échanges et relations Science/Société dans nos disciplines. D'où la question : qu'entend-on exactement par «Valoriser la recherche» lorsqu'il s'agit des SHS ?

C'est à cette question que notre étude voudrait apporter quelques premiers éléments de réponse en nous appuyant sur l'expérience des collègues SHS de notre région et leur façon d'aborder la question.

Cette étude donnera lieu à un rapport et sera complétée par une Journée d'étude le 18 décembre 2003.

OBJECTIFS DE L'ENTRETIEN

- explorer avec vous ce que vous entendez par «valorisation», ce que personnellement vous mettez sous ce terme en référant le plus directement possible aux activités que vous développez en la matière
- évaluer avec vous l'importance que vous accordez à ces activités, la place que vous leur donnez dans votre travail, les objectifs que vous y poursuivez
- préciser avec vous les enjeux scientifiques, professionnels, déontologiques de telles activités
- aborder avec vous les obstacles et les difficultés rencontrées dans ce domaine et évoquer les propositions que l'on pourrait faire, les dispositions que l'on pourrait prendre pour les surmonter.

Nous vous proposerons donc de partir d'une définition a priori très large (pouvant aller de la conférence-débat à l'implication directe dans une action, en passant par toutes les formes possibles de diffusion, application ou transfert des connaissances, ou de collaboration chercheurs/acteurs ...) de ce qu'on peut entendre par «valorisation». Et d'une certaine façon, c'est vous qui allez nous dire à partir de votre expérience ce qui peut être ou devrait être considéré comme des activités de valorisation des connaissances et de la recherche dans votre discipline et vos domaines de recherche.

LES GRANDS CHAPITRES DE L'ENTRETIEN

- 1-** Une première partie sera consacrée établir une liste aussi complète que possible des différents types d'activités susceptibles de relever du champ de la «valorisation» que vous avez conduites ou auxquelles vous avez participé.

Ces activités peuvent être extrêmes diverses. On s'efforcera, dans chaque cas de figure, de préciser le contenu de l'action, les «publics» visés, les effets recherchés, ainsi que les formes juridiques-économiques de l'activité.

Partant de là, les 4 thèmes transversaux suivants seront abordés en s'efforçant dans chaque cas de référer à des exemples précis.

- 2-** Un premier thème concernera les relations que vous établissez entre vos activités de recherche et vos activités de valorisation.

Ce thème sera l'occasion d'aborder des questions telles que la place de ces activités dans la définition que vous donnez du métier de chercheur, le rôle qu'elles jouent dans le développement ou l'orientation de vos recherches, les relations qu'elles entretiennent avec les activités «académiques», le rôle qu'elles ont ou devraient avoir dans l'évaluation du travail scientifique, les responsabilités (sociales, éthiques, ...) auxquelles elles affrontent le chercheur, ...

- 3-** Un second thème concernera l'ampleur et la nature exacte du travail spécifique que ces différents types d'activités demandent de la part du chercheur.

L'objectif est ici de mieux identifier «**en quantité**» et «**en qualité**» les transformations de forme et/ou de contenu auxquelles il faut soumettre tel ou tel travail scientifique pour en valoriser tels ou tels résultats, sous telle ou telle forme, auprès de tel ou tel «**public**», selon tel ou tel objectif.

4- Dans le prolongement de ces questions, on s'efforcera de cerner la ou les façons dont vous considérez et pratiquez les relations cognitives tissées entre le scientifique et ses interlocuteurs dans le cadre de ces activités.

Ces relations peuvent prendre plusieurs formes et aller de la simple «**transmission**» de savoirs, à la «**co-élaboration**» de connaissances, en passant par les différents formes de la «**critique**» des représentations sociales, ou de l'«**application**» de méthodes ou procédures à une situation particulière.

5- Ces différentes questions ne peuvent être abordées sans tenir compte de la discipline ou du champ de recherche considéré et des usages sociaux qui peuvent être faits des connaissances qui y sont élaborées.

Ce thème sera donc l'occasion de préciser avec vous ce qui, dans vos démarches de valorisation, tient aux caractéristiques générales de la recherche en SHS (versus Sciences «**dures**») et/ou aux spécificités propres à votre domaine scientifique.

6- En conclusion, nous vous demanderons de nous préciser le type de dispositions qui pourraient, de votre point de vue, être prises pour développer et améliorer la valorisation et les usages sociaux de savoirs élaborés dans votre domaine de recherche.

REMARQUES

- Pour les collègues responsables d'équipes, l'entretien «**à titre individuel**» sera précédé d'une partie concernant la place des activités de valorisation dans les pratiques et stratégies scientifiques de l'équipe. Cette partie reprendra donc notamment les points 1 et 2 ci-dessus abordés d'un point de vue plus «**collectif**» et «**institutionnel**».

- L'entretien sera enregistré et sa retranscription vous sera retournée pour corrections et compléments éventuels.

- Pour des raisons de temps et de méthode, notre entretien ne pourra certainement pas approfondir autant que vous le souhaiteriez certaines des questions abordées. Dans ce cas, nous vous inciterons vivement à ce que vous complétiez notre enquête par des contributions écrites personnelles, ces textes pouvant être directement intégrés au rapport et/ou proposés comme contributions à la Journée d'étude de décembre 2003.

ANNEXE 2

GUIDE D'ENTRETIEN

NOUS ALLONS DONC COMMENCER PAR VOUS DEMANDER DE PASSER EN REVUE LES DIFFÉRENTS TYPES D'ACTIVITES QUE VOUS AVEZ CONDUITES OU AUXQUELLES VOUS AVEZ PARTICIPÉ ET QUE VOUS CONSIDÉRERIEZ COMME RELEVANT DE LA «VALORISATION»

- *s'efforcer d'établir une liste aussi complète que possible des types d'activités pratiquées en précisant chaque fois les trois registres de description ci-dessous*
- *approfondir un ou quelques exemples dans chacun des types*

FORMES PRATIQUES ET ORGANISATIONNELLES	PUBLICS - DESTINATAIRES
<ul style="list-style-type: none">● TYPE<input type="checkbox"/><ul style="list-style-type: none">- Cours / Conférence / Séminaire / Article / Ouvrage / Document / Interview / Internet / Médias- Montage-gestion de programmes collectifs- Etude / Conseil / Expertise / Evaluation- Application, Transfert, Innovation- Participation à l'action, Ingénierie● INITIATIVE<input type="checkbox"/> Chercheur / Labo / Destinataire / Service Valorisation / Intermédiaire / Médias ...● FREQUENCE<input type="checkbox"/> Ponctuel / Fréquent / Régulier / Collaborations de longue durée	<ul style="list-style-type: none">● Etudiants, Doctorants● FPC, Ecoles professionnelles● Collègues d'autres disciplines● Commanditaires d'une étude● Entreprises● Décideurs politiques, administratifs● Syndicats, Associations● Acteurs ayant participé à l'enquête● Citoyens concernés par le <input type="checkbox"/>terrain<input type="checkbox"/>● Public «<input type="checkbox"/>cultivé<input type="checkbox"/>» amateur de culture scientifique● Ecoliers, collégiens, lycéens, ...● «<input type="checkbox"/>Grand public<input type="checkbox"/>», citoyen «<input type="checkbox"/>lambda<input type="checkbox"/>»

FORMES ECONOMIQUES ET JURIDIQUES
<ul style="list-style-type: none">● Gratuit / Rémunération spécifique / Rémunération incluse dans Contrat d'étude / Troc● Part de ces financements dans le budget de recherche personnel/du labo● Mode de rémunération :<ul style="list-style-type: none">- marchande / tarifaire- individuelle / institutionnelle (labo, association, ...)- à l'acte / au forfait● Dans le cas d'activités rémunérées importantes, essayer d'en évaluer le poids dans le budget recherche global de l'équipe ou de la personne● Formes juridiques<ul style="list-style-type: none">- types de contrats, propriété des résultats, droits de diffusion- création d'entreprise, d'association, d'organismes- dépôts de brevets, cession ou licences d'exploitation, ...- création d'entreprise ou d'association

- Parmi ces activités, certaines se développent-elles ou se sont-elles développées dans le cadre de collaborations de longue durée avec des partenaires ou acteurs sociaux☐
 - *faire préciser l'histoire et le contenu de ces collaborations, leurs formes (formelles/informelles, contractuelles/bénévoles, militantes/professionnelles, ...)*

- Quels objectifs cherchez-vous à atteindre, quels effets attendez-vous de ces différentes activités☐

- Dans quelle mesure pensez-vous les atteindre☐

- *prendre des exemples considérés*
 - *comme des succès*
 - *comme des échecs*
- *interroger les critères d'évaluation des succès- échecs*

OBJECTIFS-EFFETS RECHERCHÉS

- Développer la culture scientifique, la citoyenneté
- Peser sur l'action , participer au débat public, contribuer au progrès social
- Former des chercheurs
- Former des étudiants
- Former des spécialistes, des experts
- Former des décideurs économiques, politiques, syndicaux, associatifs, ...
- Défendre-promouvoir la discipline
- Restituer aux acteurs, aux partenaires
- Entretenir-développer des collaborations
- Avoir des retours sur son travail
- Développer de nouveaux thèmes de recherche
- Obtenir des financements
- Aider à résoudre des problèmes concrets
- Intervenir, agir directement

- A quels moments de votre trajectoire professionnelle ces activités ont été les plus nombreuses et considérez-vous qu'il y a dans la carrière d'un chercheur des moments privilégiés ou plus propices pour développer ces activités☐
- Avez-vous personnellement évolué sur ces questions, avez-vous changé d'opinion sur ce type d'activités, d'évaluation sur leurs effets, de manière de faire, d'objectifs, ...☐
- Dans l'affirmative, diriez-vous que c'est lié à des évolutions scientifiques, universitaires, sociétales, ...☐
- Ces activités vous ont-elles conduit à vous adresser au Service Valorisation de votre organisme☐

NOUS ALLONS VOUS PROPOSER A PRÉSENT D'ABORDER QUELQUES QUESTIONS CONCERNANT DES THÈMES TRANSVERSAUX À CES DIFFÉRENTS CAS DE FIGURE.

1- UNE PREMIÈRE SÉRIE DE QUESTIONS CONCERNE LES RELATIONS QUE VOUS ÉTABLISSEZ ENTRE VOS ACTIVITES DE RECHERCHE ET VOS ACTIVITES DE VALORISATION

Parmi les différentes activités que nous venons de recenser

- certaines peuvent être considérées comme nettement distinctes et séparées [des activités de recherche proprement dites, comme des activités ex-post qui viennent «[en plus]» et qui n'ont pas vraiment d'effet sur la recherche elle-même (ses thèmes, ses objets, ses hypothèses, ses méthodes, ...)]
- pour d'autres, les choses semblent par contre plus compliquées, les relations semblent plus étroites, moins linéaires [dans certains cas, il semble que l'activité de valorisation soit d'une certaine façon intégrée à l'activité de recherche elle-même, et à la limite il devient même difficile de partager recherche et valorisation

- Pourriez-vous distinguer ces différents cas de figure, préciser les différents types de relations possibles entre recherche et valorisation

- faire préciser les choses en référant à des exemples d'activités donnés ci-dessus

2- ON POURRAIT PRÉCISER LES CHOSES EN S'INTÉRESSANT PLUS DIRECTEMENT AUX TYPES D'ECHANGES DÉVELOPPÉS AVEC LES ACTEURS, A LA NATURE DE LA RELATION COGNITIVE TISSÉE ENTRE LE SCIENTIFIQUE ET SON INTERLOCUTEUR

On pourrait, par exemple, distinguer différentes formes typiques de cette relation [

- la forme «[enseignante]», orientée par la transmission de savoirs ou d'informations scientifiques
- la forme «[critique]», orientée par la transformation des savoirs «[spontanés]» ou «[d'expérience]» de l'interlocuteur
- la forme «[experte]», où le scientifique est censé résoudre un problème, ou apporter une réponse à une question
- la forme «[coopérative]», orientée par la co-élaboration ou l'«[hybridation]» des savoirs et des approches

- Comment caractériseriez-vous de ce point de vue-là les différentes relations que vous avez eu l'occasion de tisser avec les interlocuteurs et publics de vos activités de valorisation☐

3- ON POURRAIT INVERSER LA QUESTION ET S'INTÉRESSER À CE QUE LES DIFFÉRENTES CATÉGORIES D'INTERLOCUTEURS SOCIAUX ATTENDENT DE VOUS, À LA FAÇON DONT ILS SE REPRÉSENTENT VOS COMPÉTENCES ET L'USAGE QU'ILS PEUVENT EN FAIRE

- De ce point de vue, comment caractériseriez-vous le regard et les attentes de vos interlocuteurs à votre égard, ou à l'égard de la recherche en général☐
- Cela vous amène-t-il parfois ou systématiquement à devoir discuter au préalable pour lever d'éventuels malentendus ou pour préciser les choses quant au statut et aux visées de vos interventions☐

4- UNE AUTRE FACON D'ABORDER LA QUESTION SERAIT DE S'INTÉRESSER AUX TRANSFORMATIONS AUXQUELLES LES DIFFÉRENTES TYPES D'ACTIVITES DE VALORISATION SOUMETTENT LES CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES

Ces transformations

- peuvent être plus ou moins importantes et demander par conséquent plus ou moins de travail
 - elles peuvent concerner la forme☐ normes d'écriture, modes ou supports de présentation, ...
 - elles peuvent concerner les contenus☐ par exemple en sélectionnant ou en mettant l'accent sur tels ou tels aspects ou registres de savoirs (conceptuels/empiriques, problématiques/méthodologies/résultats, généraux-abstraites/spécifiques-contextualisés, ...)
 - elles peuvent également inclure un travail de «☐traduction☐» d'un langage scientifique (plus ou moins conceptuel et codifié) à un langage plus «☐naturel☐» ou opérationnel (usant d'autres codes et catégorisations du réel) voire de développer des collaborations interdisciplinaires
- De ces différents points de vue, et en vous appuyant sur vos expériences, comment caractériseriez-vous le cheminement qui conduit d'un travail de recherche à sa

valorisation ☐ Par exemple ☐ d'un article académique et un article « grand public » ☐ sur le même sujet ☐

- *s'appuyer sur plusieurs exemples d'activités cités par l'interlocuteur*

5- LA VALORISATION ET LE METIER DE CHERCHEUR

- A votre avis, ces activités
 - font-elles partie du métier et des missions courantes, voire statutaires, du chercheur
 - ou sont-elles des activités « supplémentaires », relevant finalement de choix personnels
 - ou encore, faut-il distinguer les choses selon les types d'activité en question
- Considérez-vous que les activités de valorisation telles que décrites plus haut devraient être mieux prises en compte dans **l'évaluation des chercheurs** ☐
 - sous quelles formes, à quelles conditions ☐
 - cela vaut-il pour tous les types d'activités ☐
- Au-delà, considérez-vous que la **formation au métier de chercheur** devrait intégrer une préparation à ce type d'activités ☐ De quelles façons ☐ Prenez-vous des dispositions particulières en la matière ☐
- Vous considérez-vous comme **responsable des utilisations sociales** qui sont faites de votre travail ☐ Dans quel sens ☐ Prenez-vous des dispositions particulières pour contrôler, maîtriser ces utilisations ☐ Dans quels cas ☐ Lesquelles ☐

6- CES QUESTIONS RENVOIENT, AU FOND, A DES DEBATS PLUS VASTES CONCERNANT LES RAPPORTS ET INTERACTIONS ENTRE RECHERCHE ET ACTION, SCIENCE ET SOCIETE

- par exemple, celui des relations entre recherche « fondamentale » et recherche « appliquée », celui du pilotage de la recherche « par la demande », de l'utilitarisme, celui aussi des modes de financement de la recherche
- Par exemple aussi, celui des régimes de production des connaissances, des relations entre la recherche universitaire et les autres lieux et acteurs sociaux producteurs eux aussi de connaissances
- Vos activités en matière de valorisation correspondent-elles, pour vous, à des conceptions ou des prises de positions précises concernant ces questions ☐

7- DERNIÈRE QUESTION IL PARAÎT EVIDENT QUE LES QUESTIONS DE VALORISATION NE SE POSENT PAS DE MANIÈRE IDENTIQUE SELON LA DISCIPLINE OU LE DOMAINE DE RECHERCHE CONSIDÉRÉ, QU'IL S'AGISSE DE COMPARER LES SCIENCES «DURES» ET LES SHS, OU QU'IL S'AGISSE DES DIFFÉRENCES INTERNES AUX SHS

- De votre point de vue, quels sont les principaux facteurs de distinction entre Sciences dures et SHS en matière de valorisation ?
 - *faire référence notamment aux 4 catégories descripteurs du point A*
- Au-delà, considérez-vous que votre discipline ou votre champ de recherche présente des caractéristiques particulières en la matière ? Lesquelles ?
 - *faire référence notamment aux 4 catégories descripteurs du point A*
- Faites-vous une relation entre d'un côté les activités de valorisation et d'échanges recherche/société et de l'autre les **questions de l'interdisciplinarité** ? Ces activités sont-elles, à vos yeux, un facteur ou un moyen d'élargir vos approches à d'autres disciplines, de développer des collaborations interdisciplinaires ?

8- POUR CONCLURE, CONSIDÉREZ-VOUS QUE DES DISPOSITIONS PARTICULIÈRES DEVRAIENT ÊTRE PRISES AFIN DE DÉVELOPPER LES ACTIVITÉS DE VALORISATION DANS VOTRE DISCIPLINE? LESQUELLES?

DÉVELOPPER LES ACTIVITES DE VALORISATION
PAR

- formation des chercheurs
- politiques de financement de la recherche
- critères d'évaluation des chercheurs, des labos
- redéfinir les métiers de chercheur
- développer la mobilité professionnelle
- transformer les structures de l'Université, du CNRS
- créer-développer des structures ad hoc
- formation des décideurs
- formation des intermédiaires
- élever le niveau culturel-scientifique de la population
- développer le débat public sur la science

ANNEXE 3

ECHANTILLON D'ENQUÊTE

- Au total 50 personnes ont été rencontrées dans le cadre de l'enquête, soit
 - 47 Chercheurs et Enseignants-chercheurs, dont 8 lors de rencontres exploratoires et 39 pour des entretiens complets réalisés selon le guide ci-dessus
 - les responsables des Services de valorisation de l'Université de Provence (SEVA), de l'Université de La Méditerranée (PROTISVALOR) et de la Délégation Provence du CNRS.

- Les 47 Chercheurs et Enseignants-chercheurs représentent 15 disciplines qui se répartissent comme suit
 - Economie 10
 - Sociologie 8
 - Histoire 6
 - Sciences politiques 4
 - Sciences de l'éducation 4
 - STIC 3
 - Psychologie 2
 - Géographie 2
 - Droit 2
 - Archéologie 2
 - Ethnologie 1
 - Linguistique 1
 - Anthropologie 1
 - Urbanisme 1

- La répartition par Universités et Organismes est la suivante
 - Université de Provence 14
 - Université de La Méditerranée 14
 - Université de Nice-Sophia Antipolis 7
 - Université Paul Cézanne 3
 - Université de Toulon et du Var 2
 - IUFM 4
 - CEREQ 2
 - IRD 1